



FINANCES ET DÉVELOPPEMENT

DÉCEMBRE 2020

**Martin Sandbu
décrit le monde
post-pandémie** p. 4

**Portrait de
Lisa D. Cook** p. 44

**Le travail de
l'ombre des
éléphants** p. 58



Bâtir un monde meilleur

L'avenir de l'emploi

Table des matières



12

Il est temps d'envisager comment les choix d'aujourd'hui vont façonner la trajectoire à long terme de l'économie mondiale.

L'AVENIR DE L'EMPLOI

4 Un monde meilleur post-pandémie

Les choix des gouvernants en cette période bouleversée pourraient façonner les économies pour les décennies à venir

Martin Sandbu

10 Entre nous : pas de retour en arrière

Investir dans des mesures au service des populations permettra de bâtir une meilleure économie pour le monde de l'après-crise

Kristalina Georgieva

12 Disparités en temps réel

L'analyse des offres d'emploi en ligne montre l'ampleur des dommages causés par la pandémie, surtout aux femmes et aux jeunes

Wenjie Chen

16 L'ombre permanente d'un démarrage malheureux

Les jeunes qui obtiennent leurs diplômes en temps de crise seront profondément affectés et pourraient ne jamais se remettre complètement

Hannes Schwandt et Till von Wachter

19 L'importance de la distribution de la richesse

La science économique ne peut pas éluder les questions de distribution, elle doit faire de la place aux perspectives d'autres disciplines

Binyamin Appelbaum

22 Repenser le monde du travail

La pandémie accélère la transition vers un travail plus informel et plus précaire

Sabina Dewan et Ekkehard Ernst

26 Les emplois de demain

Certains emplois disparaîtront et d'autres apparaîtront, car le monde va connaître un double bouleversement

Saadia Zahidi

32 Pour une Amérique plus égalitaire

Une économiste progressiste de premier plan propose des mesures pour transformer l'économie américaine en ce moment critique

Heather Boushey



AUSSI DANS CE NUMÉRO

28 Sauver l'héritage commun

Les jeunes peuvent être déterminants dans la lutte contre la COVID-19, même s'ils en subissent cruellement les effets

Hamad AlMahmeed, Ashleigh Streeter-Jones, David Walcott et Tiffany Yu

36 Vous nous manquez !

Les pays tributaires du tourisme sont parmi les plus touchés par la pandémie

Adam Behsudi

40 Définir le cadre d'une économie des données

Le monde a besoin d'un nouveau système de gouvernance pour l'achat et la vente de données

Murat Sonmez

44 Restaurer le pouvoir des travailleurs

L'érosion systématique du pouvoir des travailleurs face à leurs employeurs a comprimé les salaires aux États-Unis

Lawrence Mishel

58 Le travail de l'ombre des éléphants

Les éléphants de forêt d'Afrique luttent contre les changements climatiques en participant de façon étonnante au captage naturel du carbone

Ralph Chami, Connel Fullenkamp, Thomas Cosimano et Fabio Berzaghi



RUBRIQUES

48 Paroles d'économistes

Économiste par le fruit du hasard

Hyun-Sung Khang brosse le portrait de **Lisa D. Cook**, professeure à l'université d'État du Michigan qui montre comment le racisme et le sexisme nous nuisent à tous

52 En première ligne

Sanctionner la corruption

La procureure générale du nouveau parquet européen se penche sur les enjeux de la lutte contre la criminalité transnationale

54 L'ABC de l'économie

Qu'est-ce que l'économie informelle ?

La réduction du nombre de travailleurs en marge de l'économie formelle peut contribuer au développement durable

Corinne Deléchat et Leandro Medina

56 Pleins feux

Âge incertain

Les jeunes paient un lourd tribut à la pandémie

Melinda Weir

63 Notes de lecture

Invisible Women: Data Bias in a World Designed for Men, Caroline Criado Perez

Boom and Bust: A Global History of Financial Bubbles, William Quinn et John Turner

Making a Modern Central Bank: The Bank of England 1979–2003, Harold James





L'occasion d'une transformation

ON DIT PARFOIS que, pendant certaines décennies, rien ne se passe, alors que, pendant certaines semaines, c'est comme si des décennies entières s'étaient écoulées. On ne pourrait trouver mieux pour décrire la situation actuelle. La pandémie, qui a profondément bouleversé le monde, a incité les pays à procéder à de profondes réformes qui, autrement, auraient pu prendre des années. Elle a également accéléré le recours aux technologies et à de nouvelles méthodes de travail et d'apprentissage, ce qui nous a fait entrer presque du jour au lendemain dans une nouvelle ère.

Pour de nombreux employés, le travail à domicile est devenu plus facile. En revanche, pour beaucoup d'autres, en particulier dans les secteurs de l'hôtellerie, du tourisme, de la livraison, de la vente au détail et des soins de base, de profondes séquelles économiques apparaissent déjà : pertes d'emploi, creusement du déficit de compétences, inégalités de plus en plus marquées et effets néfastes sur la santé mentale. Les femmes, les jeunes et les moins qualifiés sont touchés de manière disproportionnée et pourraient en subir les conséquences pendant de nombreuses années. En effet, ceux qui ont la malchance de commencer leur carrière en période de récession peuvent percevoir des revenus inférieurs au cours des dix à quinze années qui suivent l'obtention de leur diplôme, et même plus longtemps.

Dans la présente édition, élaborée en partenariat avec le Forum économique mondial, nous nous penchons sur l'avenir des emplois et les futures possibilités économiques. Nous y examinons les mesures qui peuvent être prises pour améliorer la situation à venir, en plaçant l'Homme au centre de l'action des pouvoirs publics.

Les réformes doivent être axées sur la création d'emplois de meilleure qualité, pour plus de personnes et dans de plus nombreux endroits, selon Martin Sandbu. Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI, souligne combien il est important d'investir dans les femmes et les jeunes et d'améliorer l'éducation et la formation pour créer de nouvelles possibilités. Heather Boushey et Lawrence Mishel plaident pour des mesures qui donnent plus de pouvoir aux travailleurs. D'autres auteurs préconisent une amélioration de la protection et de l'assurance sociales, en particulier pour les travailleurs à la tâche et ceux de l'économie informelle, la prise de davantage de mesures en faveur des soins de santé et de la garde d'enfants, la mise en place d'une fiscalité progressive mieux conçue pour réduire les inégalités de revenus, et une hausse des investissements dans l'accès numérique et les technologies vertes.

Les crises les plus profondes sont porteuses de formidables occasions. Nous vivons l'un de ces moments, l'occasion d'une transformation radicale, et nous ne devons pas la laisser passer. Les semaines à venir peuvent déterminer des décennies entières. **FD**

GITA BHATT, rédactrice en chef



EN COUVERTURE

Notre numéro de décembre 2020 offre cette mise en garde : « Nous ne pouvons et ne devons pas revenir à l'économie du passé ». L'illustration de Davide Bonazzi dépeint un monde plus vert, plus inclusif et plus à même de mettre à profit la technologie — un monde qui pourrait devenir le nôtre à l'issue de cette crise — si nous nous y prenons bien.



FINANCES & DÉVELOPPEMENT
Publication trimestrielle du
Fonds monétaire international

RÉDACTRICE EN CHEF :

Gita Bhatt

ÉDITRICE EN CHEF :

Maureen Burke

RÉDACTEURS PRINCIPAUX :

Andreas Adriano

Adam Behsudi

Peter Walker

RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE PRODUITS NUMÉRIQUES :

Rahim Kanani

RÉDACTRICE EN LIGNE :

Lijun Li

RESPONSABLE DE PRODUCTION :

Melinda Weir

CORRECTRICE :

Lucy Morales

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION :

Bernardin Akitoby

Celine Allard

Bas Bakker

Steven Barnett

Nicoletta Batini

Helge Berger

Paul Cashin

Martin Čihák

Luis Cubeddu

Alfredo Cuevas

Era Dabla-Norris

Mame Astou Diouf

Rupa Duttagupta

Deniz Igan

Christian Mumssen

İnci Ötker

Catriona Purfield

Mahvash Qureshi

Uma Ramakrishnan

© 2020 Fonds monétaire international. Tous droits réservés.

Pour reproduire le contenu de ce numéro de *F&D*, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services

Finance & Development

PO Box 92780

Washington, DC 20090, USA

Téléphone : (202) 623-7430

Télécopie : (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC 20090, USA.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

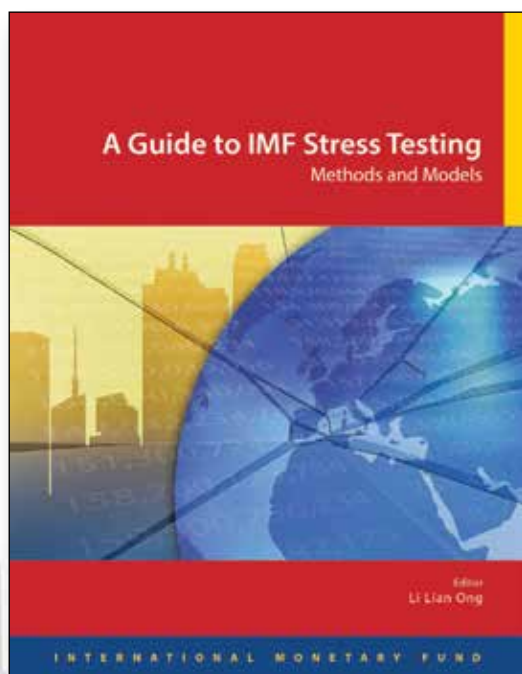
Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition 0430-473X



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

FSC FPO

Tests de résistance financière



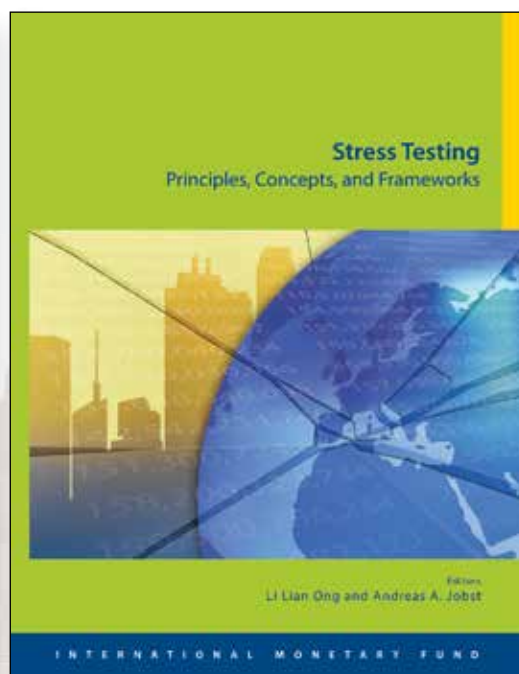
A Guide to IMF Stress Testing: Methods and Models

Li Lian Ong

Le FMI occupe une place unique dans les tests de résistance des systèmes financiers. Cet ouvrage rassemble les méthodes et les modèles de test de résistance mis au point par les services du FMI, en partenariat avec des collègues d'autres organisations. Un référentiel et les différents programmes sont disponibles en ligne à www.elibrary.imf.org/page/stress-test-toolkit

imfbk.st/20952 

65 dollars. Anglais. ©2014. 630 pages. Broché.
ISBN 978-1-48436-858-9. Stock# SOASTE A



Stress Testing: Principles, Concepts, and Frameworks

Li Lian Ong et Andreas A. Jobst

Les tests de résistance constituent un outil largement utilisé pour la surveillance financière, le contrôle et la gestion des risques. Ce nouvel ouvrage présente les analyses des services du FMI et les applications des tests de résistance : les meilleures pratiques, les principes et les cadres de référence qui sont essentiels pour la mise en œuvre crédible et cohérente des outils. Si la sélection d'une méthode ou d'un modèle approprié est cruciale pour l'utilité et la crédibilité des tests de résistance, il est important d'opérer dans un cadre cohérent et global.

imfbk.st/24471 

65 dollars. Anglais. ©2020. 544 pages. Broché.
ISBN 978-1-48431-071-7. Stock# GSTPCFE A



Un monde MEILLEUR post-pandémie

Les choix des gouvernants en cette période bouleversée pourraient façonner les économies pour les décennies à venir

Martin Sandbu

La pandémie a frappé une économie mondiale qui était déjà dans une situation profondément insoutenable, sur les plans social, environnemental et même intellectuel.

Ces quarante dernières années, presque tous les pays avancés se sont polarisés davantage, avec une distribution des revenus de plus en plus inégale. Les pays en développement ont extrait des milliards d'habitants de la pauvreté, mais ils ont en même temps créé leurs propres inégalités et tensions sociales qui ne cessent de s'accroître.

La croissance déséquilibrée de l'économie mondiale nous a menés aux confins de changements climatiques catastrophiques.

Et les bouleversements politiques qui ont secoué les pays les uns après les autres ont démontré que le monde n'allait plus pouvoir continuer comme avant. Cette force de changement s'est exprimée dans la pensée économique qui a rapidement remis en cause les vieilles doctrines dominantes sur les dépenses publiques, les banques centrales et les interventions de l'État dans l'économie.

Puis le coronavirus a provoqué la déstabilisation de nos sociétés et l'effondrement de nos économies les plus impressionnantes jamais vus en temps de paix. Les politiques économiques ont été réorientées de façon plus draconienne en l'espace de quelques jours ou semaines que ce qu'auraient pu rêver d'accomplir les gouvernants les plus ambitieux en l'espace d'une vie entière.

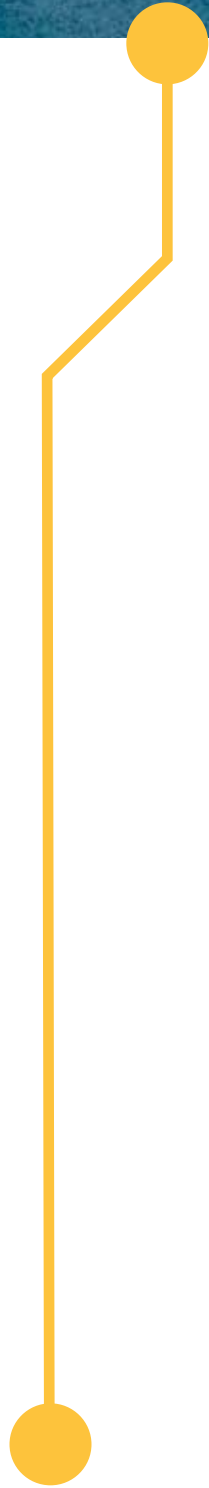
L'énormité de la crise a radicalisé sans le vouloir nombre de dirigeants politiques qui sont intervenus spectaculairement dans l'économie et ont fait considérablement peser les risques des travailleurs et des entreprises sur les épaules des États.

L'assaut initial est maintenant suffisamment derrière nous pour que nous puissions lever notre regard vers l'avenir, même si l'évolution de la pandémie demeure incertaine. Il est temps d'envisager comment les choix d'aujourd'hui vont, et devront, façonner la trajectoire à long terme des économies du monde. La transformation cette année du paysage à la fois économique et politique (quels risques et bienfaits économiques pouvons-nous prévoir de façon réaliste et ce qui est nouvellement considéré comme possible politiquement) signifie que plus rien ne sera jamais pareil. Mais la question de savoir comment s'opéreront ces changements reste grande ouverte, et les choix de politiques publiques des quelques prochaines années seront déterminants pour savoir si le monde post-COVID préfère une prospérité largement partagée au statu quo précédent.

Contradictions sociétales accentuées

Le fait économique fondamental de la pandémie est qu'elle a accentué les fractures sociétales existantes. Les débats dont ces fractures faisaient précédemment l'objet se sont également intensifiés.

Les craintes d'accentuation des *inégalités* ont été de nouveau attisées, car les confinements ont entraîné des difficultés beaucoup



plus grandes pour les travailleurs qui ne pouvaient pas travailler de chez eux. Les emplois de cols blancs, en particulier ceux à forte intensité de savoir, étaient déjà de mieux en mieux rétribués par rapport aux emplois manuels, en termes de salaires mais aussi de sécurité et de prévisibilité de l'emploi. Ceux qui ont des emplois de services essentiellement manuels (hôtellerie et tourisme, livraison, vente au détail et soins fondamentaux) étaient moins bien lotis depuis longtemps, et leur situation s'est aggravée avec la pandémie. Dans la mesure où ils impliquent d'être présents physiquement, ces emplois sont plus vulnérables aux confinements (lorsqu'ils sont considérés services non essentiels) ou aux contagions (lorsqu'ils sont essentiels). Les femmes et les jeunes sont les plus gravement touchés, car ils sont surreprésentés dans nombre de ces secteurs, comme l'indique la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

Un deuxième impact économique de la pandémie, lié au précédent, est l'accentuation du défi que représentent le *travail à la tâche* et autres formes de *travail irrégulier*. Il était déjà clair que, dans les pays riches, les formes non traditionnelles d'emploi et de sous-traitance étaient de moins en moins bien adaptées aux États-providence bien établis. Dans les pays plus pauvres, l'informalité continue d'être un obstacle à l'élaboration de filets de sécurité (voir « L'ABC de l'économie » dans le présent numéro). Les confinements ont démontré les dysfonctionnements des bureaucraties d'État, même bien rôdées, pour contacter les travailleurs qui n'ont pas d'emploi régulier. Les politiques et les législations ont souvent avancé à une vitesse fulgurante pour mettre en place des programmes de soutien au revenu, mais cette aide n'a parfois pas réussi à atteindre son but, car les gouvernements n'étaient pas en mesure d'identifier les travailleurs qui en avaient le plus besoin.

Les vastes marchés du travail informels sont depuis longtemps une caractéristique des pays pauvres. Mais la croissance d'un « précarier » de travailleurs des services (ceux dont l'emploi et le revenu ne sont pas garantis et qui bénéficient peu des services publics) est l'une des principales raisons pour lesquelles un nombre choquant de personnes dans les pays les plus riches de la planète dispose de volants de réserve financiers excessivement limités. Les travailleurs des secteurs où l'emploi est précaire et mal payé ont été exagérément touchés par la pandémie et étaient aussi ceux qui étaient le moins bien équipés pour absorber un tel choc au départ.

En outre, même des mesures gouvernementales sans précédent pour protéger les revenus ont en général été insuffisantes pour compenser les préjudices disproportionnés subis par ceux qui étaient déjà les plus défavorisés.

En conséquence, la pandémie est susceptible d'avoir non seulement accentué la polarisation économique chronique, mais aussi sensibilisé davantage l'opinion publique à l'existence de ce problème.

L'impact économique de la pandémie agit sur les forces sous-jacentes d'inégalité d'une troisième manière moins évidente : le passage soudain au télétravail constitue un changement radical dans la façon dont les entreprises utilisent la technologie numérique, qui aura nécessairement un effet sur les modes de production et sur la répartition du surplus économique. Même si ces effets peuvent être difficiles à prévoir, il est plausible qu'ils puissent augmenter la productivité de ceux qui ont déjà les emplois les plus « modernes », à forte utilisation de compétences cognitives et adaptés au télétravail. Cela pourrait exacerber la dichotomie entre bons et mauvais emplois.

La pandémie a également fait le jeu des dissensions politiques concernant la géographie économique. Elle a de toute évidence surtout soulevé de nouvelles questions sur la mondialisation : comment les pays interdépendants peuvent faire face à la contagion propagée par les voyageurs ; à la désorganisation de la production due au confinement dans un pôle manufacturier de la chaîne d'approvisionnement mondiale, comme à Wuhan en janvier 2020 ; et à une frénésie soudaine d'importation d'équipements médicaux.

Les effets géographiques de la pandémie à l'intérieur des pays sont moins évidents. Les inégalités régionales ont été l'une des formes les plus néfastes de la polarisation économique : à compter de 1980 environ, le processus de rattrapage régional entamé au lendemain de la deuxième guerre mondiale s'est arrêté, voire inversé, à mesure que les emplois industriels répartis sur les territoires nationaux ont laissé la place aux services à forte intensité de connaissances concentrés dans les plus grandes villes. Aujourd'hui, même si la COVID-19 s'est propagée dans les villes dynamiques, comme dans celles en déclin, la déstabilisation économique a temporairement modifié les modalités et les lieux de travail des cols blancs, et pourrait éventuellement être invoquée par les décideurs pour transformer de façon permanente la distribution géographique de la prospérité.

Que faut-il faire ?

Pour toutes ces raisons, la pandémie oblige les décideurs à affronter des problèmes trop longtemps négligés. Mais si rien ne peut continuer comme avant, la question demeure : quelles sont les politiques publiques à mettre en œuvre pour changer la situation et avec quels objectifs en tête ? Ce n'est pas une question facile. Les problèmes mis

en évidence par la crise du coronavirus ont eu raison de tentatives d'amélioration bien intentionnées par le passé.

Toutefois, deux choses semblent claires. Premièrement, *la nature et la qualité du travail sont fondamentales*, et tout programme de réforme doit être axé sur la création d'emplois de meilleure qualité à l'intention d'un plus grand nombre de personnes dans un plus grand nombre de lieux. Deuxièmement, un tel programme *doit être d'une ampleur et d'une envergure considérables*, mû par une ambition et un pouvoir de motivation comparables au New Deal ou au Plan Marshall.

Le travail doit être fondamental, car c'est là que s'entrecroisent nombre d'enjeux économiques à la fois chroniques et liés à la pandémie : inégalités, précarité et la nouvelle informalité ; disparités géographiques ; et progrès technologiques. Une disponibilité beaucoup plus grande d'emplois de qualité est également le principal critère commun pour mesurer le succès ou non d'un train complet de mesures.

Ce que doivent être ces politiques publiques constitue bien sûr la grande question, qui doit être démocratiquement débattue. Dans mon récent ouvrage intitulé *The Economics of Belonging*, je préconise un programme qui permette de :

- *Favoriser la croissance de la productivité et la revalorisation technologique des emplois en exigeant davantage des employeurs.* C'est lorsque les emplois improductifs cèdent la place aux emplois plus productifs que le travail devient plus sûr, plus agréable et mieux rémunéré. Dans les pays du Nord de l'Europe, l'égalitarisme des salaires a stimulé la croissance de la productivité : il a rendu peu rentable le travail à faible productivité et a incité à investir dans le capital propice à augmenter la productivité. Cette méthode peut être adoptée ailleurs pour lutter contre le travail chroniquement peu rémunéré et peu productif sur des marchés du travail aussi bien peu que très réglementés (le Royaume-Uni et la France ont tous deux leur « précariat », par exemple) et pour orienter la réaffectation des emplois qui va se faire à mesure que la COVID-19 rend un certain nombre d'activités non viables. Concrètement, cela signifie des hausses ambitieuses du salaire minimum et des normes de travail strictes et rigoureusement appliquées.
- *Générer une économie à haute pression* avec une forte croissance de la demande pour donner aux entreprises productives des raisons de se développer et d'assurer que de nouveaux emplois apparaissent à mesure que les mauvais emplois disparaissent. La demande doit exercer une forte pression pour bénéficier à ceux qui sont en marge du marché du travail (les jeunes, les moins instruits et

les minorités), qui ont tendance à être licenciés les premiers lors d'une récession et embauchés les derniers lors d'une reprise. Concrètement, cela implique de *mener une politique macroéconomique « qui chauffe »*, de calibrer les politiques monétaire et budgétaire de façon à toujours maintenir la demande légèrement en avance sur les capacités de l'économie, d'encourager les entreprises à attirer davantage de personnes sur le marché du travail et de rechercher des améliorations de la productivité. Ceci est bien entendu plus facile à faire dans les grands pays riches, en particulier ceux qui émettent une monnaie de réserve, ce qui oblige également leurs dirigeants à assumer la responsabilité d'entraîner la croissance de la demande mondiale.

- *Réduire les coûts en jeu pour quitter un mauvais emploi et en trouver un meilleur.* Il faut pour cela une panoplie de mesures, notamment augmenter les dépenses relatives au développement des compétences, assurer des politiques actives du marché du travail bien dotées en ressources et réformer la sécurité sociale pour dissocier les prestations des emplois. Changer d'emploi et mettre à niveau ses compétences est un processus qui coûte cher aux travailleurs et qui ne peut pas être entrepris s'ils disposent de faibles marges de manœuvre pour subvenir à leurs besoins entre deux emplois. Des paiements directs et sans condition, notamment un revenu de base ou un impôt sur le revenu négatif pour éviter les pièges des faibles revenus dans le régime de prestations, sont en définitive le seul moyen de surmonter ces obstacles. Ils sont aussi le moyen le plus efficace et le plus rapide pour améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, surtout lorsque des démarches plus ciblées ne permettent pas dans la pratique d'atteindre les plus démunis.
- *Réformer les régimes fiscaux pour encourager le travail de qualité.* Cela signifie d'alléger l'impôt sur le travail pour encourager le changement d'emploi et l'embauche. Le manque à gagner en termes de recettes fiscales doit être compensé ailleurs. Il faut donc faire peser une charge fiscale plus élevée sur le capital, idéalement au moyen d'un impôt sur la fortune nette, qui est plus favorable à la productivité que d'autres taxes sur le capital. En outre, les taxes sur le carbone devront être considérablement augmentées pour réaffecter le travail et le capital dans une direction écologique. Les recettes devront être redistribuées sous forme de « redevance et dividende carbone » ou de « chèques carbone ». Enfin, la fiscalité internationale des entreprises doit être fixée pour uniformiser les règles de la concurrence entre les

entreprises multinationales et celles qui emploient localement, et pour donner aux gouvernements une plus grande marge de manœuvre pour imposer le capital.

- *Réformer les régimes financiers et les règles fiscales* pour qu'ils soient moins favorables à l'endettement et plus favorables au financement sur fonds propres, qui est plus propice à la croissance de la productivité et en même temps rétablit un juste équilibre du risque entre les travailleurs et les investisseurs. Les gouvernements devront transformer en participations négociables les prêts d'urgence liés à la COVID aux entreprises qui ont du mal à rembourser.
- *Encourager une plus vaste répartition géographique des emplois à très forte valeur ajoutée.* L'objectif de la politique économique devra être d'assurer que davantage de lieux accueillent une masse critique d'emplois très bien rémunérés. Cela est plus facile à dire qu'à faire, mais nécessite au minimum d'augmenter les investissements en transports et en connectivité informatique, en infrastructures locales et en équipements pour rendre ces lieux plus attrayants à vivre. Des mesures doivent aussi être prévues pour assurer la disponibilité du financement à de nouvelles entreprises dans des régions en déclin. Le passage au télétravail offre une occasion prometteuse d'utiliser les incitations fiscales ou réglementaires pour déplacer de bons emplois depuis les grandes villes centrales vers des emplacements plus isolés.

Réinterpréter le monde

Tout cela peut paraître un défi titanesque. Le diable sera dans les détails : la mise en œuvre de réformes de grande envergure dépend des façons de résoudre les multitudes d'arbitrages et les difficultés logistiques au niveau microéconomique. Mais le défi auquel sont confrontées nos économies est si colossal que des politiques progressives sont peu susceptibles d'aboutir à grand-chose, d'autant plus qu'elles sont faciles à déjouer par les intérêts en place. Pour qu'un programme, quel qu'il soit, ait un espoir de réussir, il faut donc qu'il soit de grande ampleur et de grande envergure. Dans la mesure où d'énormes transformations des politiques publiques se sont déjà produites, cela ne semble plus irréaliste.

Les anciennes règles macroéconomiques ont été balayées. Les politiciens qui prêchaient il n'y a pas si longtemps pour la responsabilité budgétaire gèrent aujourd'hui des déficits sans précédent et choisissent délibérément d'ouvrir les vannes budgétaires pour soutenir les revenus des particuliers et les liquidités des entreprises.

La structure des dépenses publiques s'est aussi complètement transformée, surtout dans les pays où les

États-providence étaient spartiates au départ. Le Royaume-Uni, en l'espace de quelques mois, a élaboré à partir de rien une subvention salariale de type continental européen. Les États-Unis ont laissé les salariés perdre leur emploi, mais ont considérablement augmenté les allocations de chômage. Et tous les pays avancés ont mis en place des programmes de prêts incroyablement généreux pour les entreprises, en libérant les banques dans un certain nombre de cas de tout risque de crédit. Dans nombre de pays, l'État est nettement revenu en force, et cette évolution est aussi qualitative que quantitative : les gouvernements assument aujourd'hui les risques auparavant pris par le secteur privé.

Un certain nombre de ces mutations sont sans précédent ; d'autres sont une accélération de tendances pré-existantes. Une redéfinition de plusieurs principes fondamentaux relatifs aux politiques des banques centrales commençait déjà à apparaître avec la reprise atone au lendemain de la crise financière mondiale. Les banques centrales se sont en grande partie, même à contrecœur, rendu à l'évidence de plus en plus certaine que la faiblesse des taux d'intérêt était là pour rester. La Réserve fédérale américaine, en particulier, s'est montrée plus tolérante à l'égard d'une « économie qui chauffe », ne craignant plus que l'inflation soit une menace dès que le chômage diminue. Cette double évolution de la pensée a aidé les banques centrales à agir de façon immédiate et exhaustive pour soutenir la demande, le financement bon marché et le fonctionnement des marchés financiers durant la pandémie : c'est là une évolution conciliante de la pensée des banquiers centraux, qui est appelée à se poursuivre.

Ensuite, le bouleversement dans la façon dont les entreprises utilisent la technologie semble indiquer que les nouvelles pratiques du travail à distance sont là pour durer. Selon les enquêtes, nombre d'entreprises prévoient de conserver au moins un certain nombre de pratiques de télétravail, même après la pandémie. Dans tous les cas, le savoir-faire technologique et organisationnel que les employeurs n'ont pas eu d'autre choix que d'acquérir à une vitesse vertigineuse cette année ne peut pas être dé-sappris. Il va presque certainement engendrer un changement durable des modes de travail.

Et cela vaut non seulement pour les employeurs, mais aussi pour les modes de consommation. Il est peu probable que l'essor de la vente au détail en ligne et le remplacement des déplacements physiques par la connectivité à Internet soient un jour totalement inversés, même si un vaccin élimine le virus. L'économie connaît actuellement une restructuration spectaculaire.

Il est plus facile de réagir à ces changements dans les pays riches que dans les pays pauvres. Mais il existe des opportunités même pour les pays à faible revenu. À défaut d'autre chose, les changements révolutionnaires des politiques publiques dans les pays riches seront une expérience d'apprentissage pour le monde entier et devraient avoir un effet sur les modalités de l'aide financière et de l'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres. Et un certain nombre d'évolutions apportent des opportunités directes aux pays émergents : l'adoption du télétravail améliore les perspectives d'attirer des emplois de services externalisés à forte valeur ajoutée.

Questions révolutionnaires

En temps normal, les dirigeants peuvent tout au mieux espérer modifier légèrement leurs façons de gouverner. Leur travail consiste essentiellement à veiller au bon déroulement de la vie du pays. Dans certains cas rares, toutefois, leurs décisions contribuent à réviser la trajectoire de leurs sociétés à long terme. C'est précisément là où nous en sommes aujourd'hui.

Les dirigeants sont désormais confrontés à trois grandes questions sur la façon dont ils envisagent l'avenir économique de leurs pays.

- La première est la suivante : *réallocation ou rétablissement* ? Les économies nationales ont été assommées, laissant les entreprises et les travailleurs dans l'incertitude quant à l'avenir : un emploi viable avant la pandémie le sera-t-il de nouveau après ? Une branche d'activité mérite-t-elle des investissements ou doit-elle être fermée ? Le coup de pouce de la politique économique, ou son absence, peut faire toute la différence et permettre que le capital et le travail se tournent vers de nouvelles activités, ou alors que l'allocation des ressources dans l'économie reste sur le même schéma qu'avant la crise. Même si, avec la COVID-19, un certain nombre d'activités deviennent pour toujours moins rentables, la réallocation peut ne pas se produire, ou se produire en mesure insuffisante, s'il n'y a pas de politique économique pour l'encourager, compte tenu du risque et de l'incertitude en jeu. Même si le modèle économique existant est brisé, un nouveau modèle ne se construira pas tout seul.
- La deuxième question, plus déchirante, s'exprime en ces termes : « *reconstruire en mieux* » ou « *revenir à la normale* » ? Il existe une grande différence entre recourir à la déstabilisation pour construire quelque chose de différent et vouloir remettre l'économie sur les rails le plus vite possible. Ces deux orientations mènent à des considérations différentes de la politique économique : en gros, maintenir

la réallocation des ressources au minimum requis par la pandémie, ou utiliser la déstabilisation pour réorganiser l'économie plus en profondeur. Reconstruire en mieux exigera davantage des entreprises et des particuliers, par exemple en mettant les bouchées doubles sur les objectifs relatifs aux changements climatiques ou en rehaussant les normes de salaires et de travail, en tirant parti de la déstabilisation pour s'orienter sur une trajectoire différente. L'autre démarche, celle du « retour à la normale » visera à rendre aussi minimal, rapide et indolore que possible tout ajustement à entreprendre par les agents économiques.

- La dernière question est de savoir *si les États sont prêts à renouer avec la planification*, en recourant à l'intervention pour consciemment façonner l'économie à terme. Avoir pour objectif de la politique économique une réallocation sectorielle ou une convergence régionale ou une « reconstruction en mieux » sous-entend qu'il existe une certaine confiance dans la capacité de l'État à coordonner et à orienter le comportement du secteur privé et une volonté de fixer un cap souhaité. La perte à la fois de confiance et de volonté a fait tomber la planification en désuétude dans les années 80. En conséquence, la plupart des gouvernements aujourd'hui ne sont pas habitués à la planification stratégique ou ne sont pas très bons en la matière.

Pourtant, des signes montrent que la planification est de retour. Les changements climatiques, les bouleversements géopolitiques, les rapides transformations technologiques et aujourd'hui la pandémie ne cessent de pousser la classe politique à orienter les économies vers des jours meilleurs plutôt que de se contenter de libérer l'esprit animal du secteur privé. Même avant la COVID-19, les conseils stratégiques de politique économique devenaient de plus en plus favorables à une intervention plus volontariste pour améliorer le fonctionnement des économies.

La plupart des dirigeants s'engagent à « reconstruire en mieux » et à piloter une réallocation des ressources vers des activités plus sûres contre la COVID-19, plus vertes et plus productives. Cela signifie au moins implicitement que les États s'engagent à jouer un rôle plus actif et stratégique dans l'économie que ce que la plupart d'entre eux ont fait récemment. Savoir si nombre d'États ont la capacité, ou leurs dirigeants la force de caractère, de gouverner l'économie de façon plus volontariste et plus stratégique qu'auparavant, c'est ce que nous allons bientôt découvrir. 

MARTIN SANDBU est éditorialiste économique de l'édition européenne du *Financial Times* et auteur de *The Economics of Belonging*.



PHOTO : FMI/KIM HAUGHTON

Pas de retour en arrière

Investir dans des mesures au service des populations permettra de bâtir une meilleure économie pour le monde de l'après-crise

Kristalina Georgieva

ALORS QUE LA PANDÉMIE SÉVIT DE NOUVEAU dans de nombreux pays, il est naturel de vouloir revenir rapidement à un monde pré-pandémique. Nous aimerions tous dissiper au plus vite les nuages d'incertitude, de frustration et de désespoir. Le virus a fait plus d'un million de victimes, et des centaines de millions de personnes ont été à jamais marquées par l'augmentation de la pauvreté, les pertes massives d'emplois et l'interruption de leur scolarité. Nous courrons à présent le risque de voir une génération être sacrifiée, en particulier dans les pays en développement.

Cela dit, nous ne pouvons et ne devons pas revenir à l'économie du passé, caractérisée par une croissance lente, une faible productivité, de fortes inégalités et une aggravation de la crise climatique. Nous devons nous tourner vers un avenir où nous agissons différemment. Deux tâches massives et urgentes nous attendent : lutter contre la pire crise économique depuis la Grande Dépression et amorcer une transition vers un monde plus vert, plus inclusif et plus dynamique.

Inspirons-nous de ceux qui ont joué un rôle primordial pendant la pandémie. Nous pensons notamment aux professionnels de la santé, aux livreurs et aux concierges, dont beaucoup ont du mal à joindre les deux bouts malgré leur travail acharné et les risques qu'ils prennent pour les autres.

Pour aider ces travailleurs et tous leurs proches, les pouvoirs publics ont débloqué environ 12 000 milliards de dollars en faveur des ménages et des entreprises. Des mesures extraordinaires de politique monétaire ont permis de maintenir le flux de crédit et d'aider ainsi des millions d'entreprises à poursuivre leurs activités. Nous devons nous appuyer sur ces mesures pour faire mieux, mais aussi pour relever les défis encore plus grands qui nous attendent.

L'un des principaux objectifs consiste à créer une meilleure économie pour tous. Permettez-moi de mettre l'accent sur quelques priorités essentielles qui nous aideront à y parvenir : investir dans les femmes et les jeunes, ainsi que dans des programmes d'éducation et de formation professionnelle qui offriront de nouvelles perspectives et stimuleront la productivité. C'est ce que j'appelle des « mesures au service des populations ».

Donner aux femmes les moyens de maîtriser leur destinée

La crise a été particulièrement difficile pour les femmes : elles travaillent principalement dans les secteurs durement touchés ou à risque, et nous savons que, dans les pays en développement, les filles ont moins de chances de retourner à l'école après une pandémie. Il est en outre plus probable que les femmes travaillent dans l'économie informelle et ne bénéficient donc pas de l'aide des pouvoirs publics. De plus, pendant la crise actuelle, les femmes consacrent 15 heures de plus par semaine que les hommes aux travaux ménagers non rémunérés dans plusieurs pays avancés.

Autrement dit, des décennies de progrès vers l'égalité femmes-hommes sont aujourd'hui menacées. Il faut donc réagir avec vigueur, en s'appuyant sur des mesures bien conçues et des données solides. L'augmentation des fonds en faveur de la garde d'enfants dans les budgets, par exemple, donne à un plus grand nombre de femmes la possibilité de travailler. La promotion de l'inclusion financière aiderait les femmes à mieux gérer les situations de crise et à tirer parti des possibilités de créer leur propre entreprise.

Le FMI aide ses pays membres à mettre en œuvre des politiques des finances publiques qui fonctionnent, y compris en favorisant la prise en compte de l'objectif d'égalité femmes-hommes dans le processus budgétaire. Il faut réfléchir à la mise en place de mécanismes juridiques permettant d'assurer l'égalité salariale, à une collaboration avec la société civile et au rôle de chef de file que les ministères des Finances doivent assumer sur cette question essentielle, comme cela a été le cas au Canada. Les études que nous avons menées montrent qu'une accélération de l'égalité entre les femmes et les hommes peut changer la donne à l'échelle mondiale. Pour les pays les plus inégalitaires, une réduction de cette disparité pourrait faire augmenter le PIB de 35 % en moyenne.

Investir dans les jeunes

Plusieurs des difficultés rencontrées par les femmes, comme le renforcement des compétences et l'obtention d'un emploi formel, touchent les jeunes de manière plus généralisée. Les jeunes travailleurs et ceux qui n'ont pas fait d'études universitaires sont

nettement moins susceptibles d'occuper des emplois où il est possible de travailler à distance et risquent donc davantage de se retrouver au chômage. Par ailleurs, la crise a perturbé le parcours de plus d'un milliard d'étudiants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour leurs revenus et leur niveau de vie tout au long de leur existence.

Le FMI et la Banque mondiale ont récemment examiné en profondeur la manière dont la crise entrave l'accès aux possibilités offertes et ont mis en évidence des mesures susceptibles d'y remédier. Dans de nombreux pays, par exemple, la conception des réglementations du marché du travail peut être améliorée : il est préférable de renforcer les dispositifs de protection sociale des *travailleurs* plutôt que d'essayer de protéger *certaines emplois* qui pourraient disparaître.

Les pays peuvent prendre des mesures visant à améliorer le niveau d'instruction, comme le programme brésilien Bolsa Familia, par exemple, qui permet de verser des prestations en espèces aux familles dont les enfants vont à l'école.

Il est particulièrement utile pour les jeunes de faciliter la création d'entreprises et de la rendre moins coûteuse, comme le fait la Jordanie, ainsi que de mettre en place des programmes bien conçus qui permettent de dispenser une formation professionnelle aux jeunes et de les aider dans leur recherche d'emploi. Dans de nombreux pays, il est également possible d'accorder des subventions salariales au secteur privé pour inciter les employeurs à embaucher et à former des jeunes chômeurs.

Assurer l'accès aux possibilités offertes

Des mesures axées sur les personnes peuvent stimuler la productivité, en particulier si des investissements renforcent les capacités des travailleurs qui occupent des emplois informels et peu qualifiés. Ces travailleurs ont déjà des salaires plus bas, une moins bonne sécurité de l'emploi et une faible capacité à économiser pour les mauvais jours. Lorsque la pandémie a commencé, la plupart d'entre eux n'ont pas pu travailler à distance et se sont heurtés à la faiblesse des dispositifs de protection sociale, à un surpeuplement de leur logement et à un accès limité à des soins de santé de qualité.

Comme pour les autres groupes vulnérables, si chaque pays investit dans la réalisation du plein potentiel de ces travailleurs, c'est la société tout entière qui en bénéficiera. Les possibilités de recyclage et de reconversion professionnelles sont immenses, en particulier dans le cadre de notre action pour sauver notre planète. Nous pensons notamment aux activités de reboisement, de préservation de la nature et d'amélioration du rendement énergétique des bâtiments.

Nous pensons aussi à l'amélioration de l'accès à Internet et aux services financiers. Environ 1,7 milliard d'adultes ne disposent toujours pas de compte bancaire, et environ deux fois plus de personnes n'ont pas accès à Internet. Pour remédier à cette situation, il faut mettre en place l'infrastructure physique nécessaire (tours et réseaux à fibres optiques) ainsi qu'une législation sur la protection des consommateurs et de leur vie privée.

Les pouvoirs publics doivent également prendre des mesures dans le domaine de l'inclusion financière : ils doivent améliorer

les connaissances financières de la population, supprimer les obstacles juridiques à la propriété et délivrer des pièces d'identité pour que les personnes puissent ouvrir des comptes bancaires et accéder à des services financiers numériques.

Comment financer ces mesures ?

Nous savons ce qu'il convient de faire, mais comment le financer ? Une amélioration de l'efficacité des dépenses peut se traduire par de meilleurs résultats pour la population, sans avoir à augmenter les enveloppes budgétaires actuelles.

Malgré des difficultés majeures, le Libéria, le Malawi, le Népal et les îles Salomon ont enregistré une augmentation considérable de leurs recettes fiscales au cours de la dernière décennie (entre 7 et 20 points de pourcentage du PIB). Le fait de combler les lacunes et d'accroître l'efficacité des régimes fiscaux ouvre des perspectives de progrès dans de nombreux pays.

Pour les pays en développement à faible revenu, les dons et les prêts concessionnels resteront essentiels pour soutenir les

Nous devons nous tourner vers un avenir où nous agissons différemment.

investissements visant à améliorer les compétences et à stimuler la productivité. Pour les pays dont le niveau d'endettement est modéré, l'emprunt peut être une solution, surtout s'ils peuvent profiter de conditions de financement relativement bon marché. L'Égypte a récemment réalisé deux émissions d'obligations pour un montant total de 5,8 milliards de dollars, dont 750 millions de dollars pour une obligation verte (la première au Moyen-Orient) qui est axée sur des projets de lutte contre la pollution et de promotion des énergies renouvelables.

Le FMI s'attache à collaborer avec ses pays membres pour les aider à élaborer et à financer des mesures au service des populations. Les conseils économiques et les activités de renforcement des capacités que nous offrons favorisent l'augmentation et l'amélioration des dépenses sociales, la hausse des recettes intérieures et la mise en place d'une fiscalité plus efficace et plus progressive.

Nous avons en outre accordé des financements à une vitesse et à une échelle sans précédent : plus de 100 milliards de dollars en faveur de 81 pays, dont 48 pays à faible revenu. Nous étudions également des possibilités d'adapter davantage encore nos mécanismes de prêt afin de pouvoir continuer à servir nos pays membres au cours de la période à venir.

Alors que l'économie mondiale entame sa longue ascension depuis les profondeurs de la crise, une chose est claire : nous ne reviendrons pas en arrière. Si nous voulons surmonter la crise et façonner la reprise à notre main, nous devons aller de l'avant avec un sens renouvelé de la détermination et de la solidarité avec *tous* les peuples. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde plus prospère et plus résilient. **FD**

KRISTALINA GEORGIEVA est Directrice générale du FMI.

A woman with long dark hair and glasses is shown in profile, looking out of a window at a blurred city skyline at night. The scene is framed by a dashed orange border. In the top right corner, there is a small orange circle with a white dot inside.

DISPARITÉS EN TEMPS RÉEL

L'analyse des offres d'emploi en ligne montre l'ampleur des dommages
causés par la pandémie, surtout aux femmes et aux jeunes

Wenjie Chen

Les données à haute fréquence sont essentielles si l'on veut suivre les destructions et perturbations économiques rapides causées par la pandémie de COVID-19. Elles ont également permis de confirmer, quasiment en temps réel, l'impact inégal de la crise sur certaines populations, en particulier les femmes.

Les aperçus hebdomadaires et parfois quotidiens des comportements humains — réservations au restaurant, trafic pédestre, données de téléphonie mobile, volumes aux points de contrôle des aéroports, activité du commerce de détail et même des images nocturnes de la Terre vue du ciel — sont aujourd'hui suivis de près. Ces données à haute fréquence renferment des indices qui peuvent donner à voir l'impact de la crise sur les perspectives des femmes, des jeunes et des minorités, voire prédire des changements pour les prochaines années. Le recours aux données en temps réel pour la prise de décisions était déjà en plein essor avant la pandémie de COVID-19, cela surtout grâce aux progrès de la numérisation et à l'émergence des données de masse, mais la pandémie a mis leur intérêt en relief.

La pandémie a ravagé le marché du travail en un temps record. Les données officielles publiées tous les trois mois ou même tous les mois peinent à suivre le rythme d'une vague de chômage inégalée depuis la Grande Dépression. Les données du marché du travail produites pendant la crise en cours peuvent donner une image trompeuse du marché du travail, car les organismes qui établissent les données officielles ont du mal à rendre compte des programmes de chômage technique et des emplois à temps partiel et ont ainsi diffusé des données assorties de mises en garde relatives aux niveaux élevés d'incertitude.

Notre nouvelle étude exploite les données en temps réel fournies par Indeed, l'un des principaux fournisseurs mondiaux de moteurs de recherche d'emploi, qui apportent un éclairage unique sur le comportement de la quasi-totalité des employeurs qui publient leurs offres d'emploi en ligne. Le grand avantage des données relatives aux offres d'emploi d'Indeed est que les informations sont proches des données en temps réel et offrent une couverture complète des offres d'emploi en ligne, alors que les données des enquêtes publiques se limitent aux employeurs interrogés. Cette vision en temps réel de la demande de main-d'œuvre donne un appui analytique à un phénomène qui est apparu de plus en plus évident au fil des mois : la baisse de la demande d'emplois a été plus forte pour les femmes que pour les hommes, et elle va sans doute encore chuter pour les travailleurs peu qualifiés.

Une vision en temps réel de la demande de main-d'œuvre

Avec la fermeture des lieux de travail, la tendance des nouvelles offres d'emploi (annonces en ligne depuis sept jours ou moins) a plongé d'environ 50 % en moyenne dans les pays de l'échantillon à partir du mois d'avril par rapport à la même période de 2019 (graphique 1). Depuis, les offres d'emploi remontent progressivement, mais les tendances des annonces en ligne sont encore nettement baissières dans l'ensemble par rapport aux années précédentes, malgré la réouverture de nombreux secteurs d'activité dans les pays de l'échantillon. Un faible niveau d'offres d'emploi se traduit par une faible demande de main-d'œuvre, ce qui signifie qu'il est plus difficile de trouver du travail. C'est en général un mauvais signe pour la santé de l'économie, surtout dans un contexte où les entreprises licencient davantage et où de nombreuses aides salariales et au revenu versées par l'État diminuent progressivement.

Les données d'Indeed, qui concernent principalement les offres d'emploi en ligne dans les pays avancés, révèlent une détérioration généralisée des offres d'emploi. Les emplois qui se prêtent aisément au télétravail ont été aussi touchés que ceux qui s'y prêtent moins. Avec la réouverture progressive de l'économie, la demande d'emplois moins adaptés au télétravail a augmenté davantage que celle des emplois plus adaptés, sans doute sous l'effet de la suppression des ordres donnés à la population de rester chez soi.

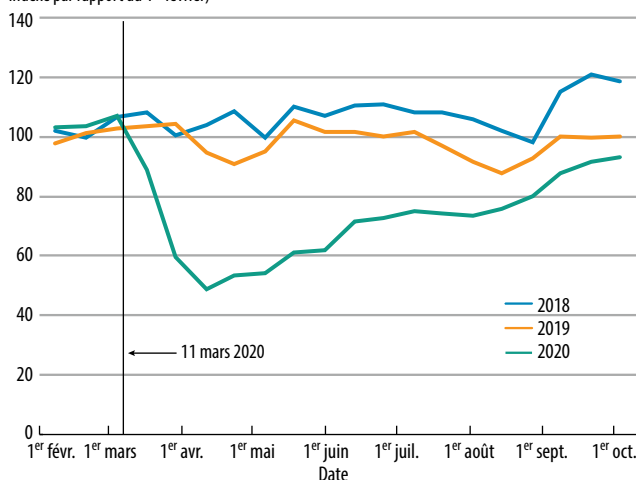
Cependant, certains groupes ont été plus touchés que d'autres. Contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise financière mondiale de 2008–09, où la plupart des emplois perdus étaient occupés par des hommes, la crise en cours a plus durement touché les femmes. Ainsi, par exemple, au début du mois de juin, les annonces en ligne concernant des emplois à prédominance féminine étaient inférieures d'environ 40 % à leur tendance de juin 2019 (graphique 2). Pour les emplois à prédominance masculine, la tendance des annonces était inférieure d'environ 35 % à l'année précédente. Cette divergence a persisté jusque dans la phase de reprise. Cette observation corrobore de nombreux constats relatifs aux difficultés disproportionnées que rencontrent les femmes dans la crise en cours, qui les touche non seulement en termes d'emploi, mais aussi d'une charge de travail accrue à la maison. Sur le front de l'emploi, les femmes tendent à être surreprésentées dans des emplois comme l'hôtellerie, la garde d'enfants et les restaurants et divertissements, qui ont été les plus durement touchés au début de la pandémie en raison des contacts physiques élevés qu'ils impliquent. Les femmes sont en outre très affectées par la fermeture des écoles et des structures d'accueil de jour des enfants, qui a contraint

Graphique 1

Moins d'emplois proposés

Les tendances des offres d'emploi en 2020 ont chuté de 50 % en moyenne dans certains pays dans les premières semaines de la pandémie de COVID-19 et restent nettement inférieures aux années précédentes.

(moyenne glissante sur sept jours du nombre total d'offres d'emploi publiées, indexé par rapport au 1^{er} février)



Sources : Indeed ; calculs de l'auteur.

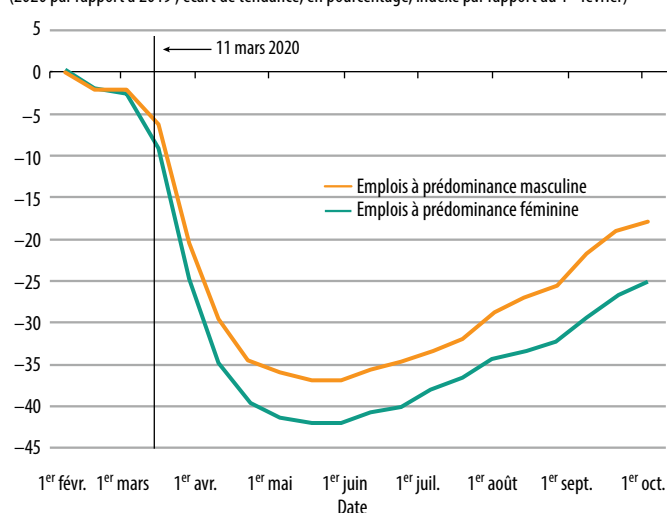
Note : Le graphique représente des diagrammes de dispersion par classe illustrant l'évolution de la moyenne glissante sur sept jours des nouvelles offres d'emploi publiées au cours des différentes années. Les nouvelles offres d'emploi sont celles qui sont publiées depuis sept jours ou moins. Le trait vertical indique la date à laquelle l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré la pandémie. Les pays, désignés par leur code ISO, sont les suivants : ARE, AUS, AUT, BEL, BRA, CAN, CHE, DEU, ESP, FRA, GBR, HKG, IRL, ITA, JPN, MEX, NLD, NZL, POL, SGP, SWE et USA.

Graphique 2

Écart de genre

Les offres concernant des emplois à prédominance féminine ont davantage chuté pendant la pandémie de COVID-19.

(2020 par rapport à 2019 ; écart de tendance, en pourcentage, indexé par rapport au 1^{er} février)



Sources : Indeed ; Organisation internationale du travail (OIT) ; calculs de l'auteur.

Note : Le graphique représente des diagrammes de dispersion par classe illustrant l'évolution de l'écart de tendance (2020 par rapport à 2019) de la moyenne glissante sur sept jours des offres d'emploi publiées en fonction de la représentation féminine, utilisant les classifications sectorielles de l'OIT. Le trait vertical indique la date à laquelle l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré la pandémie. Les pays, désignés par leur code ISO, sont les suivants : ARE, AUS, AUT, BEL, BRA, CAN, CHE, DEU, ESP, FRA, GBR, HKG, IRL, ITA, JPN, MEX, NLD, NZL, POL, SGP, SWE et USA.

à garder les enfants à la maison. En outre, elles sont plus susceptibles d'abandonner le marché du travail ou de réduire leurs horaires de travail, ce qui nuit à leurs perspectives professionnelles. Ces tendances auront sans doute des conséquences défavorables sur les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes, qui se réduisaient dans les années précédant la pandémie, mais vont sans doute se creuser désormais.

De même, la demande d'emplois peu qualifiés a diminué davantage que la demande d'emplois qualifiés. De nombreux emplois impliquant des contacts entre personnes tendent à recourir à des travailleurs peu qualifiés. Les offres d'emplois très qualifiés ont jusqu'ici bien mieux résisté, même si elles ont aussi diminué de plus d'un tiers par rapport à l'année précédente (graphique 3). Autrement dit, les opportunités pour les demandeurs d'emploi qui postuleraient normalement à des postes peu qualifiés ont davantage diminué que pour ceux qui se porteraient candidats à des postes très qualifiés. Sachant que les emplois peu qualifiés sont généralement associés à une moindre rémunération, ces tendances nuisent particulièrement aux groupes à faible revenu et peu qualifiés. Dans les pays où l'aide publique se tarit, ces personnes sont moins susceptibles de disposer d'une épargne qui pourrait les aider à passer le cap jusqu'à ce qu'elles trouvent un nouvel emploi, ce qui apparaît bien plus difficile dans la situation économique actuelle.

Offres d'emploi et aides publiques

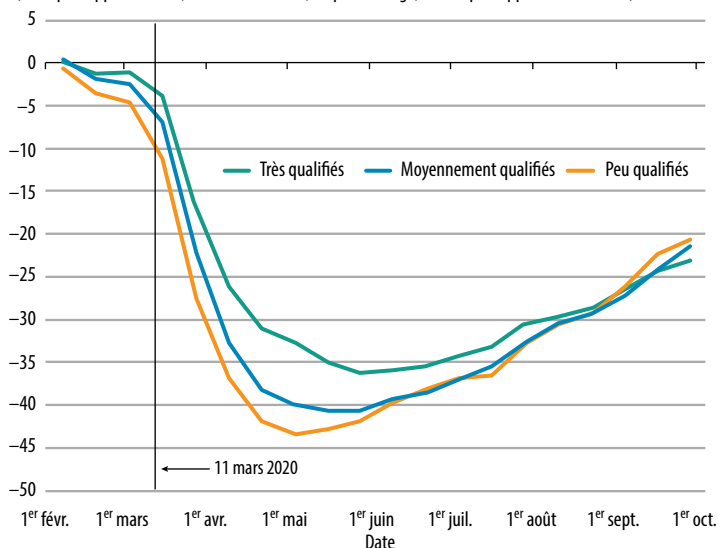
Les données en temps réel montrent aussi qu'une aide économique plus conséquente de l'État est corrélée à une moindre baisse des offres d'emploi en ligne dans les premiers cycles des mesures de confinement. Les pays ont réagi par des mesures budgétaires et monétaires discrétionnaires fortes pour contrer les répercussions négatives de la pandémie. Les aides économiques comprenaient des mesures de relance budgétaire comme l'aide au revenu pour les personnes sans emploi, les aides aux entreprises — certaines imposant expressément le maintien des relations d'emploi — et l'allègement de la dette des ménages. Sachant que les pays n'étaient pas tous dans la même situation économique avant la crise, ce qui pourrait affecter les résultats des politiques qu'ils auront menées pendant la pandémie, l'écart entre les tendances des offres d'emploi par rapport à l'année précédente est plus faible dans les pays où l'aide économique apportée par l'État a été comparativement plus élevée. Ce constat reste vrai lorsque l'on neutralise les effets de facteurs tels que le PIB par habitant, le nombre d'infections et de décès de la COVID-19 et la part des personnes âgées dans la population. Dans les pays où les relances budgétaires ont été plus conséquentes, avec des subventions et des prêts aux entreprises, il est

Graphique 3

Écart de compétences

Les offres d'emploi s'adressant aux travailleurs peu qualifiés ont davantage chuté que celles qui s'adressent aux travailleurs très qualifiés.

(2020 par rapport à 2019 ; écart de tendance, en pourcentage, indexé par rapport au 1^{er} février)



Sources : Indeed ; Organisation internationale du travail (OIT) ; calculs de l'auteur.

Note : Le graphique représente des diagrammes de dispersion par classe illustrant l'évolution de l'écart de tendance (2020 par rapport à 2019) de la moyenne glissante sur sept jours des offres d'emploi publiées par type de compétences, utilisant les classifications sectorielles de l'OIT. Le trait vertical indique la date à laquelle l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré la pandémie. Les pays, désignés par leur code ISO, sont les suivants : ARE, AUS, AUT, BEL, BRA, CAN, CHE, DEU, ESP, FRA, GBR, HKG, IRL, ITA, JPN, MEX, NLD, NZL, POL, SGP, SWE et USA.

probable que ces mesures contribuent au ralentissement plus faible des offres d'emploi. Reste à voir comment s'en sortiront les entreprises aidées dans une économie en berne au moment de la diminution des aides et de la réouverture des économies.

Pour l'avenir

Nos constats montrent l'intérêt des données en temps réel au cours d'une crise en rapide évolution. Elles ont été utiles pour confirmer l'effet de la pandémie sur le creusement des disparités entre les femmes et les hommes, les riches et les pauvres. Mais comment exploiter ces données pour éclairer les politiques à l'avenir ? En fait, elles permettent d'entrevoir ce qui pourrait se produire ultérieurement et la manière de cibler l'aide aujourd'hui.

Comme on pouvait s'y attendre, les dommages les plus graves se sont produits dans les secteurs qui ont été majoritairement ou totalement fermés, comme l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et les services à la personne. En conséquence, la part de ces secteurs dans le total des annonces en ligne a fortement diminué. Inversement, la part des offres d'emploi dans les soins de santé, les services sociaux et l'éducation dans le total des annonces a augmenté. Reste à savoir si ces tendances vont se poursuivre. Cela dépendra de l'évolution de la pandémie et de la trajectoire de la reprise économique.

Bien que les données d'Indeed couvrent principalement les pays avancés, les tendances des données relatives aux offres d'emploi au Brésil, au Mexique, en Pologne et aux Émirats arabes unis indiquent elles aussi de très nettes baisses de la demande de main-d'œuvre pendant la pandémie. Étant donné la taille de l'économie informelle dans les pays émergents et les pays en développement, le recul des annonces en ligne, qui rendent essentiellement compte de l'emploi formel, n'illustre pas forcément toute l'ampleur des dommages sur le marché du travail. Les femmes dans ces pays tendent aussi à supporter une charge bien plus forte que les hommes, et les effets des fermetures temporaires d'écoles sur l'éducation des femmes pourraient avoir des conséquences dommageables à long terme. Comme dans les pays avancés, la priorité dans ces pays est de contenir la pandémie tout en amortissant les pertes de revenu pour les personnes et pour les entreprises. À long terme, les politiques économiques de ces pays doivent cibler le retard pris dans l'accumulation de capital humain et l'augmentation des inégalités, et s'attaquer à l'économie informelle tout en promouvant l'emploi formel.

Si ces changements sont permanents, les données en temps réel annoncent un redéploiement significatif de la main-d'œuvre qui pourrait être douloureux pour de nombreux travailleurs, surtout ceux dont les qualifications sont adaptées à des secteurs moins demandés et dont la reconversion est plus difficile. L'incertitude ne

fait que renforcer la nécessité d'accroître les aides et les protections pour les personnes vulnérables. Pour cibler les groupes les plus touchés comme les femmes et les travailleurs peu qualifiés, les politiques publiques doivent prévoir des incitations à concilier les responsabilités professionnelles et familiales, un meilleur accès aux soins de santé, aux services de garde d'enfants et au planning familial, ainsi qu'un soutien étendu aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants. Il faut étudier les possibilités de programmes permettant une reconversion des travailleurs et des aides à l'embauche ciblées sur les travailleurs les plus exposés au chômage à long terme.

Ces données ne sont que la partie visible de l'iceberg à un moment où le monde prend la mesure des impacts sociaux de la pandémie. Elles montrent clairement qu'un creusement de l'écart entre les sexes et entre les classes sociales est à l'œuvre. Elles confirment aussi la valeur des politiques économiques comme l'investissement dans l'éducation et l'infrastructure, les subventions à la garde des enfants et les congés parentaux payés. Ces mesures sont non seulement cruciales pour lever les obstacles à l'autonomisation économique des femmes, mais elles sont aussi nécessaires pour promouvoir une reprise inclusive après la COVID-19. **FD**

WENJIE CHEN est économiste principale au département Asie et Pacifique du FMI.

L'OMBRE PERMANENTE D'UN DÉMARRAGE MALHEUREUX

Les jeunes qui obtiennent leurs diplômes en temps de crise seront profondément affectés et pourraient ne jamais se remettre complètement

Hannes Schwandt et Till von Wachter



Pour les millions de jeunes dans le monde qui survivront à la pandémie, l'avenir leur réserve encore de bien tristes nouvelles. Non seulement la récession engendrée par la COVID-19 réservera aux nouveaux arrivants sur le marché du travail un début de carrière chaotique, mais elle les exposera aussi au risque de gagner moins d'argent pendant des décennies, de commettre davantage d'infractions, d'avoir une vie de famille moins satisfaisante, et peut-être même de mourir plus tôt que des demandeurs d'emploi plus chanceux.

Telle est la sombre conclusion d'un corpus d'études en plein essor sur les effets à long terme d'une entrée sur le marché du travail en pleine récession. En analysant des décennies de données sur les récessions précédentes, les chercheurs ont obtenu une série de résultats peu encourageants pour les États-Unis, et des études de plus en plus nombreuses aboutissent à des résultats similaires pour les pays suivants : Canada, Allemagne, Royaume-Uni, Autriche, Espagne, Belgique, Norvège et Japon.

Le calvaire des nouveaux diplômés du lycée et de l'université commence à attirer l'attention des médias. Tessa Filipczyk, diplômée de 22 ans en juin dernier en science des milieux marins et côtiers de l'université de Californie à Davis, a déclaré à Bloomberg News qu'elle postulait pour des emplois en lien avec la conservation des océans, la recherche sur la flore marine et la défense de la lutte contre les changements climatiques. Elle

prévoyait de travailler un an avant de commencer un deuxième cycle universitaire. Aucune offre d'emploi ne s'est concrétisée et elle habite chez ses parents.

« La COVID a simplement tout balayé sous le tapis », confie-t-elle.

Jayden, jeune fille de 17 ans interrogée par la revue *The Atlantic*, espérait avant la pandémie apprendre la mécanique après sa sortie du lycée dans l'Est de l'État du Missouri. Elle comptait trouver un poste dans un atelier de réparation automobile, mais rien ne s'est concrétisé et elle se retrouve à travailler dans un établissement de restauration rapide.

« Je ne veux pas travailler toute ma vie dans la restauration rapide, dit-elle, mais je ne veux pas non plus démissionner tant que je n'ai pas un emploi plus en rapport avec ma carrière. »

Dans le cadre d'un projet récent, nous avons analysé les nouveaux arrivants sur le marché du travail au cours des épisodes d'expansion et de récession sur une période de 40 ans, de 1976 à fin 2015, aux États-Unis. Notre travail a été partiellement inspiré par nos observations d'amis ayant obtenu leurs diplômes plus ou moins à l'époque de la crise financière. Même après plusieurs années, nous avons constaté une différence considérable dans la qualité des emplois et la satisfaction au travail entre ceux qui ont démarré sur le marché du travail avant la crise et ceux qui sont arrivés alors que celle-ci faisait rage.

LES NOUVEAUX VENUS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN PÉRIODE DE RÉCESSION DÉCLARENT AVOIR MOINS CONFIANCE EN EUX, SONT DAVANTAGE SUSCEPTIBLES DE BOIRE À L'EXCÈS ET PRÉSENTENT DES TAUX D'OBÉSITÉ PLUS ÉLEVÉS.

À partir de nos constats, nous évaluons que les 6,8 millions de nouveaux venus environ sur le marché du travail américain à la recherche de leur premier poste à plein temps en 2020 pourraient renoncer à près de 400 milliards de dollars de revenus au cours des dix premières années de leur vie active. Cette projection repose sur une reprise économique rapide en 2021. Si la récession provoquée par la pandémie se poursuit ou s'aggrave l'an prochain, les diplômés de 2020 pourraient prendre d'autant plus de retard, et un autre groupe de nouveaux venus malchanceux aurait à faire face aux mêmes perspectives désastreuses en 2021.

Alors que le monde s'empresse de mettre au point un vaccin efficace, les gouvernants qui réagissent à la crise économique provoquée par la pandémie doivent s'attaquer à l'impasse dans laquelle se trouve cette population. À court terme, une aide à la recherche d'emploi, des incitations au travail à temps partiel et des subventions salariales pour les employés récemment embauchés pourraient apporter des solutions. À moyen terme, des politiques de protection et de soutien doivent tenir compte des incidences durables, surtout pour ceux qui sont moins instruits.

Il est en outre essentiel d'informer les jeunes travailleurs des impacts négatifs à long terme auxquels ils vont faire face, ainsi que leurs causes. Savoir que leurs difficultés ne sont probablement pas dues à un manque de compétence ou à un échec personnel peut inciter ceux qui sont employés dans des postes moins productifs à continuer de chercher d'autres opportunités et à accéder à de meilleurs emplois dès que l'économie repart.

Les économistes ont approfondi leur compréhension du préjudice à long terme provoqué par le démarrage d'une carrière en pleine récession, depuis la crise financière il y a plus d'une dizaine d'années. Traditionnellement, ils ont considéré les cycles d'expansion et de ralentissement économiques comme des phénomènes temporaires. Mais des études sur de grandes séries de données transversales et longitudinales à l'échelle mondiale montrent que les ralentissements économiques ont des effets persistants sur ceux qui entrent sur le marché du travail en pleine récession. Ces effets à long terme ont été constatés chez les diplômés d'écoles de commerce (MBA), les docteurs en économie, les diplômés d'université en général, et en réalité chez la plupart des groupes étudiés aux États-Unis et dans d'autres pays, toutes catégories de population et de niveau éducatif confondues.

Ceux qui ont la malchance de débiter une carrière en pleine récession ont des revenus inférieurs durant 10 à 15 ans après l'obtention de leur diplôme ou au-delà. Les travailleurs de couleur et moins instruits connaissent de longs épisodes de chômage et d'aggravation temporaire de la pauvreté. Les travailleurs plus instruits acceptent des postes moins bien payés et s'en remettent partiellement en passant ensuite chez des employeurs offrant de meilleurs salaires. Selon ces études, ceux

qui appartiennent à ce groupe sont plus susceptibles d'avoir moins confiance en eux, de commettre davantage d'infractions et d'être méfiants à l'égard des autorités.

On retrouve des tendances qualitativement similaires chez les hommes et les femmes, chez les populations blanches et de couleur, chez les décrocheurs et les diplômés du lycée et chez les diplômés d'université (voir graphique). Toutefois, les nouveaux venus plus vulnérables sur le marché du travail ont tendance à souffrir de retombées plus fortes. À titre d'exemple, alors que les diplômés d'université pâtissent d'une perte de revenu initiale d'environ 6 % à l'entrée sur le marché du travail en période de récession modérée, les lycéens décrocheurs subissent une réduction de revenu allant jusqu'à 15 %.

Mais les effets d'un début de carrière en pleine récession ne se limitent pas aux revenus, aux salaires ou à la qualité du travail. Les chercheurs ont documenté aussi une longue série de répercussions économiques, sociales et même liées à la santé. Ces impacts sont susceptibles de se répercuter sur la productivité des travailleurs, aggravant les incidences initiales sur les revenus.

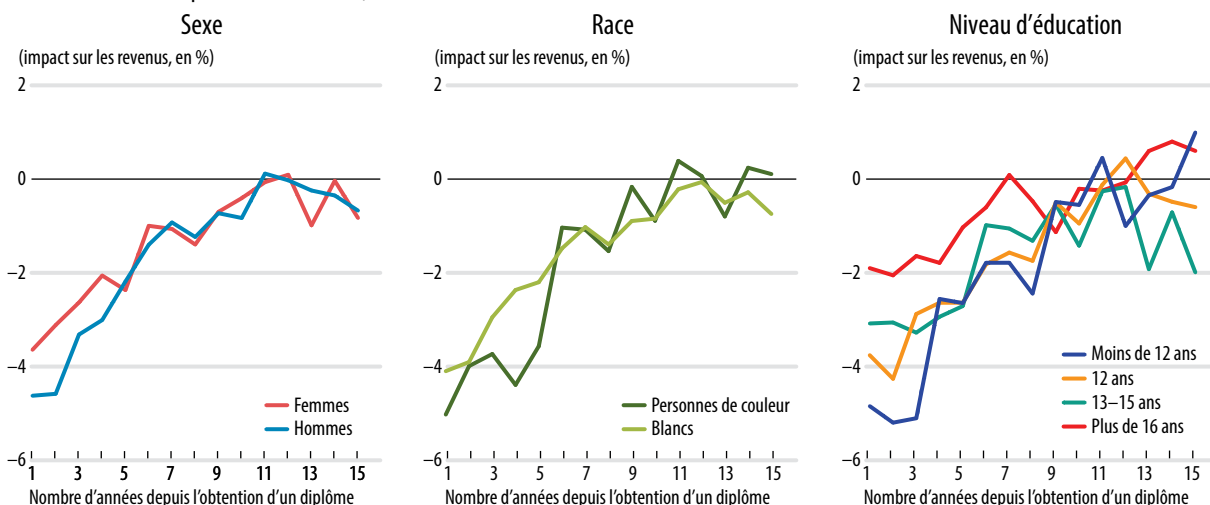
Des revenus individuels plus faibles se traduisent par des revenus familiaux moins élevés, des taux d'accession à la propriété plus bas et, pour les débutants moins qualifiés, des taux de pauvreté plus élevés. Cette tendance se retrouve aussi dans les modes de rencontre : les nouveaux venus sur le marché du travail en pleine récession sont plus susceptibles de finir dans les bras d'un ou d'une partenaire faisant face à une baisse similaire de revenus en raison de la récession.

Aux États-Unis, les programmes de protection sociale tels que le programme d'aide complémentaire à la nutrition (*Supplemental Nutrition Assistance Program*) et *Medicaid* semblent au moins atténuer un certain nombre de ces conséquences néfastes. Toutefois, les chercheurs ont constaté que les nouveaux venus sur le marché du travail en période de récession déclarent avoir moins confiance en eux, sont davantage susceptibles de boire à l'excès et présentent des taux d'obésité plus élevés. Si ces impacts sociaux et sanitaires se répercutent sur la productivité des travailleurs, des répercussions sur les résultats économiques pourraient aussi réapparaître à long terme.

Nous avons analysé les données du gouvernement américain issues des statistiques et des recensements nationaux (*Vital Statistics System*, *Current Population Survey*, *American Community Survey* et *Decennial Census*) en remontant jusqu'aux années 70. Nous voyons que les effets négatifs sur les revenus de l'entrée sur le marché du travail ne disparaissent jamais complètement. Pour un travailleur d'âge moyen, ces pertes s'établissent à une baisse d'environ 1 % des revenus pour chaque point de pourcentage d'augmentation du taux de chômage lorsqu'il commence à travailler. Avec un taux de chômage au milieu de

Quinze années catastrophiques

L'impact à long terme sur les revenus pour ceux qui débutent leur vie professionnelle en pleine récession concerne les hommes comme les femmes, les Blancs comme les personnes de couleur, et tous les niveaux d'éducation.



Source : H. Schwandt et T. von Wachter, 2019, « Unlucky Cohorts: Estimating the Long-Term Effects of Entering the Labour Market in a Recession in Large Cross-sectional Data Sets », *Journal of Labor Economics* 37:S161-S198.

Note : Les chiffres indiquent l'impact sur les revenus en pourcentage provoqué par une hausse d'un point de pourcentage du taux de chômage au moment de l'entrée sur le marché du travail.

l'année 2020 autour de 10,5 %, ou plus élevé de 7 points de pourcentage que dans les mois précédant la crise, cela signifie que, lorsque les jeunes travailleurs d'aujourd'hui atteindront l'âge de 40 ans, ils gagneront 7 % de moins chaque année que s'ils étaient entrés sur le marché du travail l'année dernière.

De façon plus spectaculaire encore, nous constatons que les taux de mortalité des entrants sur le marché de l'emploi en période de récession commencent à augmenter dès qu'ils atteignent la quarantaine, plus tôt que ceux des catégories plus chanceuses. Une augmentation de 3,9 points de pourcentage du taux de chômage à l'entrée sur le marché du travail (globalement l'expérience des entrants au moment de la récession de 1982) diminue l'espérance de vie de 5,9 à 8,9 mois. Pour le groupe des nouveaux venus en 2020 qui affrontent un taux de chômage presque deux fois supérieur, nous estimons que l'espérance de vie baissera de 1 à 1 an et demi.

Même si l'incidence moyenne sur la mortalité est relativement modeste individuellement, elle peut être significative collectivement sur le plan économique, surtout au cours de fortes récessions, comme lors de la contraction provoquée par la COVID-19. Les effets à long terme sur la mortalité s'expliquent essentiellement par des facteurs liés à la maladie (maladies du cœur et du foie et cancer des poumons) qui peuvent être associés à une mauvaise hygiène de vie et au stress. Il y a également une incidence moindre sur les décès par surdose de stupéfiants, mais il n'y a aucune incidence en milieu de vie sur les suicides, les accidents mortels ou autres causes extérieures.

Ces impacts négatifs à long terme sur la santé des entrants sur le marché du travail en période de récession s'accompagnent d'autres conséquences sociales et sanitaires. Même si

les membres de cette catégorie s'avèrent plus susceptibles de se marier et d'avoir des enfants tôt, les résultats au niveau de la famille sont moins favorables à long terme. En milieu de vie, nous observons une baisse des taux de mariage, une hausse des taux de divorce et moins d'enfants. Les entrants en période de récession présentent en outre un taux plus élevé d'incapacité de travail et de recours à l'assurance-invalidité de la sécurité sociale, et ils sont plus susceptibles d'être mariés à une personne qui perçoit des prestations d'invalidité.

En conclusion, entrer sur le marché du travail en période de récession est synonyme non seulement de pertes de revenus considérables à court terme, mais aussi de vastes séquelles sociales et sanitaires qui ne cessent de nuire aux finances des ménages, à la constitution de la famille et à la longévité. Le constat présenté ici concerne les pays industrialisés, où les données nécessaires à l'étude des conséquences à long terme d'un démarrage malheureux sont plus facilement disponibles. Toutefois, des cohortes moins chanceuses pourraient souffrir de sanctions encore plus fortes ou plus durables dans les pays à revenu plus faible ou intermédiaire, où les jeunes présentent en outre un risque accru de décrochage scolaire. Compte tenu de l'ampleur sans précédent de la contraction économique due à la COVID-19, il importe plus que jamais d'élaborer des politiques publiques et des stratégies individuelles pour atténuer les cicatrices durables dont souffrent ces nouveaux venus sur le marché du travail. **FD**

HANNES SCHWANDT est maître de conférences en économie à l'université Northwestern. **TILL VON WACHTER** est professeur de sciences économiques à l'université de Californie à Los Angeles.

L'importance de la distribution de la richesse

La science économique ne peut pas éluder les questions de distribution, elle doit faire de la place aux perspectives d'autres disciplines

Binyamin Appelbaum



PHOTO : DIENNO BACVIC

dernières années ont produit des quantités phénoménales de données, et, ces dix dernières années, surtout chez les plus jeunes économistes, on assiste à un net regain d'intérêt et de mobilisation.

Tout comme les économistes ont appris à intégrer le développement du savoir dans leur compréhension du monde, tout comme ils ont, pour la plupart, accepté la nécessité de lutter contre les imperfections des marchés financiers, de même, ils s'attaquent aussi aujourd'hui sérieusement aux complexités de la distribution de la richesse.

Toutefois, en tant qu'observateur attentif, bien qu'extérieur, de la discipline économique, il me semble que la mobilisation sur ces questions reste limitée par un cer-

L'indifférence avec laquelle la discipline économique a toujours considéré la distribution de la prospérité est au détriment en particulier des minorités.

NOUS VIVONS DANS UNE ÈRE d'abondance matérielle et de malaise social. Un quart de millénaire de révolution industrielle a entraîné un accroissement fabuleux de la prospérité : près de 8 milliards d'habitants et suffisamment de richesse pour permettre à chacun d'eux de vivre dans un confort sans précédent.

Le problème, bien entendu, réside dans la distribution de cette richesse.

La progression des inégalités économiques dans le monde développé nuit à la croissance et met à rude épreuve le tissu de la démocratie libérale. Et les économistes, qui exercent une profonde influence sur l'élaboration des politiques publiques, ont un rôle primordial à jouer pour analyser les inégalités de distribution, explorer les conséquences et conseiller des remèdes. Les cinquante

tain nombre de facteurs. Nombre d'économistes ont des doutes persistants sur l'importance des questions de distribution des revenus : beaucoup hésitent à s'investir dans ce qu'ils considèrent comme des questions normatives. Et ces doutes et ces appréhensions sont inextricablement liés au mépris de cette discipline pour d'autres formes de savoir et à son manque de diversité.

L'indifférence avec laquelle la discipline économique a toujours considéré la distribution de la prospérité est au détriment en particulier des minorités, et il n'est pas exagéré de suggérer qu'une profession plus diversifiée pourrait aboutir à des conclusions différentes. De toute évidence, une telle affirmation offusque un certain nombre d'économistes. Milton Friedman avait coutume de dire que les opinions politiques des bons économistes étaient impossibles à détecter dans leurs travaux universitaires. Il n'avait pas assez de recul sur lui-même pour se rendre compte que ses intérêts, ses méthodes et ses conclusions

étaient tous éclairés par son expérience de vie et, en cela, il était simplement comme tout le monde.

Dans un certain nombre de cas, une plus grande diversité peut apporter une plus grande clarté. Dans d'autres, elle peut entraîner une plus grande confusion, car de nouvelles voix remettent en question les vieilles certitudes. Mais c'est aussi une forme de clarté : elle nous dit ce que nous ne savons pas.

Équité versus efficacité

L'inégalité est un enjeu économique. Les études sont de plus en plus nombreuses à souligner son importance. La distribution de la richesse et des revenus a une influence significative sur la répartition des chances, sur la mécanique du cycle conjoncturel et sur le rythme d'innovation. Les inégalités faussent aussi les politiques des pouvoirs publics, en accroissant le pouvoir des élites qui touchent des rentes et de ceux qui demandent de l'aide, tout en amoindrissant la notion d'objectif commun nécessaire à l'investissement public dans l'éducation, l'infrastructure et la recherche.

Pendant des décennies, les économistes traditionnels ont soutenu que les efforts entrepris pour remédier aux inégalités par des mesures de redistribution de la richesse nuiraient à la croissance, ce qu'Arthur Okun a appelé « le grand compromis ». Mais la progression des inégalités au cours du demi-siècle dernier a eu un côté positif : elle a donné l'occasion d'étudier leur impact sur le monde réel. Un certain nombre d'études récentes, notamment les travaux de Jonathan D. Ostry et de ses collègues du FMI (Ostry, Loungani et Berg, 2019), concluent que des niveaux élevés d'inégalités entravent effectivement la croissance.

Toutefois, même parmi les économistes qui considèrent ces preuves comme irréfutables, on constate une certaine hésitation à intégrer les aspects distributionnels dans les conseils que les professeurs prodiguent aux décideurs. Les économistes conçoivent depuis longtemps leur rôle dans les débats de politique publique comme celui de « partisan et défenseur de l'efficacité », pour reprendre les termes de Charles Schultze, conseiller des présidents Lyndon B. Johnson et Jimmy Carter, car ils estiment notamment qu'en préconisant l'efficacité, ils représentent les intérêts de l'homme et de la femme de la rue. « Sans économiste dans la salle, c'est chacun pour soi : chacun à la recherche de son petit intérêt personnel sans aucune voix pour défendre l'efficacité. Et ce que l'on entend réellement par « efficacité », c'est « chaque citoyen américain », explique Michael Greenstone, économiste de l'université de Chicago qui a travaillé au sein du gouvernement Obama. Les données des cinquante dernières années montrent clairement que le simple fait de prôner

l'efficacité n'aboutit pas aux meilleurs résultats pour ces simples citoyens. Mais ce rôle de l'économiste a une valeur réelle, personne d'autre n'est susceptible de le jouer, et il est donc raisonnable d'avoir une certaine hésitation sur les conséquences d'une démarche qui en dévierait.

En outre, nombre d'économistes clament leur réticence à se mêler de ce qu'ils considèrent comme un débat politique sur la répartition de la production économique. En conséquence, les économistes peaufinent souvent cette question de distribution de la richesse en précisant que les bienfaits d'une plus grande efficacité de la politique économique pourraient être distribués avec équité, peu importe ce que l'on entend par là, mais qu'il incombe aux responsables politiques d'élaborer les détails. Paul Romer, lauréat du prix Nobel d'économie, a affirmé dans un récent essai (Romer, 2020) que les économistes n'ont qu'à simplement « dire « non » lorsque les responsables gouvernementaux leur demandent une réponse à une question normative ».

Je reconnais l'attrait du conseil de Romer. La confiance excessive est une caractéristique commune aux disciplines qui cherchent à aboutir à des conclusions pratiques. Elle est peut-être même nécessaire : après tout, il faut faire des choix. Mais il y a un attrait évident à limiter l'ampleur des dégâts potentiels.

Le problème est qu'il est impossible d'éviter les jugements normatifs.

Dans les années 80, par exemple, la plupart des économistes traditionnels étaient favorables à l'élimination des lois sur le salaire minimum. En 1987, mes prédécesseurs au *New York Times* ont écrit des éditoriaux en faveur de l'élimination de ces lois, en invoquant un « consensus virtuel chez les économistes pour dire que le concept de salaire minimum est devenu obsolète ». Il s'agissait uniquement d'un jugement sur l'efficacité économique. Les économistes n'ont pas feint de peser d'autres arguments en faveur du salaire minimum. Mais, en préconisant un changement de politique au nom de l'efficacité, ils ont implicitement dévalorisé de tels arguments. (Et il s'est avéré que même l'argument de l'efficacité était erroné. Quelques années plus tard, deux économistes ont pris la mesure radicale de rassembler des preuves et ont abouti à une conclusion différente. Les travailleurs américains en subissent encore les conséquences.)

Même les économistes qui adhèrent de bonne foi — en fait, surtout les économistes qui adhèrent de bonne foi — à l'idée qu'il faut éviter de donner des conseils en matière de distribution de la richesse doivent reconnaître que, dans la pratique, ils poussent à exclure du débat public toute question de cet ordre. Si l'on s'intéresse vraiment aux questions de distribution de la richesse, il convient

La pollinisation croisée avec d'autres disciplines a enrichi la science économique, mais l'objectif ne doit pas être de créer une sorte de super-science sociale hybride.

de les traiter comme l'objectif premier d'une politique publique, et non comme un sous-produit qui nécessite des mesures correctrices.

Il est particulièrement problématique de voir des économistes soutenir qu'une politique économique est globalement bénéfique s'il n'existe aucun mécanisme pour assurer une vaste distribution de ses bienfaits. Les économistes ont souvent préconisé des accords commerciaux en calculant les avantages nets et en remettant à plus tard les questions de distribution de la richesse. Mais il y a rarement un deuxième acte. « L'argument a toujours été que les gagnants pourraient compenser les perdants », m'a dit il y a quelques années l'économiste Joseph Stiglitz, aussi lauréat du prix Nobel d'économie. « Mais les gagnants ne le font jamais. » L'entreprise Huffy, par exemple, a construit environ 2 millions de bicyclettes par an dans la ville de Celina, dans l'Ohio, jusqu'à ce qu'elle délocalise sa production en Chine en 1998 pour satisfaire la demande de Walmart en bicyclettes meilleur marché. Aujourd'hui, il y a un magasin Walmart là où les travailleurs de Huffy garaient autrefois leurs voitures, et tous les habitants de Celina — et tous les habitants de toutes les villes des États-Unis — peuvent acheter des bicyclettes moins chères. Mais les travailleurs ont perdu leur emploi, et les promesses d'aide n'ont pour la plupart pas été tenues. Plaider pour l'intérêt du « peuple » dans l'abstrait finit souvent par ressembler beaucoup à une cruelle indifférence envers les vraies personnes.

Pollinisation croisée

Il ne s'agit pas de dire ici que les économistes doivent aspirer à donner des orientations exhaustives sur la répartition optimale de la production économique. Ils ne le peuvent pas. La pollinisation croisée avec d'autres disciplines a enrichi la science économique, en intégrant les perspectives de la psychologie ; en reposant sur les travaux des démographes qui étudient la dimension spatiale de l'activité économique ; et en examinant l'évolution des idées économiques dans le temps. Mais l'objectif ne doit pas être de créer une sorte de super-science sociale hybride.

Il convient plutôt de laisser de la place à d'autres perspectives. Les économistes peuvent donner de meilleures orientations aux décideurs en soulignant l'importance de la distribution de la richesse et l'importance de tenir compte d'autres types de connaissances.

Nombre d'études psychologiques préoccupantes, par exemple, expliquent que les inégalités économiques reproduisent les effets de la pauvreté absolue sur la santé physique et mentale. Cette perspective ne s'intègre pas facilement dans les modèles économiques, et ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. La question clé est de savoir comment assurer que cette information soit intégrée dans le processus de prise de décision au même titre que l'analyse économique.

Selon un vieil adage, il y a deux types de scientifiques : ceux qui essaient de comprendre le monde et ceux qui essaient de le changer. De par sa nature, la science économique se place nettement dans la deuxième catégorie, mais les économistes ne semblent pas toujours reconnaître les conséquences. Considérer les questions de distribution de la richesse comme à part relève de la naïveté politique, ce qui a donc tendance à limiter l'influence bénéfique des idées économiques. L'économiste du développement Gustav Ranis a observé que les économistes ont eu du mal à influencer la politique économique de nombre de pays en développement, car ils avaient établi leurs priorités à l'envers. Ils insistaient sur l'efficacité comme objectif premier de la politique publique, tout en considérant la stabilité politique et l'équité dans la distribution de la richesse comme des avantages de la croissance qui en résulte. Pour Ranis, cette liste de priorités doit être inversée. Il convient de reconnaître que les politiques publiques doivent être équitables et propices à la stabilité avant de pouvoir favoriser des mesures visant à accroître l'efficacité.

C'est là une vérité convaincante : peu importe à quel point vous pensez comprendre le monde, vous avez toujours besoin de persuader les autres de vous écouter. **FD**

BINYAMIN APPELBAUM est l'auteur de *The Economists' Hour: False Prophets, Free Markets and the Fracture of Society* et éditorialiste principal sur le monde des affaires et l'économie au comité de rédaction du *New York Times*.

Bibliographie :

Boushey, Heather. 2019. *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do about It*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Ostry, Jonathan D., Prakash Loungani, and Andrew Berg. 2019. *Confronting Inequality: How Societies Can Choose Inclusive Growth*. New York: Columbia University Press.

Payne, Keith B. 2017. *The Broken Ladder: How Inequality Affects the Way We Think, Live, and Die*. New York: Viking Penguin.

Romer, Paul. 2020. "The Dismal Kingdom: Do Economists Have Too Much Power?" *Foreign Affairs* (March/April).



REPENSER

La pandémie accélère la transition vers un travail plus informel et plus précaire

Sabina Dewan et Ekkehard Ernst

Avec des millions d'emplois perdus, des robots de plus en plus nombreux et les cols blancs travaillant essentiellement chez eux, la COVID-19 semble avoir introduit une nouvelle normalité dans le monde du travail à l'échelle planétaire.

Mais bon nombre de ces évolutions découlent de l'échec des mesures prises face à des mégatendances déjà à l'œuvre bien avant l'arrivée de la pandémie. Depuis au moins vingt ans, les mutations démographiques et les bouleversements technologiques transforment les marchés du travail : ils exacerbent les inégalités, accentuent la précarité de l'emploi et aggravent l'insécurité économique.

La nouvelle normalité, autrement dit, n'a rien de vraiment nouveau. Un virus mortel a simplement accéléré le rythme du changement avec des conséquences dévastatrices, en

particulier pour les pays en développement, qui devraient perdre au moins 220 milliards de dollars de revenu, selon le Programme des Nations Unies pour le développement.

Maintenant que la crise est là, nous devons en tirer parti, comme aiment dire les responsables politiques. Il incombe aux décideurs de redresser la barre plus spectaculairement que ce qu'ils avaient au préalable envisagé : ils doivent balayer les idées fausses sur l'emploi et saisir l'occasion de cette urgence pour bâtir des économies résilientes, équitables et durables.

Évolution démographique

Il ne s'agit pas simplement ici de revenir à la situation pré-COVID, mais de réévaluer fondamentalement nos hypothèses, à commencer par notre façon de voir la démographie.



Livreurs de nourriture rue
Pham Ngoc Thach, à Hanoï
(Vietnam).

LE MONDE DU TRAVAIL

Les pays avancés (Allemagne, États-Unis, Japon) sont aux prises avec des populations vieillissantes, de même qu'un certain nombre de pays émergents, notamment la Chine. Mais dans une majorité de pays en développement, la population jeune explose. Un certain nombre d'entre eux, tels que l'Inde, l'Indonésie et le Nigéria, vont atteindre le pic de leur explosion démographique au cours des vingt prochaines années, tandis que des pays plus petits, comme l'Angola et la Zambie, en sont à des stades plus précoces de leur transition démographique.

Selon la sagesse conventionnelle, une population nombreuse et croissante de jeunes adultes peut générer un dividende démographique, car elle augmente la proportion de travailleurs par rapport aux enfants à charge et aux retraités. Il convient toutefois de repenser ce postulat. Une explosion de la population jeune ne présente un avantage que si les économies sont en mesure de créer des emplois productifs avec des salaires qui progressent. En Inde, la population de jeunes âgés de 15 à 29 ans est de

362 millions de personnes et dépasse la population totale des États-Unis. Le taux de chômage de cette cohorte était de 17,8 %, trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population active, même avant la pandémie. Dans les pays qui ne parviennent pas à fournir des emplois productifs, les jeunes sont plus susceptibles de se retrouver au chômage ou dans des emplois de moindre qualité du secteur informel, qui n'est ni imposé ni surveillé par les gouvernements (voir l'article « L'ABC de l'économie » dans le présent numéro de *F&D*).

Sans une création d'emplois à grande échelle, l'excédent de main-d'œuvre dans les pays en développement exercera des pressions à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Il en résultera non seulement une détérioration de la qualité de vie, mais aussi un plafonnement de la croissance économique. Nous ne pouvons pas escompter une augmentation continue de la classe moyenne dans les pays en développement si les jeunes ne peuvent pas trouver d'emplois rémunérés à des salaires de la classe moyenne.

À l'instar des crises précédentes, les jeunes adultes ont été parmi les premiers frappés par la déstabilisation sociale, éducative et économique, comme l'a démontré une enquête auprès de plus de 12 000 jeunes, réalisée dans 112 pays en avril et en mai, lorsque la pandémie a provoqué la pire récession que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale (voir l'article « Pleins feux » dans le présent numéro de *F&D*).

Dans le cadre de cette enquête, l'Organisation internationale du travail (OIT) a constaté que 17 % des jeunes âgés de 18 à 29 ans préalablement salariés ont perdu leur emploi avec l'arrivée de la pandémie et 42 % ont fait état d'une baisse de leur revenu. En l'absence de passerelles vers des emplois productifs et de qualité, les pays en développement qui font reposer leurs ambitions économiques sur un avantage démographique se préparent à être déçus.

Rythme fou et frénétique

La pandémie accélère le progrès technologique qui restructurait déjà les marchés du travail. Pour beaucoup, la technologie a accru l'efficacité et permis le travail à distance, mais, pour d'autres, elle a désorganisé les moyens de subsistance. L'automatisation a de toute évidence détruit un certain nombre d'emplois : les robots nettoient les sols dans les hôpitaux, les préposés des postes de péage ont disparu, et des agents conversationnels intelligents remplacent les chargés de service à la clientèle. Toutefois, les plateformes numériques ont aussi ajouté des emplois nouveaux et différents dans nos économies : programmation de logiciels, soins de santé, et oui, services de livraison de pizza et de taxi.



La question fondamentale est la suivante : qui verra son emploi disparaître et qui pourra accéder aux nouvelles formes de travail ?

L'automatisation gagnait du terrain bien avant la pandémie de COVID-19, ce qui ne devrait pas nous surprendre, surtout là où les nouvelles technologies ont déjà déclenché des transformations structurelles par de profondes évolutions de l'emploi : d'abord de la ferme à l'usine, puis de l'usine vers les services.

Là où il ne coûte pas cher de déployer de nouvelles technologies tout en ayant la promesse d'une production accrue et d'une livraison accélérée, les entreprises remplacent leurs travailleurs par des machines, comme l'ont appris les tisseurs manuels Luddites. L'automatisation gagne du terrain plus rapidement dans les pays développés (et en Chine), où les coûts de la main-d'œuvre sont relativement élevés et où les entreprises regorgent de capitaux. Mais les pays en développement ne sont certainement pas à l'abri : ils ont peut-être un excédent de main-d'œuvre bon marché, mais ce n'est qu'un des facteurs du coût global de production.

Les entreprises seront de plus en plus nombreuses à automatiser leurs activités, car la pandémie fait ressortir les fragilités de la main-d'œuvre humaine et des chaînes d'approvisionnement géographiquement dispersées dans le monde entier. D'autres pourront aussi « relocaliser » leur production en rapatriant aux États-Unis et en Europe les emplois des secteurs manufacturiers et des services, tendance qui commençait déjà à voir le jour avant la COVID-19. Les pays en développement doivent se préparer à un triple choc : substitution croissante de la main-d'œuvre à mesure que les entreprises nationales s'automatisent, accroissement modéré au moins du rapatriement d'activités par les entreprises étrangères et ralentissement des exportations sur fond de faiblesse persistante de la demande.

La pandémie alimente également l'économie des plateformes : du commerce électronique à l'économie du travail à la tâche, les consommateurs recourent de plus en plus à l'internet pour se connecter aux biens et services depuis le confort de leur domicile.

Les faibles barrières à l'entrée de l'économie du travail à la tâche présentent de nouvelles opportunités d'emplois, ainsi que de nouveaux aléas, pour les pays en développement. Le danger est que l'offre explosive de travailleurs jeunes et peu qualifiés attirés par ces plateformes risque de dépasser la demande pour les services proposés, tels que traitement de données, services à la clientèle ou services de taxis à la demande.

Ces travailleurs se trouveront souvent non seulement « à court de tâche », autrement dit sous-employés, mais

ils seront aussi soumis à des pressions à la baisse de leurs conditions de travail. Les données sur les pays où les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se faire concurrence sur les plateformes de travail à la tâche confirment que les rémunérations ne cessent de baisser. Et l'hypothèse selon laquelle la plupart de ces travailleurs avaient auparavant des emplois informels peu qualifiés ne tient pas toujours. Une enquête a été réalisée en 2015 par Perkumpulan Prakarsa et le réseau JustJobs auprès de 205 chauffeurs de mototaxis à la demande, travaillant via les applications de service de taxi en ligne Gojek et GrabBike : sur les répondants préalablement salariés, 51 % étaient employés par l'économie formelle avant de rejoindre l'économie du travail à la tâche.

La COVID-19 accélère également les tendances au téléapprentissage et au télétravail, mais ces évolutions creusent l'écart entre les nantis et les autres, entre ceux qui peuvent ou ne peuvent pas se permettre un ordinateur et l'accès à internet et entre ceux qui ont ou n'ont pas les compétences pour participer à l'économie numérique.

Précarité croissante

Comme le suggère cette analyse, la pandémie alimente une transition vers un travail plus informel et plus précaire chez ceux qui cherchent simplement à joindre les deux bouts. Avant la pandémie, malgré la hausse du travail contractuel, l'emploi informel stagnait, voire régressait dans un certain nombre de pays. Mais la pandémie va sans doute inverser cette tendance. Ces modalités de travail informelles pourraient faire baisser le chômage dans les pays en développement, mais ce sont des emplois moins sûrs qui ont tendance à être moins bien rémunérés et moins productifs. Les décideurs ne devront pas se laisser duper par les chiffres : après la pandémie, une baisse du taux de chômage ne devra pas être prise à tort pour une reprise économique.

L'OIT estime que les travailleurs du monde entier ont perdu 3 500 milliards de dollars de revenus du travail au cours des trois premiers trimestres de 2020, du fait de la pandémie, qui a réduit leurs heures de travail. D'une simple crise sanitaire, la pandémie s'est transformée en double crise sanitaire et économique, qui suscite l'incertitude dans le climat des affaires et la peur chez les salariés.

Pour les travailleurs, le risque va bien au-delà des pertes d'emploi et des gels d'embauche dans l'immédiat. Le danger plus grave est que les entreprises soient moins disposées à constituer des effectifs permanents et préfèrent recourir à des travailleurs temporaires ou contractuels, payés à la tâche et moins chers.

La flexibilité du marché du travail est un atout lorsqu'elle permet d'allouer plus efficacement les ressources. Mais lorsqu'elle découle d'emplois peu productifs et d'une détérioration des conditions de travail, comme c'est le cas dans les pays en développement, elle est davantage un inconvénient qu'un atout, à la fois pour les travailleurs et pour la société.

Les personnes qui travaillent en mode informel et contractuel et les travailleurs indépendants ne bénéficient en général pas de la sécurité sociale par leur employeur, ce qui les rend vulnérables aux chocs, tels que la pandémie de COVID-19. L'augmentation de l'emploi informel dilapide aussi un précieux potentiel productif et diminue le pouvoir de consommer, entravant ainsi un développement économique généralisé.

Solutions

Que doivent faire les décideurs pour gérer ces tendances et atténuer leurs effets négatifs ?

Premièrement, les décideurs doivent reconnaître que la poursuite sans relâche de la croissance économique ne sera pas automatiquement créatrice d'emplois. La priorité doit être une croissance riche en emplois, ce qui implique de favoriser les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qui en même temps augmentent la capacité de croissance (les infrastructures, par exemple). Cela implique aussi d'investir dans des secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre de plus en plus productifs en élargissant la chaîne de valeur en passant, par exemple, de l'assemblage au cycle complet de production d'un vêtement ou de l'agriculture de subsistance à la transformation alimentaire. La progression des salaires devra s'aligner sur les augmentations de la productivité.

Deuxièmement, les gouvernements doivent rejeter l'idée « qu'il vaut mieux n'importe quel emploi plutôt que le chômage ». C'est peut-être vrai du point de vue d'un travailleur dans le besoin, mais peu justifié sur le plan économique. Les emplois de qualité médiocre exacerbent les inégalités, gaspillent le potentiel productif et réduisent la demande globale, autant de facteurs néfastes à la croissance. C'est pourquoi les gouvernements doivent résister à la tentation d'alléger sans discernement la réglementation du travail sous prétexte que c'est une bonne chose pour les affaires. Des mesures relatives au salaire minimum et à la sécurité sociale et des politiques actives du marché du travail soigneusement pensées (avec notamment des programmes d'aide à la recherche d'emploi et d'apprentissage) sont positives pour la productivité des travailleurs et contribuent à lisser la consommation en périodes de difficultés.

Troisièmement, les gouvernements doivent reconnaître que la technologie, comme le génie libéré de sa bouteille, ne peut

pas être contrainte de disparaître. Ils peuvent toutefois la réglementer, ce qui signifie de placer l'intérêt du public avant l'intérêt de l'entreprise et d'imposer le partage et la transparence des données aux entreprises technologiques qui gèrent des plateformes numériques. Les travailleurs qui s'inscrivent sur ces plateformes de travail doivent avoir accès aux prestations et aux services de l'État. Les gouvernements doivent avoir accès aux données pour faciliter l'élaboration de mesures fondées sur du concret. Il est essentiel d'appliquer plus rigoureusement le droit de la concurrence pour limiter le pouvoir des grandes entreprises en pleine croissance. Les décideurs doivent repenser la fiscalité des entreprises, en particulier des entreprises technologiques qui s'adonnent à la recherche de rentes et à l'arbitrage des coûts de main-d'œuvre, pour contribuer à étendre la couverture de la sécurité sociale aux travailleurs informels et contractuels.

Quatrièmement, l'avènement de la technologie et l'évolution démographique dans les pays en développement imposent d'investir dans la réforme et la mise à niveau du capital hu-

Les gouvernements doivent rejeter l'idée « qu'il vaut mieux n'importe quel emploi plutôt que le chômage ».

main pour assurer l'éducation et la formation appropriée des jeunes et les rendre plus employables. En outre, à mesure que la pandémie transforme le paysage économique en créant des opportunités qui permettent à un certain nombre de secteurs de prospérer mais en affaiblissent d'autres, les décideurs doivent aider les travailleurs à se rééquiper en conséquence.

Enfin, se concentrer aveuglément sur l'amélioration de l'efficacité plutôt que sur le développement de la résilience rend les économies vulnérables. Les investissements réalisés par les gouvernements en santé et en éducation, dans la fonction publique et les systèmes de protection sociale ont tous fait leurs preuves — de même que les mesures de relance budgétaire et monétaire. Bien que ces programmes puissent paraître inefficaces en période faste, ils donnent aux décideurs la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour réagir sans attendre en période d'incertitudes. 

SABINA DEWAN est présidente et directrice du réseau JustJobs, centre de réflexion international sur la création d'emplois à la fois quantitative et qualitative dans le monde. **EKKEHARD ERNST** est macroéconomiste à l'Organisation internationale du travail, où il étudie l'impact des tendances et des politiques économiques sur l'emploi, les salaires et les inégalités.

LES EMPLOIS DE DEMAIN

Certains emplois disparaîtront et d'autres apparaîtront, car le monde va connaître un double bouleversement

Saadia Zahidi

Le rapport *Future of Jobs Report 2020* du Forum économique mondial est publié à un moment décisif pour le monde du travail. Ce rapport, dont nous présentons la troisième édition, cartographie les emplois et les compétences du futur et prend le pouls du changement en enquêtant auprès de dirigeants d'entreprises et d'experts en ressources humaines dans le monde entier. Cette année, nous souhaitons mettre en lumière l'effet des bouleversements entraînés par la pandémie, dans le contexte plus global des tendances technologiques à long terme. Voici les cinq conclusions principales de notre rapport.

1 L'automatisation du travail est plus rapide que prévu et déplacera 85 millions d'emplois au cours des cinq prochaines années. L'automatisation de même que la récession provoquée par la COVID-19 entraînent un « double bouleversement » pour les travailleurs. Les technologies adoptées dans l'entreprise transformeront les tâches, les emplois et les compétences d'ici 2025. Environ 43 % des entreprises interrogées indiquent s'apprêter à réduire leurs effectifs en raison de l'intégration des technologies, 41 % prévoient de sous-traiter davantage les tâches spécialisées et 34 % pourraient recruter du fait de l'intégration des technologies. D'ici cinq ans, les employeurs partageront le travail entre les humains et les machines à parts à peu près égales.

2 La révolution robotique créera 97 millions de nouveaux emplois. Avec l'évolution de l'économie et des marchés du travail, de nouveaux rôles

apparaîtront dans l'économie du soin en lien avec les technologies (notamment l'intelligence artificielle/IA) et dans les carrières de création de contenus (comme la gestion de réseaux sociaux et la rédaction de contenus). Les métiers émergents reflètent la demande accrue d'emplois liés à l'économie verte ; de fonctions à la pointe de l'économie des données et de l'IA ; et de nouvelles fonctions dans l'ingénierie, l'informatique en nuage et la conception de produits. Les emplois du futur soulignent l'importance que conservent les interactions humaines dans la nouvelle économie, avec les métiers du soin ; les fonctions propres au marketing, à la vente et à la création de contenus ; et celles qui requièrent de savoir travailler avec différents types de personnes venant de différents horizons.

3 En 2025, la capacité d'analyse, la créativité et la flexibilité feront partie des compétences les plus recherchées. Pour les employeurs, l'esprit critique, l'analyse et la résolution de problèmes seront de plus en plus importants dans les prochaines années, même s'ils ont été régulièrement cités dans les précédentes éditions de l'enquête. De nouvelles compétences sont évoquées cette année, notamment l'autogestion (l'apprentissage actif, la résilience, la résistance au stress et la flexibilité, par exemple). Les données mises à disposition par nos partenaires LinkedIn et Coursera nous ont permis d'identifier avec une précision sans équivalent les types de compétences spécialisées que réclameront les emplois de demain.

4 Les entreprises les plus compétitives veilleront en priorité à améliorer les compétences de leurs collaborateurs. Pour conserver leurs postes au cours



des cinq prochaines années, près de la moitié des travailleurs auront besoin d'une reconversion liée à leurs compétences de base. L'enquête a également établi que le secteur public devait davantage soutenir le recyclage et l'amélioration du niveau de qualification des travailleurs à risque ou victimes de suppressions d'emplois. À l'heure actuelle, seulement 21 % des entreprises se disent capables de mobiliser des financements publics pour aider leurs salariés au travers d'initiatives de reconversion. Le secteur public doit inciter à investir dans les marchés et les emplois de demain, prévoir des filets de sécurité plus solides pour les travailleurs licenciés en transition et s'attaquer à l'amélioration, longtemps différée, des systèmes d'éducation et de formation.

5 **Nous n'en avons pas fini avec le télétravail.** Environ 84 % des employeurs devraient rapidement numériser leurs processus de travail, y compris en développant considérablement le travail à distance. D'après les entreprises, 44 % de leurs postes seraient « télétravaillables ». Toutefois, 78 % des chefs d'entreprise s'attendent à certains effets négatifs sur la productivité et bon nombre de sociétés prennent actuellement des mesures pour aider leurs salariés à s'adapter. **FD**

SAADIA ZAHIDI est la directrice générale du Forum économique mondial, au sein duquel elle est aussi responsable du centre pour la nouvelle économie et la société.

La cote des emplois

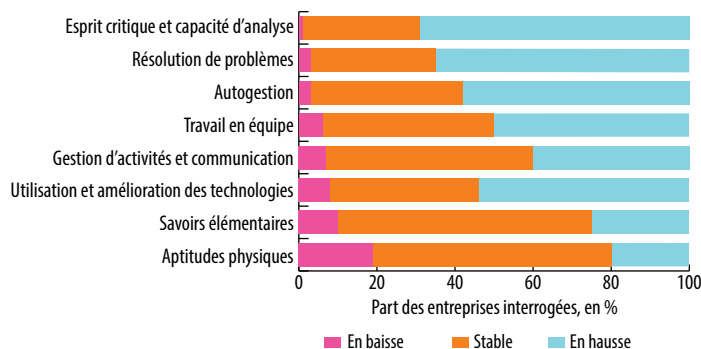
Dans les cinq prochaines années, certains emplois seront plus demandés qu'avant, et d'autres moins.

Demande en hausse		Demande en baisse	
1	Analystes de données et experts en science des données	1	Opérateurs de saisie
2	Spécialistes de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique	2	Secrétaires administratifs et de direction
3	Spécialistes des mégadonnées	3	aides-comptables et gestionnaires de paie
4	Spécialistes du marketing et de la stratégie numériques	4	Comptables et experts-comptables
5	Spécialistes de l'automatisation	5	Travailleurs à la chaîne et ouvriers d'usine
6	Spécialistes du développement stratégique	6	Responsables des services commerciaux et administratifs
7	Spécialistes de la transformation numérique	7	Chargés de l'information et du service client
8	Spécialistes de la sécurité informatique	8	Directeurs généraux et directeurs des opérations
9	Concepteurs de logiciels et d'applications	9	Mécaniciens et réparateurs de machines
10	Spécialistes de l'internet des objets	10	Préposés à l'enregistrement des matériels et la gestion des stocks
11	Directeurs de projet	11	Analystes financiers
12	Responsables des services commerciaux et administratifs	12	Préposés aux services postaux
13	Spécialistes des bases de données et des réseaux	13	Représentants commerciaux, gros et fabrication, produits techniques et scientifiques
14	Ingénieurs en robotique	14	Chargés de relations
15	Conseillers stratégiques	15	Guichetiers et autres employés de banque
16	Analystes de gestion et d'organisation	16	Vendeurs à domicile, vendeurs de journaux et vendeurs ambulants
17	Spécialistes en ingénierie financière	17	Installateurs et réparateurs : électronique et télécommunications
18	Mécaniciens et réparateurs de machines	18	Spécialistes des ressources humaines
19	Conseillers en développement des organisations	19	Spécialistes de la formation
20	Spécialistes de la gestion des risques	20	Ouvriers du bâtiment

Source : Future of Jobs Survey 2020, Forum économique mondial.

Évolution des priorités

D'après les employeurs, l'importance relative des groupes de compétences évolue au profit de certaines valeurs et au détriment d'autres.



Source : Future of Jobs Survey 2020, Forum économique mondial.



Sauver L'HÉRITAGE COMMUN

Les jeunes peuvent être déterminants dans la lutte contre la COVID-19, même s'ils en subissent cruellement les effets

Il existe un moment-clé pour toutes les générations. Un moment de vérité où elles critiquent le présent et, en quête d'un avenir meilleur, prennent leur destin en main. Pour la jeunesse d'aujourd'hui, les enfants du nouveau millénaire et la génération Z, ce moment est arrivé. Nous savons que de nombreux jeunes, déjà contraints de faire face aux conséquences de la crise financière mondiale, ont été très durement touchés par la pandémie : études perturbées, moyens de subsistance compromis,

angoisse et dépression endémiques. Mais la jeunesse mondiale n'est pas restée les bras croisés. Par millions, des jeunes de divers horizons se sont mobilisés en tant que bénévoles, entrepreneurs sociaux ou intellectuels pour imaginer un monde plus juste et inclusif.

Quatre jeunes dirigeants du réseau Global Shapers, une initiative du Forum économique mondial, racontent de quelle manière leur génération affronte la crise de la COVID-19 et aide la collectivité à y faire face.



David Walcott,
Kingston,
Jamaïque

Douze ans après la crise financière de 2008, la COVID-19 inflige un nouveau traumatisme aux jeunes et aux moins jeunes. Malgré le climat tropical des Caraïbes, la taille réduite

de l'archipel et ses frontières faciles à contrôler, nos systèmes sanitaire et économique restent vulnérables et nous subissons aujourd'hui des contrecoups socioéconomiques qui mettent en péril l'avenir de nos jeunes.

La pandémie a créé un sentiment d'incertitude et d'instabilité matérielle, en particulier chez les enfants du nouveau millénaire qui, en étudiant et en travaillant, se préparent naturellement à devenir indépendants sur le plan financier.

Avec la pandémie, il est encore plus difficile aux jeunes Caribéens de commencer à gagner leur vie. Les marchés du travail se sont contractés et les jeunes qui étudient sur place ou sont rentrés aux Caraïbes peinent à trouver des postes, y compris quand ils sont diplômés d'universités prestigieuses.

L'enseignement à distance a perturbé les apprentissages, en particulier dans les populations à faible revenu, malgré tous les efforts déployés par les établissements.

De surcroît, notre bien-être collectif s'est considérablement dégradé. L'isolement et la lassitude liée au port du masque, la consultation excessive des réseaux sociaux et la perte inopinée de proches concernent un nombre croissant de personnes. Aux difficultés économiques vient s'ajouter une angoisse existentielle provoquée par un avenir incertain, aux contours flous.

Malgré ces aléas, les jeunes Caribéens ont démontré leur résilience en s'engageant dans le bénévolat et en participant à des initiatives publiques et privées de lutte contre la pandémie. Les responsables régionaux doivent mettre à profit cette crise et s'appuyer sur la vigueur de notre jeunesse pour que l'identité caribéenne rime encore avec innovation et progrès. Dans cette perspective, il faut investir pour donner la possibilité aux jeunes de participer au nouveau monde et accompagner ces

investissements d'une action des pouvoirs publics qui favorisera l'accès à l'apprentissage en ligne et au télétravail.

Des politiques qui reconnaîtront et satisferont les besoins croissants dans le domaine de la santé men-

Aux difficultés économiques vient s'ajouter une angoisse existentielle provoquée par un avenir incertain, aux contours flous.

tales seront essentielles pour les jeunes Caribéens, dans ce monde où nos années de formation ont été marquées par des crises mondiales. Le soutien des pouvoirs publics peut transformer les difficultés d'aujourd'hui en forces de demain, alors que nous nous préparons à construire la nouvelle Caraïbe.

DAVID WALCOTT, médecin, est le fondateur et gérant de NOVAMED, entreprise promouvant l'adoption de solutions innovantes liées à la santé dans les marchés émergents.



Tiffany Yu,
San Francisco,
États-Unis

Alors que les États-Unis sont un des pays les riches de la planète, ils affichent le nombre le plus élevé de cas de COVID-19 et de décès et sont aux prises avec des tensions raciales, des ouragans, un nombre record de feux de forêt et une polarisation politique.

Ces effets conjugués ont abouti à une crise économique et sociale et une crise de la santé mentale qui n'épargnent pas les jeunes, surtout s'ils sont porteurs d'identités opprimées multiples.

Ces effets conjugués ont abouti à une crise économique et sociale et une crise de la santé mentale qui n'épargnent pas les jeunes, surtout s'ils sont porteurs d'identités opprimées multiples.

La pandémie creuse le fossé numérique. Avec les études à distance et le télétravail, de nombreux

Les jeunes du monde entier sont stimulés par les débats sur une reprise verte et optimistes quant à la chute des émissions mondiales.

jeunes ont dû se débrouiller chez eux pour trouver des solutions parfois complexes, sans liaison internet fiable ni ordinateur portable opérationnel.

La COVID-19 accentue des inégalités sociales croissantes. Une étude de McKinsey & Company a montré que la crise pénalisait de façon disproportionnelle les Américains noirs, en termes de mortalité comme de faillites. Les bouleversements qui touchent à l'enseignement, à l'apprentissage et à l'emploi pourraient mettre les jeunes en situation d'échec global.

Sans compter les effets critiques de la pandémie sur leur santé mentale : l'obligation de confinement aggrave encore les problèmes d'instabilité au sein des foyers, avec des jeunes contraints de gérer seuls leur traumatisme et leur souffrance. Les mesures de distanciation physique et l'isolement social accentuent le sentiment de solitude, l'angoisse et le stress.

Mais, dans ce contexte pandémique, nous avons aussi appris l'adaptabilité et la résilience, en particulier les jeunes, qui affichent le même désir décomplexé de changer le monde.

Nous avons coutume de dire que les jeunes sont l'avenir. Il faut donc veiller à les laisser s'exprimer et agir pour contribuer à l'avènement du monde de demain. Nous devons également reconnaître les identités plurielles et parfois croisées qui peuvent accentuer l'oppression : race, genre, orientation sexuelle, handicap. Dans cette optique, j'ai trois propositions concrètes à soumettre aux dirigeants actuels :

- Encouragez la jeunesse, dans sa diversité, à participer à l'élaboration des solutions, par exemple en conviant au moins un jeune à siéger dans chaque commission ou conseil municipal.
- Autonomisez les jeunes par l'accès à l'éducation et au travail en leur fournissant du matériel informatique et les moyens de se connecter et en investissant dans les petites entreprises et l'entrepreneuriat social.
- Investissez dans la santé mentale et, plus largement, le bien-être des jeunes en enseignant l'écoute

empathique à l'école et en veillant à ce que toute personne souhaitant un accompagnement psychologique en bénéficie.

Permettez à la jeunesse de contribuer à résoudre la crise actuelle.

TIFFANY YU est une entrepreneuse sociale de San Francisco qui œuvre pour une meilleure représentation des handicaps multiples. Fondatrice et présidente de Diversability, elle siège à la commission handicap de la mairie de San Francisco.



Ashleigh Streeter-Jones,
Canberra,
Australie

Après des mois de dangereux feux de brousse, Canberra a eu à peine deux mois de calme avant de faire face au défi suivant, la COVID-19.

Contrairement aux incendies, la pandémie a fait naître la peur et l'incertitude dans le monde entier.

Ce désastre affecte surtout les plus vulnérables, c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées, les pauvres et les sans-abris, les malades et les immigrés dont le statut légal est incertain. La pandémie a mis en lumière et accentué les inégalités ; il nous reste encore beaucoup à faire pour créer un monde plus juste.

Les jeunes de la région Pacifique au sens large rencontrent eux aussi bon nombre de ces problèmes engendrés par la COVID-19. L'insécurité en matière d'emploi et l'insécurité financière se sont aggravées. Les autorités travaillent d'arrache-pied pour relancer l'emploi, mais les jeunes resteront sous-employés dans les secteurs frappés par la récession mondiale.

Un grand nombre de jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, ont vu leur scolarité bouleversée faute d'équipements adéquats et d'une

connexion internet stable pour suivre les cours à distance. Des associations de quartier et des groupes à but lucratif ont organisé des ateliers en ligne permettant à chacun d'améliorer des compétences valorisées sur le marché, mais de nombreux jeunes n'y ont pas accès. La santé mentale se révèle aussi être un problème non négligeable. Le bouleversement des habitudes, l'incertitude, l'isolement et la solitude engendrés par les confinements ont nourri l'anxiété et la dépression.

Le changement ouvre toutefois des perspectives. Les jeunes du monde entier sont stimulés par les débats sur une reprise verte et optimistes quant à la chute des émissions mondiales. De même, bon nombre de jeunes sont devenus entrepreneurs, misant sur eux-mêmes et leur communauté. Je me suis saisie de cette possibilité et j'ai lancé l'initiative *Raise Our Voice* pour permettre aux jeunes femmes et aux jeunes non binaires de divers milieux de se perfectionner et jouer un rôle de premier plan dans les prises de décisions publiques. Cela a donné naissance à un collectif en ligne engagé, prêt à être le fer de lance du changement positif.

Pendant la COVID-19, les antennes du réseau *Global Shapers* du Forum économique mondial ont organisé des visites à domicile, des commandes de repas et des services de rédaction de courrier pour les personnes dans le besoin. Je me sens privilégiée de faire partie d'un groupe capable de réagir très vite et d'être créatif pour venir en aide aux autres. La COVID-19 reste un défi à relever, mais je suis fière d'appartenir à cette jeunesse qui œuvre à l'avènement d'un monde meilleur.

ASHLEIGH STREETER-JONES est une militante de l'égalité des genres et de l'intersectionnalité qui a consacré l'essentiel de sa carrière à travailler avec les jeunes pour leur permettre de se faire entendre.



Hamad AlMahmeed, Manama, Bahreïn

Les jeunes n'ont peut-être pas subi les effets les plus pernicioeux du coronavirus sur la santé, mais le choc économique qui l'accompagne a mis à mal des carrières naissantes et

interrompu les études d'une multitude de jeunes hommes et femmes dans le monde entier. Le Royaume de Bahreïn, qui avait rapidement anticipé ces répercussions, travaille sans relâche et avec dynamisme pour protéger les jeunes Bahreïniens des conséquences les plus délétères de la pandémie.

Le gouvernement a adopté une méthode réaliste et fondée sur des éléments empiriques visant expressément à protéger la santé des citoyens et des résidents et à sauvegarder l'intégrité économique du pays. Trouver l'équilibre approprié exige une infrastructure suffisamment souple pour s'adapter et réagir à une réalité qui évolue rapidement. À cet égard, le rôle de notre jeunesse est déterminant.

Le groupe de travail national de lutte contre le coronavirus a vu le jour avant même l'enregistrement du premier cas confirmé, l'objectif étant d'organiser la riposte à tous les niveaux de l'État. À la tête du centre névralgique du groupe de travail, je collabore avec des jeunes gens de tous horizons personnels et professionnels qui ont en commun un enthousiasme et une créativité remarquables.

Les jeunes de notre équipe sont à l'origine de bon nombre des solutions qui ont été saluées : des dépistages au volant ont été organisés sur des parkings inutilisés et des bus publics ont été transformés en centres de dépistage mobiles. De jeunes Bahreïniens occupent aussi des rôles de premier plan dans la plupart des domaines de travail du groupe, y compris au sein des équipes chargées du traçage des contacts et des programmes de dépistage.

Les innovations que ces membres ont mises à profit ont été cruciales pour la stratégie d'endiguement adoptée par le Bahreïn. Des bénévoles de la plateforme téléphonique nationale aux responsables et médecins du centre névralgique du groupe de travail, la jeunesse infatigable du pays prouve son efficacité dans les circonstances les plus difficiles. Je suis convaincu qu'elle sera aux avant-postes du combat pour la reprise et la prospérité. **FD**

HAMAD ALMAHMEED est sous-secrétaire chargé de la recherche et des politiques publiques au bureau du premier vice-Premier ministre et dirige actuellement la cellule de crise créée pour lutter contre la COVID-19 au Bahreïn.

Pour une Amérique plus égalitaire

Une économiste progressiste de premier plan propose des mesures pour transformer l'économie américaine en ce moment critique

Heather Boushey



PHOTO: MARK SILVA

LA PANDÉMIE DE COVID-19 braque un implacable projecteur sur les multiples inégalités aux États-Unis, démontrant qu'elles sont endémiques et exposent la nation à de nouveaux chocs systémiques. Pour enrayer la propagation du virus et sortir d'une récession dévastatrice, il faut s'attaquer à ces inégalités fondamentales. À défaut, non seulement c'est une reprise économique lente qui nous attend à coup sûr, mais les risques augmentent que le prochain choc — sanitaire ou autre — prive de travail des millions d'individus et soumette leur famille à la peur, à la faim et à des cicatrices économiques durables.

Après la Grande Récession, qui avait débuté en décembre 2007, l'économie américaine a connu pendant dix ans une reprise qui s'est prolongée jusqu'à la pandémie. Mais cette reprise n'a pas eu les mêmes effets pour tous les Américains. Alors que les 1 % les plus riches ont conservé un patrimoine

intact, regagnant ce qu'ils avaient perdu dès 2012, en mars 2020, les familles américaines de la classe ouvrière et celles de la classe moyenne venaient à peine de reconstituer la richesse qu'elles avaient perdue, et de nombreuses familles, en particulier les familles de couleur, ne s'en sont jamais remises. Même au cœur d'une reprise vigoureuse, les États-Unis étaient accablés par de formidables inégalités économiques et raciales.

Aujourd'hui, les fortes disparités entre les travailleurs américains et leurs familles expliquent que la reprise en cours n'est ni en U ni en V, mais qu'elle ressemble plutôt à un Y couché, avec ceux qui bénéficient d'un redressement du marché boursier ou qui ont un travail se situant sur la branche du Y qui pointe vers le haut, épargnée par la récession, tandis que ceux de la branche du bas doivent sans doute s'attendre à des années de difficultés. Et de saisissantes différences de race et de classe séparent les branches supérieure et inférieure de cet Y couché. Cette récession offre l'opportunité aux dirigeants de s'attaquer à ces inégalités par une réorientation transformatrice des politiques économiques, pour une économie plus saine et plus résiliente qui génère une croissance et une prospérité fortes, stables et largement partagées.

De multiples disparités

Les travailleurs et leurs familles qui se trouvent du mauvais côté des multiples disparités économiques des États-Unis y sont pour plusieurs raisons — entre autres, une confiance obstinée des dirigeants dans la capacité des marchés à faire le travail de l'État, ainsi que le racisme et le sexisme, parfois inscrits dans la loi, qui les rendent aveugles à l'injustice et au bon sens économique.

Cet article recense les causes précises des inégalités économiques aux États-Unis et explique ensuite comment les résorber.

Marchés. À partir des années 80, les économistes conservateurs ont défendu l'idée que des marchés libres de toutes entraves étaient le seul moyen d'assurer une

croissance et un bien-être durables. Depuis, à quelques exceptions près, cette idéologie domine les politiques économiques des États-Unis, mais elle n'a pas tenu ses promesses. En outre, les règles soi-disant neutres et justes qui régissent les marchés ont en fait transféré le risque économique des grandes entreprises et des riches aux familles à revenu faible et intermédiaire. Cela n'a jamais été plus évident qu'aujourd'hui, où ceux que le coronavirus a privés d'emploi ou qu'il a contraints à occuper des emplois qui les exposent au risque de contracter et de propager la maladie sont majoritairement des travailleurs à faible revenu.

Baisses d'impôts, investissement public en berne. La baisse d'impôts décidée en 2017 par le président Donald Trump, qui a surtout bénéficié aux plus aisés, n'est que la manifestation la plus récente d'une philosophie de baisse des impôts qui gouverne la politique budgétaire américaine depuis des dizaines d'années. Ces mesures ont privé la nation de ressources qui pourraient servir à financer des fonctions étatiques élémentaires et des investissements publics essentiels. Résultat, l'investissement public en pourcentage du PIB — la valeur des biens et services produits aux États-Unis en une année — est à son plus bas niveau depuis 1947.

Érosion du pouvoir des travailleurs. La capacité des travailleurs américains à négocier des salaires et avantages plus élevés ainsi que des conditions de travail améliorées et plus sûres a été sapée par des années de décisions judiciaires et administratives anti-syndicats. Et, dans 27 États, les lois sur le droit au travail compliquent la création de syndicats. Les employeurs ayant pris le dessus, les salaires ont stagné, et la sécurité des travailleurs a souffert, surtout pendant la pandémie.

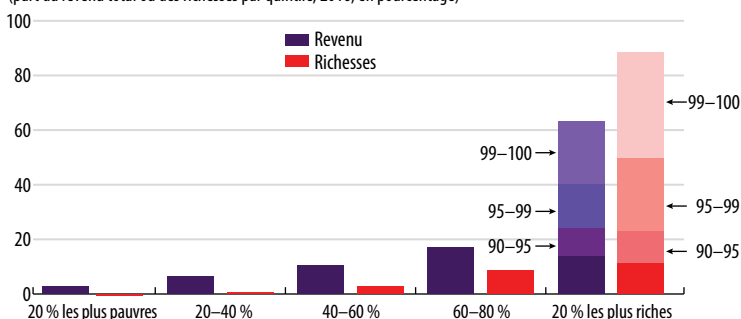
Concentration économique. La politique américaine de la concurrence et son application ont permis une concentration croissante des secteurs d'activité sur tout le territoire, donnant aux grandes entreprises la puissance de marché requise pour fixer les prix, éliminer les concurrents, contenir les salaires et entraver l'innovation. De plus, des données montrent que cela décourage l'investissement des entreprises. Certaines s'épanouissent au cœur de la pandémie — ou plutôt grâce à elle — tandis que les petites entreprises peinent à survivre.

Mesure de l'activité économique. Avant les années 80, où les inégalités économiques ont commencé à se creuser aux États-Unis, la croissance du PIB était un indicateur fiable du bien-être de la plupart des Américains. Mais, lorsque les inégalités économiques

Concentration des richesses

Aux États-Unis, les 5 % d'individus les plus fortunés se taillent la part du lion des revenus et des richesses.

(part du revenu total ou des richesses par quintile, 2016, en pourcentage)



Source : calculs de l'auteur à partir de l'enquête sur les finances des consommateurs du Conseil de la Réserve fédérale (2017).

Note : La part du revenu est calculée par rapport aux quintiles de la distribution du revenu, et la part des richesses par rapport aux quintiles de la distribution des richesses.

se sont approchées de leurs niveaux de 1920, les fruits de la croissance ont principalement bénéficié aux 10 % des revenus les plus hauts, tandis que, pour la grande majorité des individus, la croissance du revenu a été plus lente que celle du PIB — et nulle dans certains cas. C'est la raison pour laquelle le PIB reflète principalement la situation des plus aisés. Lorsqu'il se redressera dans les prochains mois, il enverra des signaux erronés aux dirigeants sur le redressement de la situation des Américains moyens.

Racisme et sexisme. Les conséquences sanitaires et économiques hétérogènes de la récession provoquée par le coronavirus confirment la réalité et l'historique du racisme et du sexisme aux États-Unis. Le revenu médian d'un ménage noir représente 59 % de celui d'un ménage blanc, et, pour les hommes et les femmes de toutes races, le salaire médian des femmes est de 81 cents lorsque celui des hommes est de 1 dollar. Les résultats de la ségrégation des emplois sont visibles, les travailleurs du secteur de la santé et des services étant sur la ligne de front de la pandémie. Bien qu'ils soient essentiels, certains de ces emplois — dans lesquels les femmes et les minorités sont surreprésentées — sont généralement ceux qui offrent le moins d'avantages sociaux comme les congés maladie ou une assurance maladie financée par l'employeur.

Ces problèmes résultent en grande partie de plusieurs décennies de politiques ratées, fondées davantage sur une idéologie que sur des données. Un discours

Pour transformer l'économie américaine, il faut que les dirigeants reconnaissent que les marchés sont incapables de faire le travail de l'État.

économique faussé qui idolâtre les marchés a conduit à l'affaiblissement des institutions publiques et à l'acceptabilité de moindres financements pour les institutions démocratiques de gouvernance, à une plus forte concentration économique, à une perte de pouvoir des travailleurs et à l'effet discriminatoire d'un droit du travail laxiste. Le rôle des choix politiques dans la structure de marché est manifeste et persistant.

Bâtir une économie forte et équitable

Pour transformer l'économie américaine, il faut que les dirigeants reconnaissent que les marchés sont incapables de faire le travail de l'État.

La première étape est d'éradiquer la COVID-19. Ce doit être la priorité, non seulement pour la santé publique, mais aussi pour l'économie américaine. Au-delà, pour encourager une reprise vigoureuse et durable qui génère une croissance largement partagée, il faut aussi que les États-Unis s'attaquent à leurs problèmes anciens : un système de santé coûteux qui laisse des millions d'individus sans soins suffisants, un système éducatif conçu non pour mettre un terme aux inégalités mais pour les préserver, un manque de stabilité économique élémentaire pour la plupart des familles, et les changements climatiques.

Des investissements publics de grande ampleur sont indispensables pour régler chacun de ces problèmes. S'il n'y a pas lieu aujourd'hui de s'inquiéter de leur financement, la nation devrait instaurer de fortes hausses d'impôts, touchant principalement ou en totalité les catégories aisées, afin de commencer à investir dans ces solutions à long terme. Le pays doit taxer l'énorme richesse concentrée au sommet qui est épargnée ou conservée à l'étranger au lieu d'être investie dans l'économie ou dans la résolution des problèmes sociétaux (voir graphique).

Les dirigeants doivent aussi s'attaquer à la concentration économique à l'origine d'un pouvoir de monopsonne (un ou quelques acheteurs ou employeurs) qui empêche les salaires de progresser et menace les petites entreprises, qui sont les forces vives de l'innovation et du dynamisme de l'économie. En premier lieu, il faut veiller à ce que la récession et les programmes conçus pour aider les entreprises à survivre n'accentuent pas cette tendance. Jusqu'ici,

les mesures fédérales de lutte contre le ralentissement économique ont beaucoup plus aidé les grandes entreprises que les petites.

Les dirigeants doivent aussi veiller à ce que les fonds publics fédéraux soient orientés vers des usages productifs qui aident les travailleurs et les clients, et non vers la rémunération de riches actionnaires. Il faut interdire aux entreprises qui reçoivent des aides de distribuer des dividendes et d'effectuer des rachats d'actions, et obliger les banques à suspendre les distributions de capital pendant la crise afin de soutenir le crédit à l'économie réelle.

Une mesure encore plus fondamentale de la lutte contre les concentrations excessives est une application plus stricte des règles de concurrence américaines, qui n'a jamais été aussi faible depuis des dizaines d'années. Le droit de la concurrence lui-même doit être également renforcé, en particulier en ce qui concerne les règles applicables aux fusions et aux pratiques d'éviction. Les législateurs doivent envisager la création d'une autorité de régulation numérique pour faire respecter les lois sur la vie privée et accroître la concurrence sur les marchés numériques.

Le pays doit aussi mieux comprendre qui profite, ou ne profite pas, des politiques de relance et quelles autres mesures sont nécessaires. Le PIB global n'étant pas apte à mesurer le progrès ou l'absence de progrès pour tous les groupes, le revenu doit être désagrégé à tous les niveaux — ce qui permettrait aux États-Unis d'avancer vers une meilleure compréhension des autres mesures requises pour que la reprise profite à un plus grand nombre d'individus.

Les inégalités économiques aux États-Unis sont étroitement liées aux inégalités raciales. Le message évident du mouvement Black Lives Matter est que les Américains de couleur n'ont jamais pu faire confiance au gouvernement pour agir en leur nom. Le gouvernement doit travailler pour faire en sorte que les Afro-Américains, les Latino-Américains et les Amérindiens à faible revenu puissent à la fois développer et déployer leurs talents et leurs compétences au sein de l'économie.

Imposer la fortune, qui est entre les mains d'une majorité d'Américains blancs, est une solution. Mais, pour que cet impôt puisse apporter une solution

satisfaisante aux injustices raciales, son produit doit bénéficier à la majorité des non-riches. Il doit être affecté aux investissements les plus urgents, comme les tests et le traitement de la COVID-19 dans les communautés de couleur, aux politiques qui soutiennent expressément et de manière progressive les travailleurs à faible revenu et le personnel soignant, et au dialogue avec les petites entreprises appartenant aux minorités. À défaut, les inégalités endémiques seront encore plus tenaces.

Une raison importante de l'écart de revenu entre les sexes est l'absence de politique nationale en matière de congé parental et de congé maladie et l'absence de programme national visant à garantir l'accès des familles à des services de garde d'enfant et d'éducation préscolaire abordables et de qualité. Les familles avec enfants qui n'ont pas accès aux congés et aux services de garde d'enfants — ou qui n'en ont pas les moyens — n'ont guère de choix si ce n'est mettre les carrières en attente. Cela arrive aux femmes bien plus souvent qu'aux hommes. Une législation a été présentée au Congrès pour atteindre ces deux objectifs, et ces mesures devront être sérieusement examinées par le prochain Congrès.

Des raisons d'espérer

Il y a des raisons de penser que les États-Unis peuvent adopter des politiques pour transformer leur économie et leur société. Jusque récemment, certaines des conversations entre les dirigeants et autour des dîners — inspirés par la COVID-19, la profonde récession, le mouvement Black Lives Matter et la récente élection présidentielle — auraient été reléguées aux franges du débat public. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Il est vrai que le système politique américain souffre d'un profond esprit de parti et d'un système constitutionnel et électoral qui rend bien plus facile de bloquer les politiques transformatrices que de les voter. Mais je suis optimiste, et je pense encore que le pays pourrait être à un point d'inflexion, l'avantage allant à ceux qui conçoivent et défendent des politiques progressistes pour réduire les inégalités et bâtir une économie qui produit une croissance vigoureuse, stable et largement partagée. **FD**

HEATHER BOUSHEY, présidente et directrice générale du Washington Center for Equitable Growth, est l'auteure de *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*. Suivez-la sur Twitter : @HBoushey.

ELIBRARY.IMF.ORG

Que lisent les usagers de la eLibrary ?





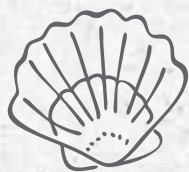
VOUS NOUS MANQUEZ !



Les pays tributaires du tourisme
sont parmi les plus touchés
par la pandémie

Adam Behsudi





Avant la COVID-19, les voyages et le tourisme étaient parmi les secteurs les plus florissants de l'économie mondiale : 10 % du PIB mondial et plus de 320 millions d'emplois sur la planète.

En 1950, au début de l'avion à réaction, à peine 25 millions d'individus voyageaient à l'étranger. En 2019, ils étaient 1,5 milliard et, dans nombre de pays, le secteur des voyages et du tourisme avait atteint des proportions presque trop importantes pour faire faillite.

La pandémie mondiale, première d'une telle ampleur en cette nouvelle ère d'interdépendance, a mis 100 millions d'emplois en péril, beaucoup d'entre eux dans de micro, petites et moyennes entreprises employant une proportion élevée de femmes, qui représentent 54 % de la main-d'œuvre dans le tourisme, selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT).

Les pays tributaires du tourisme ressentiront probablement les effets néfastes de cette crise beaucoup plus longtemps que les autres. Les services fondés sur le contact humain, vitaux pour le secteur du tourisme et du voyage, sont exagérément touchés par cette pandémie et continueront de souffrir jusqu'à ce que les gens se sentent en sécurité pour voyager de nouveau en très grand nombre.

« Il n'y a pas moyen de nous extirper de ce gouffre au fond duquel nous sommes », a déclaré Irwin LaRocque, secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) lors d'une manifestation virtuelle en septembre.

Des plages de sable blanc des Caraïbes, des Seychelles, de Maurice et du Pacifique aux ruelles de Bangkok et aux gigantesques parcs nationaux d'Afrique, les pays s'évertuent à trouver les moyens de faire revenir les touristes tout en évitant de nouvelles flambées épidémiques. Parmi les solutions : séduire les super riches qui peuvent se mettre en quarantaine sur leurs yachts, ou inviter les visiteurs à rester longtemps, jusqu'à un an, pour travailler virtuellement tout en admirant les paysages tropicaux.

Les recettes du tourisme dans le monde ne devraient pas retrouver leurs niveaux de 2019 avant 2023. Au premier

semestre de cette année, les arrivées de touristes ont chuté de plus de 65 % dans le monde et sont quasiment nulles depuis avril, alors qu'elles avaient baissé de 8 % durant la crise financière mondiale et de 17 % en pleine épidémie de SRAS en 2003, selon une étude en cours du FMI sur le tourisme dans un monde post-pandémie.

Selon les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* du mois d'octobre, l'économie mondiale devrait se contracter de 4,4 % en 2020. Le choc sera bien pire dans les pays tributaires du tourisme : ceux d'Afrique verront leur PIB réel chuter de 12 %, et ceux de la région des Caraïbes connaîtront aussi une baisse du même ordre. Les nations insulaires du Pacifique, telles que les Fidji, pourraient enregistrer un effondrement colossal de 21 % du PIB en 2020.

L'impact économique ne se limite pas aux pays les plus dépendants du tourisme. Aux États-Unis, Hawaï a vu un emploi sur six disparaître au mois d'août. En Floride, où le tourisme représente jusqu'à 15 % des recettes de l'État, il faudra jusqu'à trois ans pour que le secteur se redresse, selon les autorités.

Dans les pays du G-20, les secteurs de l'hôtellerie et du voyage représentent 10 % des emplois et 9,5 % du PIB en moyenne, avec des proportions pouvant aller jusqu'à 14 % du PIB, voire plus, en Espagne, en Italie et au Mexique. Une déstabilisation de l'activité durant six mois pourrait directement provoquer une régression du PIB de 2,5 à 3,5 % dans l'ensemble des pays du G-20, selon un récent document du FMI.

Gérer le déficit de recettes

À la Barbade et aux Seychelles, comme dans nombre d'autres pays tributaires du tourisme, la pandémie a pratiquement réduit ce secteur au point mort. Après avoir réussi à endiguer la transmission locale du virus, les autorités ont rouvert leurs nations insulaires aux touristes internationaux en juillet. Cependant, les arrivées en août ont été inférieures de 90 % à celles des années précédentes, privant l'État d'un apport vital de recettes.



travailleurs informels, qui sont particulièrement nombreux dans le secteur du tourisme et très vulnérables.

Selon une analyse de l'industrie touristique réalisée par le cabinet McKinsey & Company, il conviendra d'expérimenter de nouveaux mécanismes de financement pour que la demande touristique retrouve sur plusieurs années ses niveaux de 2019.

Ce cabinet de consultants a analysé les plans de relance de 24 pays, représentant au total 100 milliards de dollars d'aide directe au secteur touristique et 300 milliards de dollars d'aide à divers autres secteurs étroitement liés au tourisme. Les mesures de relance les plus directes ont pris la forme de dons, d'allègement de dette et d'aide aux petites et moyennes entreprises et compagnies aériennes. Le cabinet recommande de nouvelles méthodes pour venir en aide à ce secteur, notamment des mécanismes de partage des recettes entre les hôtels qui se font concurrence pour un même segment de marché, tel qu'un tronçon de front de mer, par exemple, et des fonds de placement soutenus par l'État pour les entreprises touristiques.

Le défi du développement

La crise a démontré l'importance du tourisme comme voie de développement pour nombre de pays afin de réduire la pauvreté et d'améliorer leurs économies. En Afrique subsaharienne, le développement du tourisme a été un facteur décisif pour combler l'écart entre pays riches et pays pauvres : les pays tributaires du tourisme ont enregistré une croissance moyenne du PIB réel par habitant de 2,4 % entre 1990 et 2019, considérablement plus rapide que celle des pays non dépendants du tourisme dans la région, selon les services du FMI.

Les pays plus petits et tributaires du tourisme sont, à bien des égards, pris au piège de leur destin économique. Dans les petites nations insulaires, il y a peu d'autres secteurs, voire aucun, vers lesquels réorienter la main-d'œuvre et les capitaux.

Les Seychelles, par exemple, ont bénéficié de l'augmentation des exportations de thon au cours de la crise de la COVID-19, qui a dans une certaine mesure compensé la perte de recettes touristiques, mais ce revenu supplémentaire reste minime par rapport aux revenus du tourisme. Les autorités mettent également en œuvre un plan de versement des salaires aux employés du secteur touristique qui ont perdu leur emploi, tout en leur offrant des possibilités de recyclage.

Les autorités de la Barbade tentent pour leur part de maintenir les dépenses sociales et de redéfinir les priorités des dépenses d'investissement pour créer des emplois, au moins temporairement, dans les secteurs non touristiques tels que l'agriculture et le développement des infrastructures.

L'Association de l'hôtellerie et du tourisme des Caraïbes a prévu que jusqu'à 60 % des 30 000 nouvelles chambres

La Barbade a abordé la crise avec de bons fondamentaux économiques, grâce à un programme de réformes économiques appuyé par le FMI, qui a contribué à stabiliser la dette, constituer des réserves et consolider sa position budgétaire juste avant que la crise ne frappe. Le FMI a accordé une augmentation de l'accès au titre du mécanisme élargi de crédit d'environ 90 millions de dollars, ou 2 % du PIB, pour aider à financer le déficit budgétaire apparu à la suite de la chute vertigineuse des recettes issues des activités touristiques et de la hausse des dépenses liées à la COVID-19.

« Plus cela dure, plus il est difficile de tenir », explique Kevin Greenidge, conseiller technique principal auprès de la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley. « Ce que nous voulons éviter, c'est de prendre des mesures qui risquent de mettre en péril les progrès que nous avons accomplis en termes de fondamentaux. »

À l'autre bout du monde, les Seychelles, qui sont entrées dans la crise avec une position de force similaire, auront pourtant du mal à renouer avec la viabilité budgétaire à moyen terme sans un appui de taille. Juste avant la crise, les autorités avaient reconstitué les réserves de change et consolidé les positions budgétaires. Malgré cela, cette nation insulaire de l'océan Indien a été frappée de plein fouet par la pandémie en cours, avec une chute des recettes touristiques et une hausse des dépenses liées à la COVID-19.

« Il est trop tôt pour dire si la crise constituera un choc permanent et quel sera son impact sur le secteur touristique à l'avenir, déclare Borianna Yontcheva, chef de mission du FMI aux Seychelles. Compte tenu des grandes incertitudes sur la reprise de ce secteur, il faudra des politiques structurelles innovantes pour s'adapter à la nouvelle normalité. »

Partout dans le monde, les pays tributaires du tourisme s'efforcent de financer de vastes trains de mesures pour atténuer l'impact de la chute vertigineuse des recettes touristiques sur les ménages et les entreprises : transferts monétaires, dons, allègements fiscaux, subventions salariales et garanties de prêts. Les banques ont également accordé des dispenses de remboursement de prêts dans certains cas. Un certain nombre de pays ont axé leur soutien sur les



d'hôtel qui étaient en phase de planification ou de construction dans l'ensemble de la région des Caraïbes ne seront pas terminées en raison de la crise.

Pourtant, cette crise est considérée comme une occasion d'améliorer le secteur à moyen et à long terme en développant la numérisation et en améliorant la viabilité environnementale. L'OMT a encouragé le soutien à la formation des travailleurs pour développer les compétences numériques afin de tirer parti des métadonnées, de l'analyse des données et de l'intelligence artificielle. La reprise devra être mise à profit pour améliorer l'efficacité avec laquelle le secteur du tourisme utilise l'énergie et l'eau, gère les déchets et assure la viabilité de son approvisionnement alimentaire.

« Dans un secteur qui emploie une personne sur dix dans le monde, la maîtrise de l'innovation et de la numérisation, l'adoption des valeurs locales et la création d'emplois décents pour tous, en particulier pour les jeunes, les femmes et les groupes les plus vulnérables de nos sociétés, pourraient être à l'avant-garde de la reprise du tourisme », déclare le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili.

S'adapter à la nouvelle normalité

À mesure que l'impact immédiat des mesures de confinement et d'isolement s'est atténué au cours du deuxième semestre de 2020, les pays ont commencé à rechercher un équilibre.

La Thaïlande, les Seychelles et d'autres pays ont approuvé des programmes permettant d'accueillir des touristes en provenance de pays « à moindre risque » moyennant des obligations spéciales de mise en quarantaine. Les Fidji ont créé des « voies bleues » pour permettre aux visiteurs par la mer de rester en quarantaine sur leurs yachts avant de libérer « l'immense potentiel économique qu'ils recèlent à bord », a déclaré le Premier ministre Frank Bainimarama sur Twitter. Sainte-Lucie exige un dépistage négatif à la COVID-19 au maximum sept jours avant l'arrivée. L'Australie a mis en place une « bulle de voyage » pour dispenser les visiteurs en provenance de Nouvelle-Zélande des obligations de quarantaine. Les pays de la CARICOM ont également créé une « bulle régionale » qui dispense les voyageurs en provenance des pays de cette bulle de se soumettre au dépistage et à la quarantaine.

Dans cette nouvelle ère du travail à distance, les pays et territoires tels que la Barbade, l'Estonie, la Géorgie, Antigua-et-Barbuda, Aruba et les îles Caïmans proposent de nouveaux permis de séjour de longue durée, jusqu'à douze mois dans certains cas, pour inciter les voyageurs étrangers à apporter leurs bureaux virtuels, tout en dépensant leur argent dans l'économie locale.

Le Japon, dont les arrivées internationales ont triplé entre 2013 et 2018, a commencé à rouvrir ses frontières aux voyageurs en provenance de certains pays à la fin du mois d'octobre. Pour permettre un rebond du tourisme

après la pandémie, un document de travail du FMI recommande aux autorités de poursuivre la tendance à l'assouplissement des exigences de visas, d'attirer les visiteurs moins vers les centres urbains et davantage vers les régions moins peuplées du pays et de compléter un retour du tourisme par une amélioration des ressources en main-d'œuvre et en infrastructure dans ce secteur.

Dans un rapport sur l'avenir du secteur, le Conseil mondial du voyage et du tourisme explique que la pandémie a réorienté l'intérêt des voyageurs vers les déplacements intérieurs, ou vers les destinations de nature ou de plein air. Les voyages vont en grande partie « redémarrer sous l'impulsion des voyageurs les moins réticents au risque et les plus audacieux, de ceux qui ont le goût de l'aventure et de la randonnée aux surfeurs et aux alpinistes », explique le rapport.

Les voyages d'agrément entraîneront la reprise du secteur du tourisme et du voyage. Les voyages d'affaires, source essentielle de revenus pour les hôtels et les compagnies aériennes, pourraient connaître un virage permanent ou reprendre uniquement par phases, en fonction de la proximité, des raisons du voyage et du secteur d'activité.

En fin de compte, la reprise du tourisme dépendra probablement d'une décision profondément personnelle de

Il est trop tôt pour dire si la crise constituera un choc permanent.

la part de nombre de personnes qui évalueront le risque de tomber malade par rapport à la nécessité de voyager. Le secteur privé, soutenu par un certain nombre de pays tributaires du tourisme, élabore des protocoles mondiaux pour divers secteurs du voyage, notamment un appel à un dépistage plus rapide dans les aéroports pour redonner confiance dans les voyages.

« Le fait est que les gens ne sont pas à l'aise à l'idée de voyager. Nous n'avons pas mis en place les protocoles nécessaires pour les mettre à l'aise », a déclaré Allen Chastanet, Premier ministre de Sainte-Lucie, lors d'une rencontre virtuelle en septembre. « Après le 11 septembre, l'Autorité américaine de sécurité des transports et d'autres organismes de sécurité du monde entier avaient fait un travail remarquable pour mettre au point des protocoles qui ont redonné au public confiance dans les voyages, et malheureusement, avec la pandémie actuelle, nous n'avons rien fait de la sorte. » **FD**

ADAM BEHSUDI est membre de la rédaction de *Finances & Développement*.



Définir le cadre D'UNE ÉCONOMIE DES DONNÉES

Le monde a besoin d'un nouveau système de gouvernance pour l'achat et la vente de données

Murat Sonmez



Des robots parcourent les services des hôpitaux et les entrepôts pour décontaminer les pièces à la lumière ultraviolette. Des dispositifs activés et connectés à la voix aident les personnes à mobilité réduite et atteintes de maladies chroniques. Les professionnels de santé recourent à l'intelligence artificielle pour accélérer le diagnostic et le traitement. Des drones livrent du sang à la demande, ramenant le temps de transport de plusieurs heures à quelques minutes et éliminant en même temps les déchets.

Ces technologies représentent collectivement la Quatrième Révolution industrielle (4RI) — la récente explosion de la puissance de calcul alliée à la connectivité qui a abouti à la fusion de nos mondes physique et numérique. La 4RI a modifié les modes d'interaction de la société avec les technologies et la manière dont elle les utilise. Elle avance à un rythme et une ampleur sans précédent — et sans aucune contrainte ni ligne directrice.

Déjà en plein essor lorsque la pandémie mondiale s'est déclarée, les technologies ont encore pris de la vitesse. Plus

de 80 % des dirigeants d'entreprises accélèrent leurs plans de numérisation des processus de travail et de déploiement des nouvelles technologies. En 2025, les employeurs répartiront le travail à parts égales entre humains et machines.

Pourtant, les défis sous-jacents à cette révolution demeurent inchangés. Comment exploiter le potentiel de ces technologies tout en atténuant les risques ? Comment s'assurer que toute la société en bénéficie et pas seulement les rares privilégiés ?

Exploiter la puissance économique des données

Les données sont la clé qui permettra de libérer le potentiel de la 4RI. Elles alimentent l'intelligence artificielle, la médecine de précision, la robotique et l'internet des objets. L'usage que nous en faisons et la manière dont nous les sauvegardons feront la réussite, ou l'échec, de cette révolution. Mais pour aller plus loin, il faut trouver la réponse à quelques questions fondamentales : À qui appartiennent les données ? Que peut-on faire avec elles ? Qui en retire les avantages économiques ?

Nous avons déjà vu la valeur économique des données à travers la valorisation des sociétés technologiques, qui éclipse la taille de la plupart des économies du monde. Et si nous pouvions trouver un mécanisme équitable et transparent pour libérer la valeur économique des données pour les particuliers et les organisations tout en protégeant la vie privée des propriétaires des données ? Nous pourrions non seulement exploiter toute leur puissance pour résoudre les défis critiques qui se posent dans le domaine de la santé, de l'agriculture, des transports et de l'environnement, mais nous pourrions aussi créer une source de revenus pour leurs propriétaires.

Il convient d'adopter des politiques publiques prospectives et propices, et non des politiques rétrogrades et punitives. Pour avancer, nous avons besoin d'un nouveau système d'exploitation des données pour la gouvernance de la 4RI.

Premièrement, nous devons réinventer les mécanismes de notification et de consentement qui permettent aux propriétaires des données de stipuler à quelles fins celles-ci peuvent être utilisées, pendant combien de temps et si ceux-ci doivent être rémunérés. Ces règles peuvent être associées à des corpus de données (comme la gestion des droits numériques des médias) pour empêcher toute utilisation non autorisée.

Deuxièmement, nous avons besoin d'un mécanisme de certification pour les applications qui utilisent plusieurs corpus de données. Les algorithmes d'exploration des données doivent être fiables. On peut imaginer ce mécanisme comme un « app store » de la 4RI, géré par un organisme de confiance qui homologue les propriétaires de ces applications et certifie qu'ils respectent les nouveaux protocoles de consentement et les nouvelles restrictions.

Troisièmement, nous avons besoin d'un mécanisme transparent de valorisation des données. Les données en elles-mêmes n'ont pas de valeur économique ; elles sont comparables à un produit de base comme le sucre, le coton ou le café,

dont le prix est fonction de l'offre et de la demande. Nous pourrions déclarer que les données sont un actif qui peut être négocié par un mécanisme de bourse de commerce et dont les forces du marché détermineraient le prix pour chaque usage en fonction de la demande. Mais, contrairement aux produits de base, les données ne sont pas un actif à usage unique ; elles peuvent être réutilisées à l'infini pour tout un ensemble d'applications.

Enfin, nous avons besoin d'un mécanisme international de circulation des données et de paiement numérique. Les pays pourraient établir des traités bilatéraux par lesquels ils acceptent de partager les données pour les fins de leur choix et mettent en commun leurs données par un mécanisme souple mais sûr. Les paiements internationaux peuvent être facilités par des moyens numériques afin de garantir un paiement rapide aux propriétaires. Ces propriétaires paient des impôts lorsqu'ils perçoivent le revenu et les utilisateurs des données paient des impôts au moment de la consommation dans leur pays, ce qui produit un système d'imposition transparent et équitable et offre une nouvelle source de revenus aux États.

Cette approche à quatre volets pourrait non seulement générer un flux de revenus continu pour les particuliers, mais elle permettrait aussi aux entreprises qui détiennent de vastes quantités de données d'utiliser des mécanismes transparents d'évaluation à la valeur de marché et d'introduire un actif au bilan qui bénéficie à toutes les parties prenantes.

Ce système nous permettrait d'analyser par rétro-ingénierie les pannes et les pépins avant qu'ils se produisent. Il nous alerterait sur les risques qui se dessinent, déterminerait les mesures appropriées et nous aiderait ainsi à prévenir un avenir non désiré. Bien conçu, le nouveau système d'exploitation pourrait stimuler la croissance économique et s'attaquer aux défis futurs tout en réduisant les répercussions dommageables pour la société.

Ce scénario n'est pas un rêve lointain. En effet, trois études de cas de technologies de la 4RI œuvrent à la résolution de certains des défis les plus importants du monde : soigner les maladies rares, assurer une alimentation suffisante à toute la planète et restaurer la confiance quand elle n'est plus là. Mais, comme nous l'avons souligné plus haut, il manque quelques pièces cruciales lorsqu'il s'agit d'accélérer et de déployer les avantages de ces technologies à l'échelle mondiale.

Soigner les maladies rares

Un exemple convaincant des avantages du nouveau système d'exploitation des données est celui des maladies rares, qui affectent 400 millions de personnes dans le monde, plus que le cancer et le SIDA réunis. On dénombre à ce jour 7 000 maladies rares, dont les symptômes sont souvent généraux, ce qui fait que le diagnostic est long et difficile, mais aussi que l'on manque de données disponibles pour le traitement puisqu'il y a peu de personnes qui souffrent de la même maladie dans un pays donné. Les approches nationales de la recherche sur les maladies rares échouent en

raison du manque d'accès à un corpus de données international plus large. En fait, les traitements en cours dans un pays peuvent être inconnus des patients dans un autre pays.

Un système plus intégré, conçu pour recueillir et partager les données à l'échelle mondiale, permettrait aux pays et aux hôpitaux de diagnostiquer et de commencer à traiter plus rapidement les maladies rares. Des données plus nombreuses peuvent produire de meilleurs résultats.

Selon les estimations, quelque 15,2 millions de personnes feront des tests cliniques génomiques pour une maladie rare dans les cinq prochaines années. Nous avons donc besoin de toute urgence d'évaluer les avantages potentiels d'un système qui serait capable de partager les données sans atteinte à la vie privée. Une solution serait un système de bases de données fédérées, qui permettrait d'interconnecter des bases de données autonomes sans les fusionner. Les utilisateurs d'une base de données fédérée auraient accès aux informations volontairement partagées via une interface uniforme, mais chaque corpus de données resterait soumis aux règles locales de contrôle et de sécurité.

Des politiques insuffisantes en matière de données génomiques exposent les communautés au risque que des individus ou des entreprises extraient les informations génétiques et biologiques et les exploitent à leur profit, et non pour le bien de tous. À cela s'ajoute le risque moins grave que des personnes gèrent mal ces données sensibles en l'absence de politiques et de règles de protection. Ces risques peuvent être réduits par des politiques, des règlements et des normes déontologiques qui soutiennent les scientifiques et les autres chercheurs, mais protègent contre les abus. Un système de bases de données fédérées satisfait aux quatre critères du système d'exploitation de données et peut accélérer les avantages en toute sécurité et pour l'ensemble de la société.

Nourrir la planète

Les articles de presse soulignent souvent les dangers de l'intelligence artificielle et le problème de l'inclusion. Il est vrai que des discussions doivent être menées sur l'usage éthique de la reconnaissance faciale, la manière dont les entreprises peuvent garantir que les algorithmes ne perpétuent pas les préjugés et les moyens de sécuriser les voitures à conduite autonome pour les conducteurs et pour les piétons. Mais un phénomène moins remarqué est la révolution silencieuse aujourd'hui à l'œuvre afin de développer l'intelligence artificielle pour combattre la faim dans le monde et le rôle que jouent les données pour nous empêcher de dériver dans une crise alimentaire mondiale.

Le défi alimentaire qui nous attend est presque écrasant. Les pratiques agricoles non durables actuelles pourraient conduire à la dégradation de 95 % des terres du monde d'ici 2050. Quelque deux milliards de personnes n'ont pas accès à une nourriture nutritive, sans danger et adéquate. Pour relever ces défis, une transformation radicale des systèmes alimentaires s'impose. Et les technologies de la 4RI peuvent être utiles.

Il faut trouver la réponse à quelques questions fondamentales : À qui appartiennent les données ? Que peut-on faire avec elles ? Qui en retire les avantages économiques ?

De jeunes entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle agricole entraînent des algorithmes sur de vastes corpus de données nouvelles afin d'améliorer les performances des exploitations. La société Prospera, par exemple, qui est basée à Tel Aviv, recueille chaque jour 50 millions de points de données dans 4 700 champs. Elle utilise ensuite l'intelligence artificielle pour détecter les parasites et les maladies et découvrir de nouvelles opportunités pour améliorer les rendements, réduire la pollution et éliminer les déchets.

D'autres entreprises développent des outils d'intelligence artificielle pour accélérer la transition vers la viande végétale. La société chilienne NotCo et la société brésilienne Fazenda Futuro ont toutes deux développé des outils d'intelligence artificielle qui analysent de grandes quantités de données sur les plantes afin de déterminer les meilleures approches pour reproduire le goût et la texture de la viande. Firmenich a pour sa part introduit le premier arôme du monde entièrement conçu par l'intelligence artificielle. Sachant que la production de viande représente près de 50 % des émissions mondiales du secteur agricole, l'adoption croissante de la viande végétale devrait aussi apporter de considérables bénéfices environnementaux.

Ces études de cas montrent que, partout dans le monde, des entreprises capitalisent sur les avantages des technologies de la 4RI ; pourtant, dans de nombreuses parties du monde, les données sont prisonnières des frontières. Notre défi alimentaire est mondial, et pour avoir une nourriture suffisante pour nourrir la planète, il nous faut libérer le plein potentiel de l'intelligence artificielle. Cela implique de partager les données à l'international et de supprimer les silos.

Une architecture découplée comme un système d'exploitation de données pourrait aider les pays et les entreprises à partager le développement de leurs solutions alimentaires et pourrait peut-être les rémunérer pour le partage des données. Si nous pouvons définir la propriété des données (y compris le droit d'utiliser les données et d'en recueillir les bénéfices), nous pourrions donner une ampleur mondiale aux projets.

Bâtir la confiance

La confiance est à la base de l'avancée des technologies de la 4RI, qu'il s'agisse de diagnostiquer des maladies rares ou d'améliorer les rendements agricoles. Sans confiance dans les données que nous partageons, le système pourrait s'effondrer. Si nous partageons des données entre pays et entre secteurs d'activité, comment nous assurer que les informations sont authentiques ?

Une réponse évidente est la technologie « blockchain » ou du registre distribué. Il s'agit d'un système de comptabilité

numérique inviolable dans lequel des « blocs » de transactions datées sont enregistrés et distribués dans une base de données accessible. L'architecture de sécurité point à point de la blockchain, sa transparence et ses caractéristiques en rapide évolution (comme les contrats intelligents et les jetons) en font une plateforme idéale pour construire un système de règles précises et fiables.

Ce système est déjà utilisé dans le monde entier par des entreprises et des pays qui s'efforcent de bâtir la confiance dans des domaines où cela a posé des problèmes par le passé. Les avantages sont visibles chez StaTwig, une société indienne qui a piloté l'utilisation de registres de blockchain pour suivre la vaccination des enfants. Le brasseur multinational Anheuser-Busch InBev s'est servi de cette technologie en Zambie pour faciliter la tarification transparente des récoltes achetées localement, comme le manioc, pour lequel les agriculteurs étaient historiquement sous-payés. La Colombie étudie comment cette technologie pourrait aider à éradiquer la corruption en améliorant le contrôle des marchés publics.

La technologie blockchain en est encore à ses débuts, mais elle se révèle être une voie d'avenir pour instaurer la confiance là où on en a le plus besoin. Si nous pouvons montrer que les données que nous utilisons sont fiables et exactes, nous pourrions développer leurs usages et en tirer parti.

Des bénéfices pour les êtres humains et pour la planète

Pour l'heure, les technologies de la 4RI évoluent sans aucune ligne directrice. Or le développement et l'application de ces technologies doivent profiter aux êtres humains et à la planète. Tirer parti de cette révolution demande une coopération entre toutes les parties prenantes : représentants de l'État, chefs d'entreprise, membres de la société civile et organisations internationales.

En agissant aujourd'hui, les chefs de gouvernement peuvent préserver la compétitivité de leur économie et accroître le bien-être de leurs concitoyens. Les politiques technologiques tournées vers l'avenir qui incorporent le cadre du nouveau système d'exploitation de données aideront à bâtir la confiance et à accélérer le bon progrès. Une reprise durable garantira aux individus une vie libre et prospère avec un accès équitable aux riches opportunités d'un marché mondialisé. **FD**

MURAT SONMEZ est directeur du Centre for the Fourth Industrial Revolution Network et directeur général du Forum économique mondial.

RESTAURER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

L'érosion systématique du pouvoir des travailleurs face à leurs employeurs a comprimé les salaires aux États-Unis

Lawrence Mishel



Les politiciens des deux partis politiques américains admettent aujourd'hui que la stagnation des salaires est une réalité et ont adopté des discours affirmant que « le système est truqué ».

Les uns se focalisent sur le nombre d'immigrants et sur le commerce avec la Chine, qu'ils considèrent déloyal, les autres sur les monopoles qui facturent plus cher et engrangent des profits considérables, mais personne n'est d'accord sur ce ou celui qui a truqué le système.

En fait, comme le montre mon nouvel article co-écrit avec mes collègues Josh Bivens et Heidi Shierholz, « Explaining Wage Suppression », les salaires sont restés bas aux États-Unis parce que les travailleurs ont été systématiquement privés de pouvoir par les pratiques des grandes entreprises et les politiques économiques qui ont été adoptées — ou les réformes qui ont été bloquées — sur ordre du monde des affaires et des riches. Ce manque de pouvoir des travailleurs est à l'origine d'une compression des salaires, d'un creusement des inégalités salariales et d'une aggravation des disparités raciales. Les mécanismes à l'origine de ce transfert du pouvoir sont un chômage excessif, la mondialisation, l'érosion des normes du travail et leur application insuffisante, l'affaiblissement des négociations collectives et des modifications de la structure des entreprises qui sont défavorables aux travailleurs. Pour rétablir des schémas de croissance qui bénéficient à la grande majorité, il faut de nouvelles politiques économiques visant à restaurer le pouvoir des travailleurs.

Au cours des 40 dernières années, les revenus des 1 % et 0,1 % d'individus les plus riches ont respectivement augmenté de 158 % et 341 %. Alors que la productivité globale de l'économie s'est accrue de presque 70 %, la rémunération horaire du travailleur type a progressé de moins de 12 %. Et, depuis 2000, une érosion régulière de la part du travail dans le revenu est à l'œuvre.

Cette évolution des salaires et ces résultats économiques peuvent être expliqués par l'effet cumulatif des décisions politiques et des pratiques des entreprises exposées ci-après, qui ont systématiquement sapé le pouvoir de négociation de la majorité des travailleurs.

Politique d'austérité

Les politiques monétaires, budgétaires et commerciales ont engendré un chômage excessif, défini comme le chômage au-dessus du plein emploi. Depuis 1979, les dirigeants du Conseil de la Réserve fédérale se préoccupent trop des risques d'inflation et n'ont pas compris les avantages du plein emploi. Cette approche a créé un chômage excessif, dont les victimes ont été majoritairement les travailleurs à bas et moyen salaires, principalement les travailleurs noirs.

Si nous avions maintenu le plein emploi de 5 % entre 1979 et 2007, les salaires médians auraient été de 18 à 28 % plus élevés en 2007 (Bivens et Zipperer, 2018). Les effets corrosifs de la période prolongée de chômage élevé consécutive à la Grande Récession, causée par les politiques budgétaires d'austérité menées au niveau fédéral et par les États, ont encore aggravé les problèmes de salaire. Ce chômage excessif explique à lui seul l'augmentation de 9 points de pourcentage de l'écart de salaire entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs enregistrée depuis 1979.

Mondialisation aux conditions dictées par le capital

La mondialisation s'est poursuivie, profondément modelée par des décisions politiques qui ont délibérément maximisé ses effets de compression des salaires, les travailleurs noirs et latinos étant les plus touchés. Bivens (2013) constate que les flux commerciaux avec les nations à bas salaires réduisent probablement d'environ 5,6 % les salaires des travailleurs qui n'ont pas de diplôme sanctionnant quatre années d'études universitaires — soit une perte annualisée de près de 2 000 dollars. D'autres études confirment ce constat.

Il était inévitable qu'une mondialisation mue uniquement par le changement technologique et les changements politiques de nos partenaires commerciaux freine la croissance des salaires. Mais les échecs des politiques américaines ont fortement amplifié ces effets dommageables : échec à obtenir une rémunération raisonnable ou un renforcement national compensatoire du pouvoir de négociation de ceux qui se trouvaient du côté des perdants, échec à corriger les désalignements des monnaies causant d'importants déficits commerciaux et des pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière, et conclusion d'accords commerciaux qui sapent le pouvoir économique des travailleurs tout en protégeant les bénéfices des entreprises. Les employeurs basés aux États-Unis ont été ainsi encouragés à substituer des importations à la production précédemment assurée par les travailleurs américains.

Affaiblissement des syndicats

La négociation collective est l'institution clé pour la fixation des salaires moyens, si bien que l'érosion de la représentation syndicale a été le facteur majeur de la décélération de la croissance des salaires moyens des hommes (dont le taux de syndicalisation a beaucoup plus reculé que celui des femmes). Le fait que la négociation collective produit des résultats salariaux plus égaux et que son recul entraîne des inégalités a été solidement établi dans les travaux scientifiques du milieu des années 80. Fortin, Lemieux et Lloyd (2019) montrent que l'érosion des syndicats explique entre



29 et 37 % de l'inégalité salariale entre les hommes et 37 % de l'écart croissant entre les salaires élevés et les salaires moyens des hommes. Cela implique que l'érosion des syndicats a abaissé le salaire médian des hommes de 0,33 point de pourcentage chaque année. Ce recul des syndicats a eu un moindre impact sur l'inégalité salariale entre les femmes, expliquant approximativement entre 10 et 13 % du creusement global de l'écart entre les salaires et 13 % du creusement de l'écart entre les salaires supérieurs et les salaires moyens.

Le déclin de la syndicalisation dans le secteur privé (passée d'environ 23 % en 1979 à tout juste 7 % en 2019) peut principalement s'expliquer par l'évolution des pratiques des entreprises et par des décisions de justice qui sapent la capacité des travailleurs à se syndiquer et à négocier. Les sondages font apparaître une considérable demande non satisfaite de négociation collective : en 2017, près de la moitié des travailleurs non syndiqués souhaitent des négociations collectives, une sous-représentation équivalant à environ 58 millions de travailleurs.

Affaiblissement des normes du travail

Un abaissement pluridimensionnel des normes du travail et de leur application a contribué à la compression des salaires.

Le formidable échec à maintenir le salaire minimum à une valeur appropriée a réduit les revenus du tiers de travailleurs le moins bien rémunéré, touchant fortement les travailleurs noirs, hispaniques et les femmes. Le salaire minimum fédéral en 2019 était inférieur de 25 % à sa valeur la plus haute de 1968, alors que la productivité a doublé. L'érosion du salaire minimum est le principal facteur explicatif de l'évolution de l'écart entre les bas salaires et les salaires moyens.

Les protections en matière d'heures supplémentaires ont elles aussi été affaiblies. Alors qu'en 1975, le seuil en matière d'heures supplémentaires couvrait près de la moitié des salariés — les travailleurs salariés dont la rémunération horaire est inférieure à ce seuil ont automatiquement droit à la rémunération des heures supplémentaires au tarif majoré —, ils n'étaient plus que 10 % en 2014.

L'application réduite des normes du travail aggrave les problèmes de salaires parce qu'elle permet un vol des salaires à grande échelle : il y a vol des salaires lorsque les employeurs ne paient pas aux travailleurs les salaires auxquels ils ont droit, notamment en ne payant moins que le salaire minimum ou en ne payant pas les heures supplémentaires. Le vol des salaires a privé les travailleurs à bas salaire de plus de 50 milliards de dollars en 2016, une somme de très loin supérieure à la valeur des biens volés dans les cambriolages. Le vol des salaires pénalise particulièrement les travailleurs à bas salaire ou migrants

et représente environ 3 % du total des salaires des 60 % de salariés les moins bien payés. Il est impossible d'évaluer la progression de ce phénomène en 40 ans, mais les experts pensent qu'il est aujourd'hui endémique — à ce titre, on peut raisonnablement affirmer que le vol des salaires a ponctionné les salaires de 1,5 à 2 % supplémentaires par rapport à 1979.

La politique d'immigration crée des zones sans normes du travail dans le marché du travail. Environ 6 % de la population active, y compris les travailleurs sans papiers et invités, n'ont pas accès à la protection complète du droit du travail parce que les employeurs exercent leur puissance de marché. Cette croissance d'une main-d'œuvre immigrante exploitable sape les normes en matière de salaire et d'emploi et fait baisser les salaires. Notons que la question n'est pas celle des immigrants qui prendraient des emplois aux autres, mais celle de la faiblesse des normes du travail et des protections qui expose les immigrants à l'exploitation.

Les employeurs ont en outre imaginé des accords innovants que les travailleurs sont contraints de signer, qui limitent leurs perspectives professionnelles et leur capacité à poursuivre leur employeur en justice et auprès des administrations : ces accords compriment les salaires, car c'est leur raison d'être. Les accords de non-concurrence, par exemple, interdisent aux travailleurs d'une entreprise d'aller travailler dans une entreprise concurrente et restreignent aujourd'hui les perspectives de 28 à 46 % des travailleurs du secteur privé. Les dispositions imposant l'arbitrage obligent les travailleurs à soumettre leurs griefs relatifs à des discriminations, à des violations des lois sur les salaires et les horaires et à d'autres questions à un tribunal arbitral, dominé par les entreprises — fréquemment à titre individuel, et non dans le cadre d'une action collective —, plutôt qu'au tribunal. Ces accords couvraient 56 % des travailleurs non syndiqués du secteur privé en 2018.

Des millions de travailleurs sont délibérément qualifiés à tort de contractants indépendants alors qu'ils sont en réalité employés, ce qui les prive de la protection des assurances sociales, des protections sur le lieu de travail (lois antidiscrimination, négociation collective) et de prestations d'assurance maladie et de retraite. C'est le cas non seulement dans les grandes entreprises de covoiturage telles que Lyft et Uber, mais aussi dans le transport routier, la construction et l'entretien.

Structure des entreprises

Les changements intervenus dans la structure des entreprises ont fait bouger les lignes du pouvoir et les revenus, entre les entreprises et entre les employeurs et les employés.

La « fissuration » du marché du travail est le processus qui a le plus aidé les employeurs à façonner les résultats

du marché du travail à leur avantage — l'externalisation nationale dans laquelle les entreprises dominantes maintiennent un strict contrôle sur les prix et les résultats par des normes et d'autres mécanismes. Les profits sont ainsi redistribués aux entreprises dominantes tandis que les salaires et les conditions de travail chez les sous-traitants se dégradent. Entre un cinquième et un tiers de l'économie se caractérise par la fissuration, une part bien plus conséquente qu'il y a 40 ans, où elle était sans doute inférieure de moitié. Une jauge approximative de l'impact de ce phénomène est qu'un transfert de 15 points de pourcentage de l'emploi dans des lieux de travail fissurés où les travailleurs gagnent 15 % de moins impliquerait une baisse globale des salaires de 2,25 %.

Les grandes entreprises forcent de plus en plus leurs fournisseurs à baisser les prix. Wilmers (2018) a quantifié la capacité des acheteurs dominants à comprimer les bénéfices des fournisseurs et à abaisser les salaires. La part du chiffre d'affaires des fournisseurs non financiers réalisée auprès d'acheteurs dominants est passée de 5 % en 1979 à 19 % en 2014 au niveau global, et de 6 % à 26 % dans l'industrie manufacturière et la logistique. Wilmers estime que cela a abaissé de 3,4 points de pourcentage les bénéfices annuels des entreprises publiques non financières. L'impact sur les travailleurs à bas et moyen salaires a sûrement été plus conséquent.

Le Congrès a déréglementé les compagnies aériennes, le transport routier, le transport en bus entre États, les télécommunications, les services aux collectivités et les chemins de fer à la fin des années 70, ce qui a réduit la rémunération des travailleurs en col bleu. Dans les années 80, 9 % de la population active a été affectée par la déréglementation sectorielle, qui a tant érodé les emplois à salaire moyen et abaissé les salaires qu'elle explique le creusement de presque 7 % de l'écart entre les salaires masculins enregistré entre 1979 et 1988.

Le monopole (la domination de quelques vendeurs sur un marché de produits) et la concentration des employeurs (quelques employeurs dominant un marché de l'emploi) font tous deux baisser les salaires, mais ces facteurs n'ont pas sensiblement comprimé ces derniers.

En effet, la concentration des employeurs affecte principalement les zones rurales et ne semble pas avoir progressé depuis 40 ans. La part du travail dans le revenu a baissé, mais il n'est pas évident que cette évolution résulte des profits de monopole plutôt que de l'érosion du pouvoir des travailleurs. L'augmentation de la part du travail dans le revenu concomitante à la baisse du chômage observée lors de la récente reprise laisse à penser que l'érosion du pouvoir des travailleurs y est pour beaucoup, car le pouvoir de monopole ne diminue pas systématiquement lorsque le chômage recule. Les bénéfices colossaux des cinq grandes

entreprises technologiques représentent effectivement un problème de monopole, bien que leur rôle dans la compression des salaires soit difficile à évaluer et n'ait pas été étudié.

Quelle voie suivre pour demain ?

La croissance future ne bénéficiera réellement à la majorité des individus que si des politiques publiques centrées sur le rétablissement du pouvoir de négociation du travailleur type sont adoptées, maintiennent le chômage à un bas niveau, instaurent des normes du travail adéquates, y compris le congé pour raisons familiales, le congé maladie et d'autres politiques, font respecter les lois, laissent un choix aux travailleurs en éliminant les clauses imposant l'arbitrage et les clauses de non-concurrence, et reconstituent la négociation collective. Non seulement ces politiques rétabliront l'équité économique, mais elles dynamiseront aussi l'engagement civique et la démocratie et favoriseront la liberté sur le lieu de travail et ailleurs.

De nombreux experts économiques confortent l'élite depuis des dizaines d'années par un discours convenu proclamant que la stagnation des salaires observée depuis 40 ans n'est que la rançon regrettable de forces économiques progressistes telles que la mondialisation et l'automatisation. Or, depuis 20 ans, rien n'étaye l'argument de l'automatisation : les salaires des diplômés de l'université ont fléchi alors que le taux d'automatisation était historiquement bas. Quant à la mondialisation, elle aurait pu être gérée autrement. En outre, ce discours rassurant garde évidemment le silence sur la croissance excessive du revenu des cadres et des autres individus qui se situent dans le 1 % supérieur, qui n'est pas le résultat de leurs compétences spéciales ou de l'automatisation. Le débat politique au sein des deux partis a dépassé ce discours du « déficit de compétence dû à l'automatisation », et il est communément admis aujourd'hui que les choix politiques et les politiques publiques détermineront si les travailleurs obtiennent une part plus équitable de la croissance économique. **FD**

LAWRENCE MISHÉL est membre émérite de l'Economic Policy Institute.

Bibliographie :

- Bivens, Josh. 2013. "Using Standard Models to Benchmark the Costs of Globalization for American Workers without a College Degree." Economic Policy Institute Briefing Paper 354, Washington, DC.
- Bivens, Josh, and Ben Zipperer. 2018. "The Importance of Locking in Full Employment for the Long Haul." Economic Policy Institute report, Washington, DC.
- Fortin, Nicole M., Thomas Lemieux, and Neil Lloyd. 2019. "Labor Market Institutions and the Distribution of Wages: The Role of Spillover Effects." Vancouver School of Economics conference paper, University of British Columbia.
- Mishel, Lawrence, Josh Bivens, and Heidi Shierholz. Forthcoming. "Explaining Wage Suppression." Economic Policy Institute, Washington, DC.
- Wilmers, Nathan. 2018. "Wage Stagnation and Buyer Power: How Buyer-Supplier Relations Affect U.S. Workers' Wages, 1978 to 2014." *American Sociological Review* 83 (2): 213–42.

ÉCONOMISTE PAR LE FRUIT DU HASARD

*Hyun-Sung Khang brosse le portrait de **Lisa D. Cook**, professeure à l'université d'État du Michigan qui montre comment le racisme et le sexisme nous nuisent à tous*

Lisa D. Cook avait deux ou trois ans lorsque la question raciale l'a frappée pour la première fois, au sens propre du terme. Des enfants de son école maternelle dans l'État de Géorgie lui ont lancé une insulte raciale et l'ont agressée, laissant une cicatrice permanente au-dessus de l'œil droit.

« Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai compris que ce mot était indissociable de la violence, de la violence raciale et de sa véritable histoire », précise Lisa Cook. Depuis lors, l'économiste a pris à bras-le-corps la question raciale afin de mener des recherches au croisement de l'expérience vécue par les Afro-Américains et de la macroéconomie.

Dans une profession vivement critiquée pour son sexisme et son racisme, Lisa Cook se distingue par son sexe, son appartenance ethnique et les domaines de recherche qu'elle a choisis. Elle a notamment pu observer que le racisme et le sexisme pèsent fortement sur la première économie mondiale.

Dans le contexte des mouvements Black Lives Matter et #MeToo, ses conclusions ont fait remonter la question raciale et la problématique femmes-hommes dans la liste des priorités économiques, bousculant ainsi une profession sous le feu des critiques sur ces deux points. Elle s'est aussi fait connaître pour ses travaux portant sur le développement, les établissements et marchés financiers et l'histoire économique.

« Lisa a été prête à prendre le risque de ne pas recueillir les louanges professionnelles qu'elle mérite en menant des recherches dans des domaines qui n'ont pas encore été explorés par quiconque », indique William A. Darity Jr., professeur d'économie et d'études afro-américaines à l'université Duke, à Durham, en Caroline du Nord. « C'est aujourd'hui que l'importance de ses travaux est reconnue. »

Actuellement professeure d'économie et de relations internationales à l'université d'État du Michigan, à East Lansing, Lisa Cook a publié des articles sur des thèmes divers, par exemple les conséquences des lynchages en termes de ralentissement de l'activité économique globale, la manière dont le fait de porter un nom typiquement noir a un impact positif sur la longévité ou encore la perte économique qui découle de l'exclusion des Afro-Américains et des femmes du processus d'innovation.

Parmi ses diplômes universitaires figurent une licence du Spelman College à Atlanta, en Géorgie, qui est historiquement fréquenté par des étudiants noirs, une deuxième licence en tant que boursière Marshall de l'université d'Oxford, ainsi que des travaux personnels en vue de l'obtention d'une maîtrise de philosophie de l'université Cheikh Anta Diop à Dakar,

au Sénégal. Elle est en outre titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Californie, à Berkeley.

Plus tôt dans l'année, s'exprimant par liaison vidéo pendant les manifestations qui ont fait suite à la mort de George Floyd aux mains de la police, Lisa Cook se demande si les événements de cette année diffèrent des précédents mouvements de protestation qui se sont succédé.

« Cela se pourrait bien, compte tenu de l'étrange convergence d'événements et d'un heureux concours de circonstances, observe-t-elle. Comme la population est confinée, elle a dû être attentive. Je pense donc que les choses sont différentes cette fois. »

La déségrégation en Géorgie

Lisa Cook est très au fait des modes de protestation et de lutte pour le changement. Elle se souvient de séances de rédaction de lettres organisées par son père, aumônier baptiste à l'hôpital local, pour s'opposer à la ségrégation. Un oncle et un cousin étaient des camarades de classe de Martin Luther King Jr. à l'université. Ils ont rejoint le mouvement de défense des droits des minorités qu'il dirigeait. La jeune Lisa s'est inspirée de leur exemple.

« J'ai organisé une campagne de protestation chaque année » au Spelman College, dit-elle. Il s'agissait notamment d'exiger que l'établissement se sépare de biens en Afrique du Sud, de s'opposer au couvre-feu et de protester contre l'absence de plats végétaliens et végétariens au restaurant universitaire.

Lisa Cook et ses deux sœurs tout aussi brillantes, toutes deux avocates qualifiées, sont nées dans une famille issue de la classe moyenne dans la ville historique de Milledgeville, en Géorgie. La capitale de l'État durant la première moitié du XIX^e siècle, Milledgeville d'avant la guerre de Sécession, attirait l'argent et le pouvoir de la campagne environnante, qui a été mise en valeur par des hommes et des femmes asservis, dont beaucoup ont été achetés et vendus sur la grand-place pour travailler dans des plantations de coton.

Lisa Cook a grandi dans un Sud toujours aux prises avec le processus de déségrégation tortueux et parfois violent : lorsqu'il a été ordonné d'ouvrir la piscine locale aux Noirs, les responsables ont préféré remplir le bassin de béton, plutôt que de se plier à la règle. Elle se souvient que le seul endroit de la ville où sa famille pouvait se restaurer était le réfectoire du lieu de travail de son père.

Son père, Payton B. Cook, a été le premier aumônier noir à l'hôpital central de l'État. D'après la famille, il descendait probablement de peuples asservis en Géorgie. Sa mère, Mary Murray Cook, qui était infirmière, a été la première professeure afro-américaine

au Georgia College de Milledgeville. Elle a été recrutée pour mettre en place son programme de soins infirmiers.

La violence et la croissance économique

Le passé de Lisa Cook ainsi que son identité raciale ont fusionné avec l'ambition de tout économiste digne de ce nom d'optimiser l'utilité et de favoriser la croissance. La conscience que les inégalités provoquent des distorsions des marchés qui freinent la croissance sous-tend une grande partie de ses travaux.

L'un de ses articles qui ont fait date démontre comment les violences à l'encontre des Noirs américains ont ralenti l'activité économique globale, en particulier l'innovation, qui est indispensable à la croissance à long terme. Dans ses travaux de recherche, Lisa Cook utilise les brevets commerciaux comme indicateur concret et supplétif de l'activité économique.

En s'appuyant sur l'histoire sociale et économique, elle étudie comment la ségrégation, les lynchages et les émeutes raciales durant la période agitée 1870–1940 ont réduit le nombre total de brevets déposés. Jusqu'en 1900, les brevets déposés par des inventeurs noirs évoluaient dans le même sens que ceux des inventeurs blancs. Ensuite, à mesure que les effets des violences se sont fait sentir, les chiffres ont commencé à diverger et à baisser globalement. Le nombre de brevets déposés par des inventeurs noirs a culminé en 1899 et n'a pas dépassé le niveau de cette année avant 2010.

« Les conflits peuvent avoir des effets durables et persistants sur l'activité économique », constate Lisa Cook.

Elle estime que, en l'absence de ces violences, 1 100 brevets supplémentaires auraient pu être enregistrés, soit approximativement le volume de brevets qui pourraient être déposés dans un pays européen de taille moyenne au cours de la même période.

Les réponses se trouvent dans les sciences économiques

Les sciences économiques auraient pu être privées des travaux de Lisa Cook si elle n'avait pas fait une rencontre fortuite avec un étranger. Celle-ci a engagé une conversation avec un économiste formé à Cambridge pendant qu'elle gravissait le mont Kilimandjaro après son programme de maîtrise au Sénégal.

Alors qu'elle étudiait dans ce pays, Lisa Cook a été dévorée de questions relatives au développement. « Pourquoi certains pays sont-ils riches et d'autres pas ? », se demandait-elle. Durant l'ascension de cinq heures du Kilimandjaro, son compagnon de route, dont le nom s'est aujourd'hui effacé de sa mémoire, l'a convaincue que les réponses se trouvaient dans les sciences économiques.

Conséquence de cette rencontre due au hasard, elle s'est inscrite à un programme de doctorat en économie à Berkeley. Cependant, avant d'aborder son premier semestre, elle a été impliquée dans une collision frontale entre deux véhicules qui l'a temporairement laissée dans un fauteuil roulant avec de multiples fractures aux jambes. Malgré les demandes

pressantes de son père et de sa sœur aînée, elle a refusé de retourner en Géorgie et a fait preuve d'opiniâtreté pour poursuivre ses études.

Certains de ses camarades « ont pour ainsi dire fait une croix sur moi », se rappelle-t-elle.

« Elle possède cette capacité d'adaptation, ce courage, cette détermination, observe sa grande sœur Pamela Cook. Les gens l'ont regardée différemment lorsqu'elle se déplaçait en fauteuil roulant. Elle leur a donné tort. »

Dans le cadre de sa thèse de doctorat, Lisa Cook a étudié comment l'absence de droits de propriété dans la Russie tsariste et post-soviétique a conduit au sous-développement du système bancaire. Son directeur de thèse à Berkeley était Barry Eichengreen. Ce dernier dit avoir été frappé par l'étendue et la diversité de ses centres d'intérêt, qui vont de l'histoire économique russe jusqu'au développement en Afrique en passant par les questions raciales.

« Avant que ses articles ne soient publiés, les gens se demandaient comment elle pouvait être prise au sérieux si elle passait d'un sujet à un autre, explique B. Eichengreen. Elle a aujourd'hui démontré qu'elle était vraiment très sérieuse. »

Lorsque Lisa Cook menait des recherches en Russie, certains interlocuteurs déploraient le manque d'innovation dans le pays. Conformément à l'orthodoxie économique de l'époque, si les autorités appliquaient des droits de propriété intellectuelle, l'innovation circulerait.

L'économiste américaine a toutefois estimé que cela ne prenait pas en considération les conditions préalables indispensables à l'innovation comme l'état de droit et la sécurité des personnes. Pour mettre sa théorie à l'épreuve, il fallait un groupe-échantillon de personnes qui avaient été exposées à la violence et étaient peu ou pas protégées juridiquement, et un groupe témoin dont les membres vivaient dans un climat de justice en vertu de la loi et ne craignaient guère pour leur sécurité personnelle. Les inventeurs américains, noirs comme blancs, qui vivaient au début du XX^e siècle ont fourni l'ensemble de données idéal.

Découragée par le monde économique

Malgré le soutien apporté par des économistes réputés comme Milton Friedman pour ses recherches, il a fallu près de dix ans pour que l'article qui a joué un rôle déterminant dans la carrière de Lisa Cook soit publié. Des économistes de haut rang l'ont découragée, en prétendant que cela ruinerait ses ambitions d'être titularisée.

« Personne ne veut entendre parler des femmes, et sûrement pas des personnes noires, affirmaient-ils. »

Les directeurs des publications auxquels elle a envoyé ses travaux lui ont répondu que ses conclusions étaient propres à une catégorie, les Afro-Américains, à un moment de l'histoire, laissant entendre que ses recherches ne présentaient pas un intérêt plus large.

Le coauteur de Lisa Cook, Trevon Logan, professeur d'économie à l'université d'État de l'Ohio, affirme que la myopie s'est encore accentuée. Ils ont tous deux été mis sur

la sellette par des sceptiques qui ont remis en question la légitimité de leur discipline.

« Pourquoi étudiez-vous les Afro-Américains ? », leur demandait-on. « Quelle est la spécificité de cette catégorie ? Pourquoi voudrait-on en savoir plus sur les populations noires ? »

« C'est tout à fait intéressant, remarque T. Logan, parce que cette question n'est jamais posée au sujet des personnes blanches. »

Ce comportement de rejet n'avait rien de nouveau pour Lisa Cook, qui se souvient des réactions de ses professeurs et camarades lorsqu'elle a fait le tour des meilleures écoles doctorales.

« La majorité des étudiants diplômés étaient des hommes, qui m'ont systématiquement découragée de me lancer dans un doctorat en économie », constate-t-elle. Dans deux soirées différentes destinées aux étudiants potentiels, elle a été mise au défi de prouver ses compétences en mathématiques.

Exception à cette réalité, elle a reçu les encouragements de Donald J. Harris, premier universitaire noir ayant obtenu sa titularisation dans le département d'économie de l'université Stanford, qui est par ailleurs le père de la vice-présidente élue des États-Unis, Kamala Harris.

« J'ai été impressionné par sa soif d'apprendre, par sa grande détermination à réussir dans une école doctorale et par sa maturité et sa clairvoyance quant à ses objectifs professionnels », se souvient aujourd'hui D. Harris.

« On ne peut devenir ce qu'on ignore »

Lisa Cook, qui a été élue au comité exécutif de l'American Economic Association en 2019, a conscience que la profession présente de graves insuffisances.

« Si le monde économique est hostile aux femmes, il est particulièrement opposé aux femmes noires », a-t-elle écrit l'an dernier dans *The New York Times*. Elle a mentionné l'enquête réalisée par l'association sur plus de 9 000 de ses membres, dans laquelle 62 % des femmes noires économistes ont indiqué avoir été victimes de discrimination fondée sur la race et/ou le sexe.

Dans cette enquête, seules 3 % des personnes sont identifiées comme noires, contre 13 % de la population des États-Unis ; 47 % des sondés ont signalé avoir subi une discrimination dans la sphère économique ; et moins de la moitié des sondés, quelle que soit leur race, ont déclaré penser que les économistes non blancs étaient respectés.

« La seule façon pour nous de rester une profession compétitive, énergique et créatrice de savoir est d'intégrer autant d'idées différentes que possible et de les exploiter, précise Lisa Cook. Sinon, nous courrons à notre perte. »

Elle a à cœur de constituer un futur vivier d'économistes aux profils plus divers. Elle dirige notamment le programme d'été de l'American Economic Association dans le cadre duquel elle recrute des membres de groupes sous-représentés et joue souvent le rôle de mentor. Parmi les recrues figure Anna Gifty Opoku-Agyeman, Américaine de 24 ans née au Ghana, qui a corédigé la tribune dans *The New York Times* avec Lisa Cook et se dit inspirée par son exemple.

« Je pense que tout tient à son identité de femme noire, affirme A. Opoku-Agyeman. Si elle était un homme blanc, ça me laisserait indifférente, je ne serais pas touchée de la même manière. On ne peut devenir ce qu'on ignore », ajoute-t-elle, citant Marian Wright Edelman, défenseuse américaine des droits de l'enfant.

Maximiser les possibilités

L'une des découvertes les plus surprenantes de Lisa Cook est que l'exclusion des Noirs et des femmes de secteurs qui sont à l'origine de l'innovation technologique fait disparaître près de 1 000 milliards de dollars par an de l'économie américaine. L'économiste estime que le manque à gagner pour les États-Unis représente pas moins de 4,4 % du PIB par habitant chaque année. La perte consécutive à la seule exclusion des femmes s'élève à 2,7 %.

Pour les admirateurs de Lisa Cook, ses travaux sont certes originaux et audacieux, mais ils sont aussi riches d'enseignements pour un pays, les États-Unis, qui est actuellement aux prises avec son histoire de violence raciale et d'injustice.

Ses conclusions soulèvent toutefois une question : pourquoi les personnes qui sont avantagées du fait de leur identité renoncent-elles délibérément à ces privilèges ? Ce à quoi Lisa Cook répond : parce que c'est en définitive aussi dans leur intérêt.

Le refus de souscrire aux raisonnements les plus pertinents, d'où qu'ils viennent, et le fait de priver des franges importantes de la population de perspectives se traduisent par une perte pour les privilégiés aussi.

Lisa Cook illustre son argument avec une scène du film hollywoodien sorti en 2016 « Les figures de l'ombre » (*Hidden Figures*). L'intrigue est resserrée sur trois mathématiciennes noires qui ont travaillé à la NASA (National Aeronautics and Space Administration) au moment de la course à l'espace entre les États-Unis et l'Union soviétique dans les années 60.

Dans une scène, l'astronaute John Glenn ordonne à la NASA de « demander à la fille de vérifier les coordonnées ». La « fille » en question était l'Afro-Américaine Katherine Johnson, surnommée « l'ordinateur humain » au sein de la division de recherche sur les vols de la NASA. L'astronaute, conscient des compétences uniques de Katherine Johnson, jouait sa vie sur la vérification par celle-ci de la trajectoire de la capsule.

Lisa Cook se souvient de la scène : « Voici donc John Glenn qui déclare « Je vous fais confiance, c'est vous qui savez comment faire ». Il compte sur une femme noire, plutôt que sur ses collègues hommes blancs, pour le diriger vers la lune. »

La conclusion des recherches de Lisa Cook est un vibrant appel à prendre en considération la diversité des idées, mais aussi la variété des expériences vécues, pour les intégrer dans la sphère économique ainsi que dans le monde extérieur. Selon elle, si nous ne sommes pas capables de le faire, nous en supporterons tous le coût. **FD**

HYUN-SUNG KHANG fait partie de l'équipe de rédaction de *Finances & Développement*.



Sanctionner la corruption

La procureure générale du nouveau parquet européen se penche sur les enjeux de la lutte contre la criminalité transnationale

LAURA CODRUTA KÖVESI est familière de la lutte contre la corruption. Après être devenue la plus jeune et première femme procureure générale de Roumanie, elle a piloté la Direction nationale anti-corruption de 2013 à 2018. Sa ténacité et son courage lui ont rapidement ouvert de nouvelles portes. Madame Kövesi occupe aujourd'hui le poste de procureure générale de l'Union européenne (UE) en charge du nouveau parquet européen, basé à Luxembourg, qui enquêtera, poursuivra et rendra un jugement pour les infractions au budget de l'UE. Ces délits peuvent prendre des formes diverses : la fraude, la corruption, la criminalité organisée et la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transfrontalière pour des montants supérieurs à 10 millions d'euros.

Auparavant, seuls les procureurs nationaux des différents États membres de l'UE pouvaient s'attaquer à cette

criminalité, mais leur compétence ne dépassait pas les frontières de leur pays. D'autres organismes, à l'instar d'Europol ou de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), n'avaient aucune autorité légale pour agir. La Commission européenne indique que 140 milliards d'euros de recettes de TVA ont été perdues en 2018 en raison de la fraude fiscale. Elle prévoit que ce montant grimpera à 164 milliards d'euros en 2020 du fait de la pandémie.

Le parquet européen pourra-t-il combattre efficacement la criminalité transnationale ? Rahim Kanani de l'équipe de *F&D* a interrogé Madame Kövesi pour le savoir.

F&D : Quel est le principal enseignement tiré de votre expérience en Roumanie que vous mettez à profit à ce nouveau poste ?

LK : Mon expérience à la Direction nationale anti-corruption de Roumanie prouve que personne n'est au-dessus des lois et que la loi peut s'appliquer de la même manière à tous les individus, quel que soit leur statut social. Nous avons pu sensibiliser les citoyens à la gravité de la corruption et à la façon dont elle influe sur leur existence. Mais nous avons aussi été en mesure de montrer que les institutions roumaines peuvent travailler efficacement et en toute légalité pour la vaincre. Il ne s'agit pas d'un problème insoluble.

F&D : Quels sont les principaux enjeux de la création d'un parquet européen ?

LK : Nous mettons sur pied ce parquet en partant de rien. Il y a donc beaucoup à faire pour coordonner nos règles administratives, budgétaires et législatives. Il n'existe aucun précédent pour un tel parquet, sachant que nous devons harmoniser les travaux des procureurs de 22 États membres différents. Ceux-ci exercent leurs fonctions dans diverses organisations judiciaires avec des modalités d'application différentes, et il nous faut trouver un dénominateur commun.

Le deuxième enjeu, une fois que le parquet sera opérationnel, est d'agir de manière efficiente et en toute indépendance et de gagner la confiance des citoyens, ce que nous ne pourrons faire qu'en travaillant efficacement et en démontrant que la loi s'applique de la même façon à tous.

F&D : Disposez-vous de ressources suffisantes pour remplir votre mission ?

LK : Après de nombreuses discussions, et alors que 3 000 dossiers devraient atterrir sur nos bureaux au démarrage, nous disposons actuellement d'un financement pour 140 procureurs délégués européens. Mais il nous manque encore des ressources pour le personnel stratégique basé à Luxembourg, qui jouera un rôle déterminant dans la réussite de notre mission. Nous avons besoin d'enquêteurs financiers et d'analystes de dossiers. Grâce à leur savoir-faire, nous pourrions rassembler et analyser

des informations pour enquêter plus efficacement sur la criminalité transnationale. Jusqu'à maintenant, tous les procureurs se concentraient sur les infractions internes à leur pays. Ils n'avaient pas toujours accès aux informations en dehors de leurs frontières, par exemple aux comptes bancaires et à certaines transactions financières. Avec le parquet européen, cela deviendra possible.

Les seules enquêtes ne sont pas suffisantes. Une autre priorité est de recouvrer les fonds ou d'obtenir des dommages-intérêts. Avec des effectifs plus spécialisés basés au siège, nous serons en mesure d'identifier les biens et les comptes bancaires pouvant être saisis. Cela fera toute la différence en termes d'efficience et d'efficacité des enquêtes sur la fraude financière.

Concrètement, j'ai demandé un budget de 55 millions d'euros. À ce stade, nous disposons de seulement 37,7 millions d'euros. Comparativement au montant de la fraude sur laquelle il faut enquêter, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, cela ne constitue pas une grosse somme d'argent.

F&D : Comment le parquet décidera-t-il des dossiers devant faire l'objet de poursuites ?

LK : Nous nous fondons avant tout sur le principe de légalité, plutôt que sur celui d'opportunité. Concernant la hiérarchisation, les critères pourraient comprendre le montant des dommages-intérêts en jeu ou le délai de prescription. Nous devons aussi tenir compte du statut des personnes suspectées. Si quelqu'un utilise son emploi public pour commettre une infraction, nous souhaiterons peut-être traiter cette affaire en premier. Nous devons également nous appuyer sur les autorités nationales puisque notre travail nécessite une coopération avec la police nationale, l'administration fiscale et d'autres organismes locaux.

F&D : Quel rôle joue le journalisme d'investigation dans la lutte contre la corruption ?

LK : Les journalistes d'investigation peuvent être une très bonne source d'information. Nous avons parfois ouvert des enquêtes à la suite de la révélation d'infractions potentielles par des journalistes. Dans certains cas, ils ont pu nous envoyer des documents complémentaires, des enregistrements et d'autres supports qui se sont révélés utiles. Je considère les journalistes comme des partenaires parce que ce sont eux qui écrivent sur nos dossiers. Ils peuvent nous aider à sensibiliser les citoyens à notre travail, à la manière dont la corruption influe sur leur existence et à la gravité de ces sujets. Dans 90 % des cas, les journalistes poursuivent le même objectif que les procureurs, à une petite différence près : ils sont impatients d'en savoir plus sur nos enquêtes alors que nous souhaitons parfois en dire moins. Mais il est important de trouver un terrain d'entente.

Il y a quelques années, l'état de droit a fait l'objet de vives attaques en Roumanie. Des projets de loi ont été présentés qui non seulement réduiraient les outils et les ressources dont disposent les procureurs pour enquêter, mais décriminaliseraient aussi des infractions et des faits de corruption manifestes. Il a été proposé de supprimer la garantie juridique d'indépendance des procureurs et de les subordonner au ministre de la Justice ; de dépenaliser les délits d'abus d'autorité pour un montant fixé arbitrairement à 200 000 lei (47 800 dollars) ; d'excuser la fraude fiscale ; de décriminaliser les paiements illicites s'ils ont été effectués par un intermédiaire ; d'interdire l'utilisation comme preuve des enregistrements réalisés dans l'espace public ; de clore les enquêtes si elles n'ont pas abouti dans un délai d'un an, etc.

Des journalistes ont expliqué pourquoi il était si important de s'opposer à ces idées. Plus de 500 000 personnes sont descendues dans la rue pour protester contre ces changements et défendre l'état de droit.

Des journalistes nous appelaient aussi pour nous dire qu'ils avaient des informations sur un acte potentiellement illégal. Mais ils voulaient d'abord savoir si la rédaction d'un article risquait de freiner une enquête en cours. Si tel était le cas, ils s'abstenaient de publier leur article.

F&D : Vous avez évoqué le fait de gagner la confiance des citoyens comme facteur d'efficacité. Comment comptez-vous vous y prendre ?

LK : Lorsque vous enquêtez sur des affaires en vous appuyant sur des preuves tangibles, que vous obtenez des condamnations devant les tribunaux et que vous agissez de manière efficiente et indépendante, vous pouvez gagner la confiance de la population. Mais cela ne peut pas se faire en un ou deux jours. Même si nous lançons 3 000 ou 5 000 procédures au premier jour, cela ne suffira pas. Il faut obtenir des résultats crédibles et le seul moyen d'y parvenir est d'aboutir à des décisions de justice fermes avec une condamnation à la clé. Cela prend du temps, deux ou trois ans, et non pas deux ou trois jours. Dès le départ, nous devons nous forger une réputation d'institution solide et indépendante.

C'est alors seulement que les gens nous enverront leurs doléances et leurs tuyaux. En Roumanie, les procédures que nous avons lancées reposaient pour la plupart sur des informations qui nous avaient été communiquées par des citoyens. En un an seulement, le nombre de plaintes de particuliers a augmenté de plus de 60 % — un bon signe de la confiance que la population nous accorde. Si les citoyens vous font confiance, ils s'ouvriront à vous et se battront pour vous. Nous n'agissons pas pour notre propre compte, mais dans l'intérêt des citoyens. Telle est notre conception de la justice. **FD**

L'entretien a été abrégé et révisé par souci de clarté.

Qu'est-ce que l'économie informelle ?

La réduction du nombre de travailleurs en marge de l'économie formelle peut contribuer au développement durable

Corinne Deléchat et Leandro Medina



L'ÉCONOMIE INFORMELLE, à savoir les activités qui ont une valeur marchande et qui contribueraient aux recettes fiscales et au PIB en étant déclarées, est un phénomène mondial. Selon l'Organisation internationale du travail, environ 2 milliards de travailleurs, soit 60 % de la population active mondiale âgée de 15 ans et plus, passent au moins une partie de leur temps dans le secteur informel. La taille de l'économie informelle décroît lentement, dans le sillage du développement économique, mais de façon très hétérogène selon les régions et les pays. Aujourd'hui, le secteur informel représente encore un tiers de l'activité économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, contre 15 % dans les pays avancés (voir graphique).

L'informalité, qui englobe un large éventail de situations dans et entre les pays, prend racine pour des raisons diverses.

D'un côté, certains individus et certaines entreprises restent en dehors de l'économie formelle afin d'échapper à la fiscalité et aux cotisations sociales, ou aux obligations de conformité liées aux normes et aux licences. Cette facette correspond à la vision répandue mais erronée voulant que l'économie informelle se résume à des « tricheurs » cherchant à éviter de payer des impôts. De l'autre, certains trouvent dans les activités informelles

un filet de sécurité. Ils ne disposent pas de l'instruction et des compétences requises pour les emplois formels, ou ils sont trop pauvres pour accéder aux services publics et financiers. Un ouvrage à paraître rassemblant les récentes études effectuées par les services du FMI et des chercheurs universitaires apporte un nouvel éclairage sur ce thème en allant plus loin dans la mesure de l'informalité, l'analyse de ses déterminants et répercussions économiques, et la proposition de ripostes des pouvoirs publics.

La grande ampleur du travail informel et sa forte persistance, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, sont de plus en plus reconnues comme des obstacles au développement durable. Les entreprises informelles n'entrent pas dans la base d'imposition et sont généralement de petite taille, avec une faible productivité et un accès limité aux financements. Par conséquent, les régions ou pays aux secteurs informels très développés n'atteignent pas leur potentiel de croissance économique. Les travailleurs informels sont davantage susceptibles d'être pauvres, car ils n'ont ni contrats ni protection sociale et sont généralement moins instruits.

Quand il est répandu, le travail informel va également de pair avec d'importantes inégalités. À compétences égales, les travailleurs informels gagnent généralement moins bien leur vie et l'écart de salaire est encore plus grand dans les emplois faiblement qualifiés. C'est pourquoi le net recul de l'économie informelle observé au cours des 20 dernières années en Amérique latine s'est accompagné d'une réduction considérable des inégalités.

Le travail informel est aussi associé aux inégalités femmes-hommes. Dans deux tiers des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'occuper un emploi dans le secteur informel, mais aussi de figurer dans les catégories les plus précaires et les moins bien payées de ce dernier.

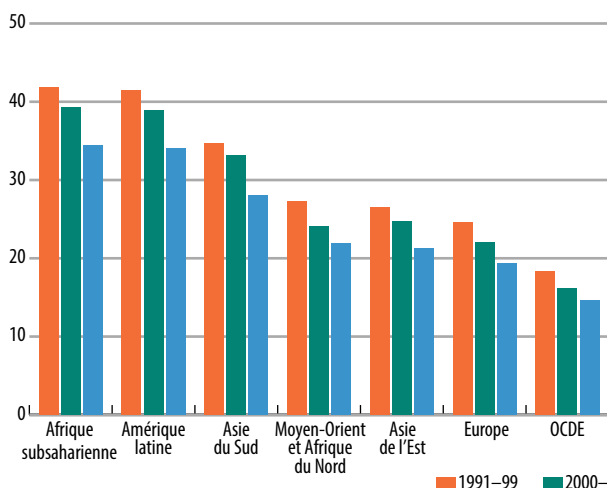
Il est donc essentiel et urgent de réduire l'informalité afin de favoriser un développement économique inclusif et de réduire la pauvreté dans le monde. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber ce sentiment d'urgence : son impact dévastateur sur les activités informelles a mis à nu la nécessité pour les pouvoirs publics de porter secours à de grands segments de la population non (ou pas assez) couverts par les programmes de protection sociale existants.

Cependant, la conception de mesures efficaces pour lutter contre l'informalité se heurte à la multiplicité de ses origines et de ses formes, que ce soit au sein des pays ou d'un pays à l'autre.

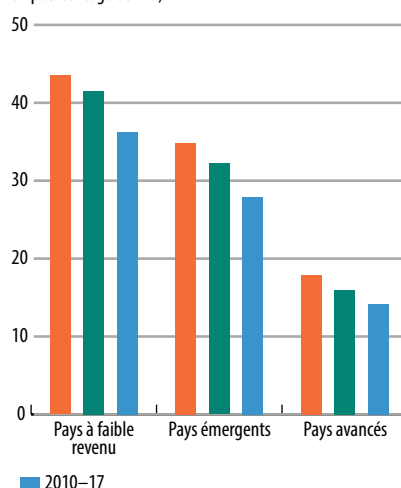
Le tiers caché

Même si sa taille décroît, le secteur informel représente toujours jusqu'à un tiers de l'activité économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire.

(taille de l'économie informelle par région, en pourcentage du PIB)



(taille de l'économie informelle par niveau de revenu, en pourcentage du PIB)



Source : L. Medina et F. Schneider, à paraître, Fonds monétaire international, Washington, DC.

Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

L'informalité constituant une riposte à des caractéristiques et institutions propres à chaque pays, il n'existe pas de remède universel. Les vastes études et expérimentations menées dans les pays en développement et les pays avancés ont dégagé des principes directeurs communs pour l'élaboration des mesures à adopter. Quatre types de mesures se sont révélées efficaces :

- *L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement est sûrement le levier le plus puissant pour réduire l'économie informelle.* Les réformes de l'éducation destinées à promouvoir un accès équitable et à maintenir les élèves dans le circuit scolaire jusqu'à la fin du cycle secondaire (couplées à une large palette de formations techniques et professionnelles) jouent un rôle particulièrement important.
- *Il convient d'éviter que le système fiscal, de par sa conception, incite involontairement les individus et les entreprises à rester dans le secteur informel.* Il est reconnu qu'une simplification de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt sur les sociétés (avec peu ou pas d'exonérations ou de niches), assortie de baisses des taux, ainsi que des impôts sur les salaires peu élevés réduisent l'informalité. Les dispositifs de protection sociale, notamment la progressivité de l'impôt sur le revenu et la protection des plus pauvres, contribuent à harmoniser la distribution des revenus.
- *Les mesures favorisant l'inclusion financière en développant l'accès à des services financiers formels (ou fournis par des banques) peuvent être efficaces.* Le manque d'accès aux financements est un gros frein pour les entreprises et chefs d'entreprise du secteur informel, car il entrave la productivité et la croissance de leur activité. Les pays disposant d'un meilleur accès aux financements affichent généralement une croissance plus rapide et moins d'inégalités de revenu.

- *Un train de mesures structurelles peut contribuer à renforcer les incitations en faveur de la formalisation et à abaisser son coût.* La réglementation du marché du travail peut être simplifiée afin d'en améliorer la flexibilité et de faciliter l'intégration dans le secteur formel. La politique de la concurrence peut ouvrir des portes à de petites entreprises dans certains secteurs en supprimant les monopoles. L'élimination de réglementations et de formalités administratives excessives peut aussi aider. Les plateformes numériques, notamment les transferts mobiles de l'État en faveur de la population, peuvent favoriser la croissance inclusive en intégrant les individus sans compte dans le système bancaire, en facilitant l'autonomisation financière des femmes, et en aidant les petites et moyennes entreprises à se développer dans le secteur formel.

L'informalité influe fondamentalement sur le rythme de croissance et de développement des pays, ainsi que sur leur capacité à proposer des débouchés économiques convenables à leurs habitants. Le développement durable exige de réduire l'informalité, mais ce processus doit être progressif, car le secteur informel est aujourd'hui la seule source de revenus viable de milliards de personnes. Le meilleur moyen de lutter contre l'informalité est d'adopter des réformes sur la durée, telles que des investissements dans l'éducation, et des mesures ciblant les causes sous-jacentes. La solution ne consiste pas à s'attaquer au secteur avec pour seul motif qu'il opère en marge de la loi et échappe à la fiscalité. **FD**

CORINNE DELÉCHAT est chef de division au département Afrique du FMI et **LEANDRO MEDINA** est économiste principal au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.

ÂGE INCERTAIN

Les jeunes paient un lourd tribut à la pandémie

MAGINEZ QUE VOUS AVEZ 22 ans. Vous venez peut-être de finir vos études ou d'obtenir un emploi, ou alors vous jonglez avec l'université, le travail et la vie de famille. Il se peut aussi que vous soyez au chômage, ou travailleur précaire peinant à joindre les deux bouts. Maintenant, imaginez ces cas de figure en y ajoutant le poids implacable de la pandémie de COVID-19 en toile de fond.

Pour mieux comprendre comment les jeunes font face à cette pandémie sans précédent, l'Organisation internationale du travail (OIT) et des partenaires de l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes ont mené cette année une enquête auprès de 12 000 jeunes âgés de 18 à 29 ans dans 112 pays différents.

D'après le rapport de l'OIT, les effets de la pandémie sur les jeunes ont été « systématiques, profonds et disproportionnés » et ont été particulièrement néfastes pour les jeunes femmes et les jeunes dans les pays à faible revenu. Le domaine de l'éducation a été totalement chamboulé : un jeune sur huit n'a plus accès aux cours, à l'enseignement ou aux formations.

La pandémie de COVID-19 a été particulièrement perturbatrice pour les jeunes travailleurs. Parmi ceux qui étaient employés avant la pandémie, un répondant sur six ne travaille plus du tout, les 18–24 ans étant les plus

durement touchés. Même pour les jeunes ayant réussi à garder leur emploi, les heures de travail ont nettement diminué et deux répondants sur cinq affirment gagner moins qu'avant.

Ces bouleversements, conjugués au stress que cause la crise sanitaire, pèsent lourdement sur la santé mentale des jeunes : un grand nombre de personnes interrogées dit souffrir d'anxiété ou de dépression. Malgré tout, il ressort de ce rapport que, pour une grande part de jeunes, la crise a été l'occasion d'agir collectivement par le don et le bénévolat auprès de leurs communautés.

Les conclusions du rapport appellent à des investissements « urgents, ciblés et plus intelligents » pour créer des « emplois décents » pour les jeunes. Le rapport souligne également qu'il convient de protéger les droits humains, d'améliorer les programmes d'emploi et de formation (y compris l'apprentissage en ligne), de renforcer la protection sociale et l'assurance chômage et d'élargir les services de soutien en matière de santé mentale. **FD**

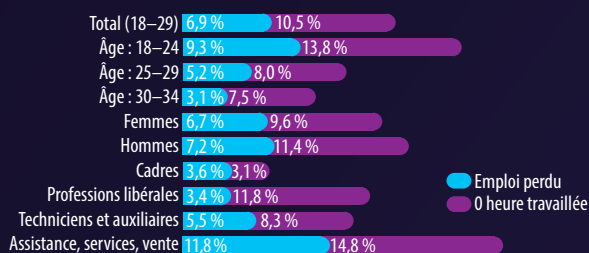
MELINDA WEIR est membre de la rédaction de Finances & Développement. Cet article est basé sur le rapport de l'OIT « Les jeunes et la COVID-19 : impacts sur les emplois, l'éducation, les droits et le bien-être mental », publié en août 2020.

ICONS : THE NOUN PROJECT

Tout comme la COVID-19, la crise de l'emploi se propage

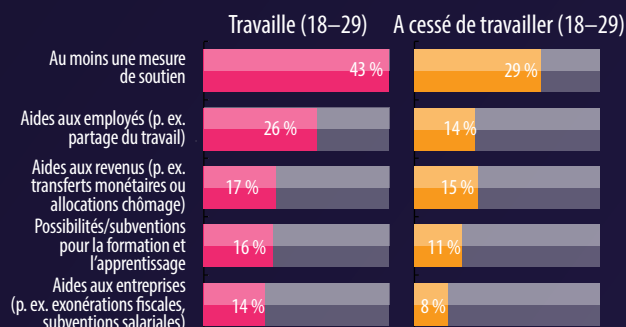
Gel des recrutements

Au début de la pandémie, un jeune sur six âgé entre 18 et 29 ans avait soit perdu son emploi, soit perdu la totalité des heures travaillées. Les travailleurs dans les secteurs des services, de l'assistance et des ventes ont été particulièrement touchés.



Aides publiques ... pour certains

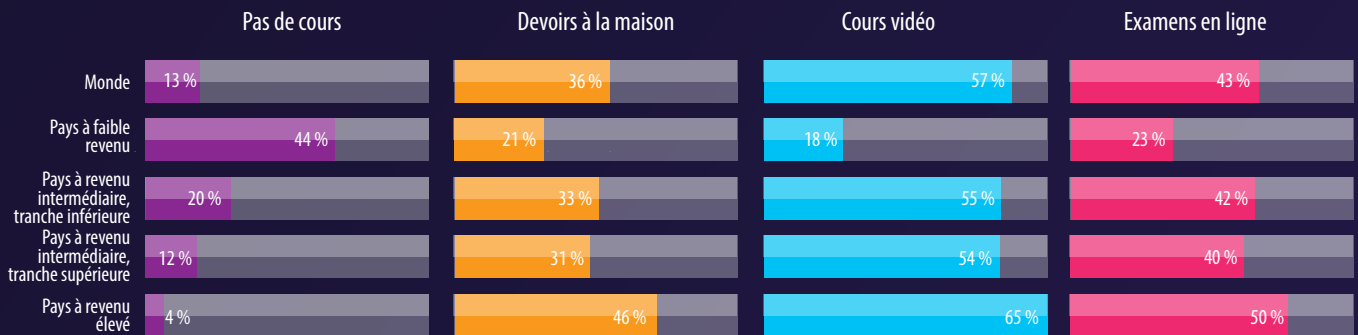
Partout dans le monde, les jeunes ayant conservé leur emploi après le début de la crise ont plus souvent bénéficié de mesures de soutien public au marché du travail que ceux ayant perdu leur emploi.



Fin des cours

L'école sur Zoom ... mais pas pour tous

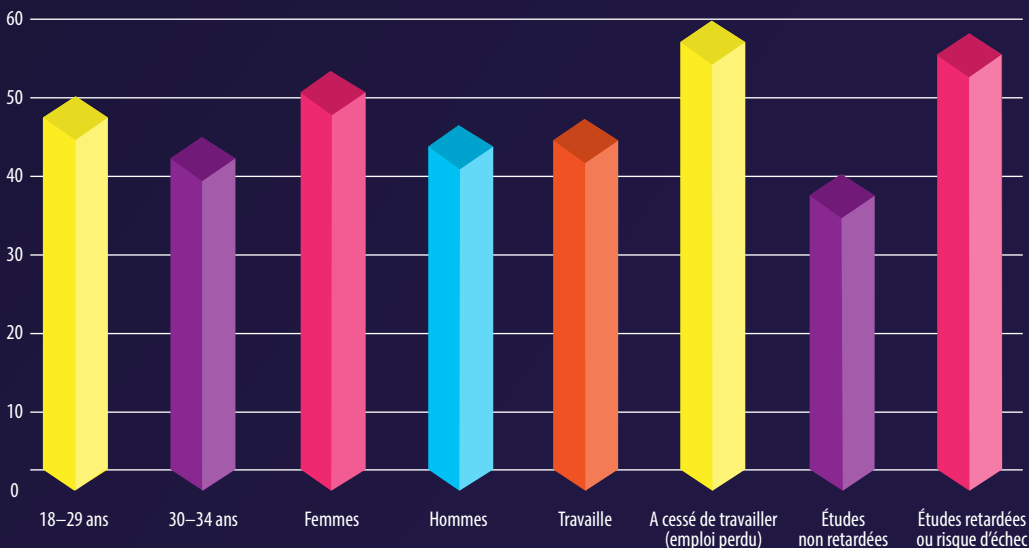
Pour près d'un jeune sur huit, l'enseignement et la formation se sont complètement arrêtés au printemps 2020. 44 % des répondants des pays à faible revenu affirment ne plus avoir aucun cours.



La crise affecte la santé mentale

L'autre pandémie

Environ la moitié des jeunes sondés ont indiqué souffrir d'anxiété ou de dépression ; les jeunes femmes et ceux qui ont cessé de travailler ou dont l'enseignement a pris du retard affichent les scores les plus faibles en matière de bien-être mental. (en pourcentage)



Note : part des répondants montrant des signes d'anxiété ou de dépression, selon la version courte de l'échelle de bien-être mental de Warwick-Edinburgh.

Source : enquête mondiale sur les jeunes et la COVID-19 réalisée par l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes.



**PLUS DE
50 %**

des jeunes âgés de 18-29 ans
montrent des signes d'anxiété
et de dépression

*L'éléphant de forêt d'Afrique
(*Loxodonta cyclotis*) vit dans
les forêts du bassin du Congo.*

LE TRAVAIL DE L'OMBRE DES ÉLÉPHANTS

Les éléphants de forêt d'Afrique luttent contre les changements climatiques en participant de façon étonnante au captage naturel du carbone

Ralph Chami, Connel Fullenkamp, Thomas Cosimano et Fabio Berzaghi



Arrêtons-nous sur la situation alarmante des éléphants de forêt d'Afrique. Alors qu'ils étaient 1,1 million à parcourir les forêts tropicales d'Afrique centrale, la déforestation et le braconnage ont décimé leur population, réduite à un dixième de son niveau passé (voir le graphique 1). Si rien n'est entrepris pour contrer ce phénomène, ils seront probablement menacés d'extinction.

En dehors d'Afrique centrale, l'existence de ces éléphants de forêt est méconnue. Le grand public associe généralement les éléphants africains à une espèce différente, l'éléphant de savanes. En dehors de défenseurs de l'environnement locaux et de biologistes étudiant ce pachyderme, la cause de l'éléphant de forêt est peu fédératrice.

Cette situation pourrait s'inverser radicalement avec une plus large sensibilisation aux précieux services rendus par cet animal. L'écotourisme est quasi inexistant dans les forêts tropicales humides d'Afrique centrale, pour des raisons à la fois géographiques et politiques, mais l'éléphant de forêt apporte, sur un autre plan, une énorme plus-value sociale et économique. Il se trouve en effet qu'il lutte contre les changements climatiques en participant très activement au captage naturel du carbone.

L'éléphant, un régulateur naturel de l'environnement

Récemment mis en évidence par des biologistes, ce processus se révèle remarquable.

Lorsqu'ils parcourent les forêts tropicales en quête de nourriture, ces éléphants y opèrent une éclaircie en piétinant ou consommant certains jeunes arbres en compétition pour l'espace, l'eau et la lumière. Compte tenu de leur grande taille et de leur gros appétit, les éléphants réduisent considérablement la densité de la végétation partout où ils passent. En revanche, les arbres qui ne sont pas cassés ou mangés héritent d'un immense avantage : la coupe claire des éléphants sur la végétation environnante leur offre un bien meilleur accès à l'eau et à la lumière, ce qui leur permet de pousser à des hauteurs et des largeurs supérieures à d'autres arbres de la forêt. Partout où ils se déplacent, les éléphants favorisent ainsi le développement de spécimens plus grands et plus larges.

Ces arbres (les arbres de fin de succession écologique, pour les biologistes) stockent davantage de carbone dans leur biomasse que ceux qui auraient poussé autour d'eux. Tous les arbres captent du carbone dans leurs tissus (plus de 20 kg par an et par arbre, en moyenne), mais, du fait de leur taille et leur hauteur supérieures,



L'augmentation du stockage de carbone générée par l'activité des éléphants de forêt est considérable et quantifiable.

les arbres de fin de succession possèdent davantage de biomasse que ceux qui auraient poussé et dominé la canopée. Ces éléphants augmentent donc la quantité de carbone stockée par la forêt tropicale en modifiant l'équilibre biologique en faveur de certains types d'arbres. En somme, ils jouent le rôle de régulateur naturel de l'environnement (voir le graphique 2).

Leur activité forestière génère une énorme et précieuse augmentation du stockage de carbone. Les biologistes estiment que, si la population d'éléphants de forêt d'Afrique retrouvait son effectif et son aire de répartition passés, elle ferait augmenter le captage du carbone de 13 tonnes par hectare (10 000 m²). Sachant que l'aire de répartition des éléphants de forêt d'Afrique s'étendait autrefois sur 2,2 millions de km², soit 220 millions d'hectares, et que leur population représente aujourd'hui environ 9 %

de son niveau d'avant le braconnage, un repeuplement à l'état initial permettrait de capter plus de 6 000 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) supplémentaires par km². Cela équivaut à la quantité de CO₂ captée par plus de 250 000 arbres et à 14 fois celle absorbée par ceux de Central Park à New York.

En multipliant cette augmentation du CO₂ capté par les 2,2 millions de km² de forêt tropicale qui enregistreraient un rebond démographique des pachydermes par le prix moyen de la tonne de CO₂ sur le marché (un peu moins de 25 dollars en 2019), la valeur actualisée totale des services de captage de carbone fournis par les éléphants s'élève à plus de 150 milliards de dollars.

Si l'on divise la valeur totale du service fourni par les éléphants de forêt d'Afrique par leur nombre actuel, il ressort que le service assuré par chaque éléphant « pèse » plus de 1,75 million de dollars (voir le graphique 3). À titre de comparaison, l'ivoire d'un éléphant tué par des braconniers ne rapporte qu'environ 40 000 dollars. À l'évidence, les bienfaits générés par une communauté d'éléphants saine et prospère sont donc considérables.

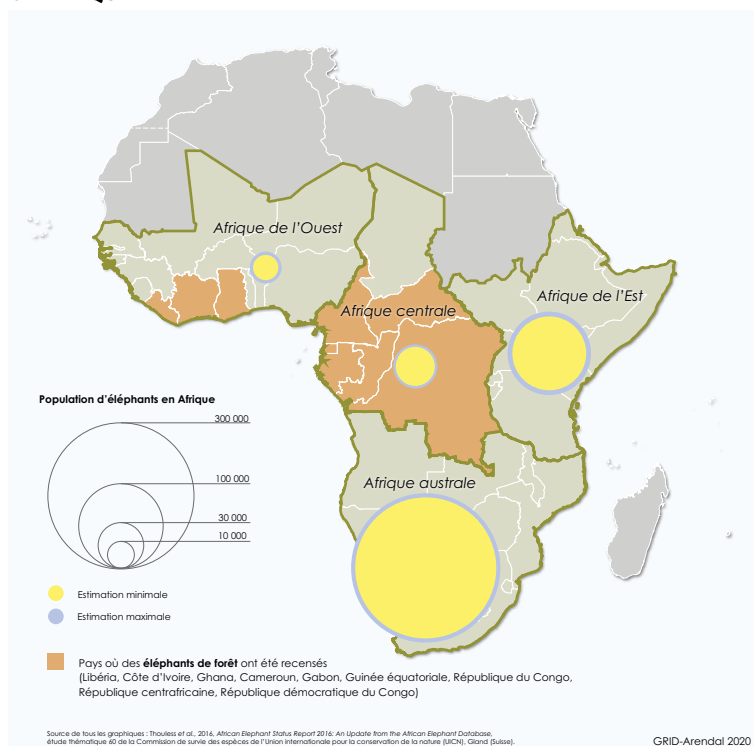
Hélas, ces éléphants sont menacés d'extinction par le braconnage et la déforestation.

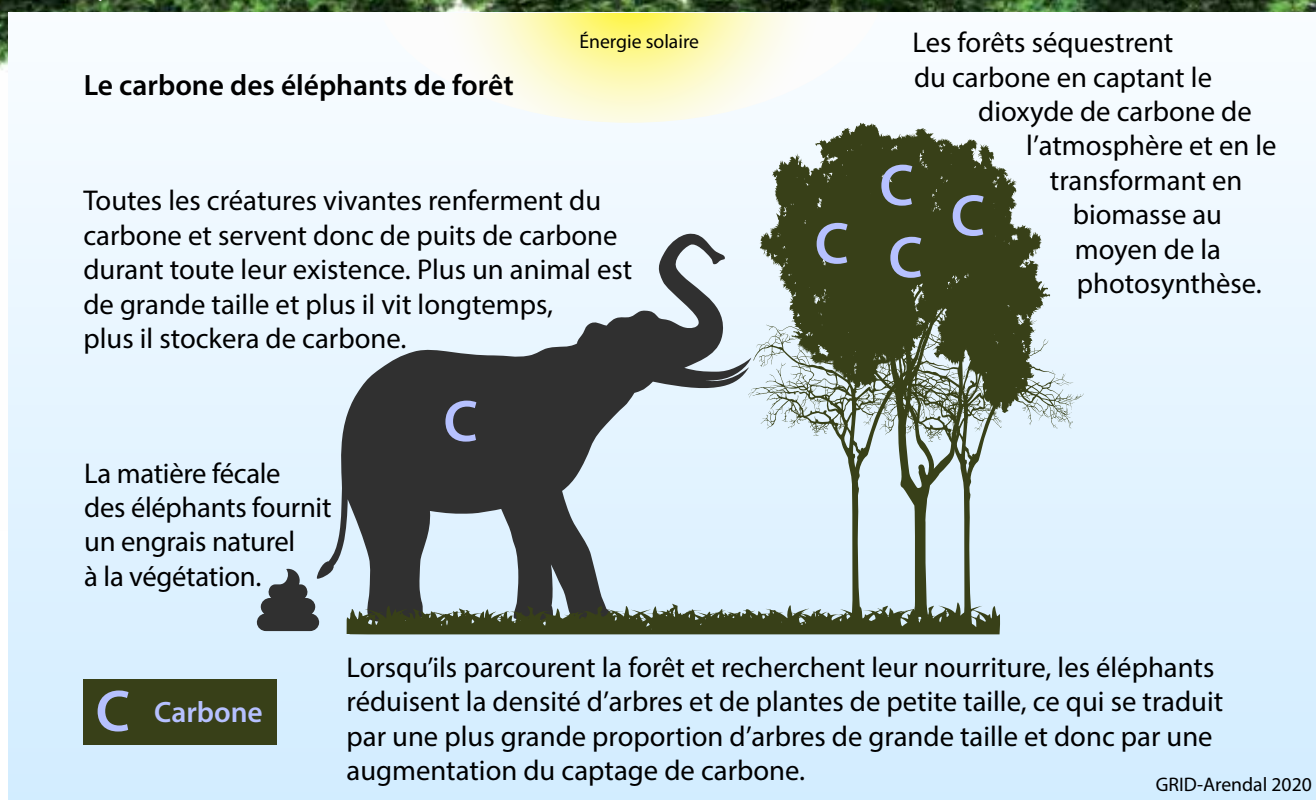
Des chiffres qui parlent

Nous avons élaboré un cadre destiné à l'évaluation financière des ressources naturelles, qui cible le cœur du problème en matière de protection de l'environnement : l'action collective (Chami *et al.*, 2020).

Tous les jours, certaines évaluations financières incitent des millions de personnes à investir dans des actifs et des projets risqués à long terme, alors que d'autres n'obtiennent pas ce résultat. Les estimations qui déclenchent des investissements reposent sur des scénarios réalistes portant sur la façon dont ces actifs ou projets vont générer des liquidités ou d'autres revenus. Cela se traduit ensuite par des projections de rendements crédibles qui peuvent être synthétisées par la valeur monétaire actualisée. Lorsque la valeur monétaire actualisée de ces rendements futurs dépasse le coût de l'actif ou du projet, les investisseurs en quête de rentabilité voudront exploiter ces opportunités.

GRAPHIQUE 1





L'approche coûts-avantages peut aussi être utilisée pour protéger nos écosystèmes, y consacrer des investissements et, *in fine*, les placer sur une trajectoire durable. En identifiant et en quantifiant précisément les services à valeur marchande fournis par les ressources naturelles (tels que les loisirs, le tourisme et la séquestration de carbone), nous pourrions comparer la valeur monétaire actualisée de leurs avantages avec le coût d'un investissement dans ces services. Comme pour n'importe quel actif.

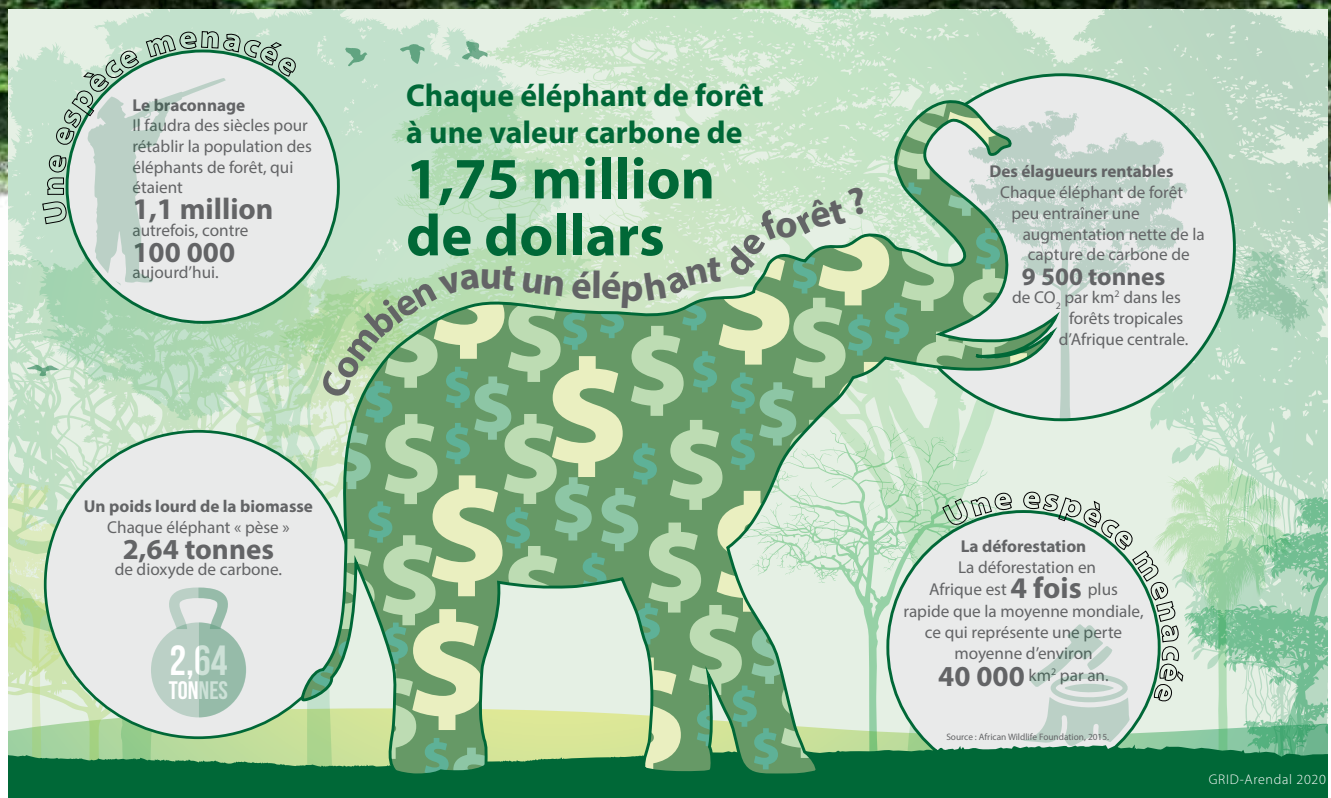
Les estimations qui en découlent peuvent encourager efficacement un investissement environnemental. Et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elles montrent précisément les services concrets que notre stock de ressources naturelles fournit à la société (comme nous l'avons fait avec l'exemple des éléphants), ce qui sensibilise les gens à l'importance de ces ressources dans leurs vies. Par ailleurs, la conversion monétaire des avantages liés à la préservation des ressources naturelles permet de réaliser des comparaisons coûts-avantages en dollars. Cela compte, car les gens sont plus à l'aise dans leurs prises de décisions quand les enjeux sont exprimés en termes financiers. Enfin, la valeur renfermée par ces actifs naturels est parfois considérable, ce qui, en plus de justifier le coût lié à leur préservation, peut aussi créer surprise et fascination à la lecture des chiffres. Or les études consacrées à l'économie comportementale montrent que les individus seront

davantage enclins à acheter des produits ou à faire des investissements qui suscitent ces sentiments.

Une option gagnant-gagnant

L'estimation des bienfaits liés aux ressources naturelles prises individuellement (comme les éléphants) et, plus généralement, à un écosystème sain, accompagnée d'un cadre juridique qui désigne les garants de ces ressources et établit les droits et obligations de chacun, ouvre des opportunités gagnant-gagnant aux parties prenantes : pouvoirs publics, secteur privé, communautés locales et partenaires mondiaux. Une fois mis en place un cadre juridique adapté, les bienfaits économiques des ressources naturelles pourront être revendiqués et distribués. Ces bienfaits peuvent encourager des partenariats public-privé soutenus par des organisations non gouvernementales et des institutions internationales dont les communautés locales récoltent directement les fruits, avec pour effet de susciter leur adhésion.

C'est ainsi que l'initiative Solutions de financement pour le développement durable du Programme des Nations Unies pour le développement prévoit des contrats d'échanges dette-nature. En vertu de ce contrat financier, les prêteurs allègent la dette ou les remboursements d'un pays en développement en échange d'un engagement du débiteur à protéger certaines ressources naturelles. Par exemple, de nombreux pays qui abritent des éléphants de forêt d'Afrique sont fortement endettés et auraient



beaucoup à gagner d'un contrat d'échange dette-nature. Le montant de l'allègement de la dette est déterminé par la valeur des services des éléphants, en utilisant les prix du marché. L'argent économisé par les pays serait consacré à la sauvegarde des éléphants, mais pourrait aussi favoriser la création de partenariats public-privé qui aideraient à construire des marchés, tels que le tourisme et l'assurance, axés autour de l'investissement dans les éléphants et de leur protection. Ces marchés généreraient des emplois et des revenus stables pour les communautés locales, ce qui renforcerait l'adhésion aux initiatives de protection et leur durabilité.

Des organisations non gouvernementales et des institutions financières internationales pourraient apporter le développement des capacités nécessaires pour des partenariats public-privé et des marchés d'assurances construits autour des ressources naturelles. L'exemple des contrats d'échange dette-nature montre qu'évaluer les bienfaits de façon concrète peut alimenter un cercle vertueux, en orientant les investissements et les entreprises vers une trajectoire plus régénératrice et plus durable.

La pandémie de COVID-19, qui a été attribuée à un virus ayant trouvé son origine dans un marché d'animaux vivants, démontre que la nature peut avoir des répercussions importantes d'ampleur planétaire sur le plan macroéconomique. Un signal d'alarme a retenti aux quatre coins du monde, exigeant un changement de cap. En plus de soumettre nos systèmes

économiques à une dangereuse volatilité, la destruction du milieu naturel par l'homme menace notre existence même. À l'inverse, des écosystèmes préservés et pleins de vitalité, abritant des populations prospères d'éléphants de forêt et de grandes baleines, des mangroves et des herbiers marins, fournissent autant d'exemples concrets prouvant que l'évaluation de la protection de la nature et l'investissement dans ce domaine peuvent déboucher sur une économie verte et bleue, atténuer les changements climatiques et réorienter les pays vers une croissance économique inclusive et respectueuse de la nature. **FD**

RALPH CHAMI est directeur adjoint à l'Institut pour le développement des capacités du FMI ; **CONNEL FULLenkAMP** est professeur en économie appliquée et directeur des études de premier cycle au département d'économie de l'université Duke ; **THOMAS COSIMANO** est professeur émérite à l'école de commerce de Mendoza de l'université Notre Dame ; et **FABIO BERZAGHI** est chercheur au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement à Gif-sur-Yvette (France).

Bibliographie :

- Berzaghi, F., M. Longo, M. Ciais, and others. 2019. "Carbon Stocks in Central African Forests Enhanced by Elephant Disturbance." *Nature Geoscience* 12:725–29.
- Chami, R., T. Cosimano, C. Fullenkamp, and S. Oztosun. 2019. "Nature's Solution to Climate Change." *Finance and Development* 56 (4): 34–38.
- Chami, R., C. Fullenkamp, F. Berzaghi, S. Español-Jiménez, M. Marcondes, and J. Palazzo. 2020. "On Valuing Nature-Based Solutions to Climate Change: A Framework with Application to Elephants and Whales." Economic Research Initiatives at Duke Working Paper 297, Duke University, Durham, NC.

Compter les femmes pour que les femmes comptent

« **LE DÉFICIT DE DONNÉES** sur les disparités entre les sexes relève du mutisme, mais pas seulement. Ces silences, ces lacunes sont lourdes de conséquences. »

C'est ce que Caroline Criado Perez essaie de nous faire comprendre dans son livre *Invisible Women*.

L'auteure souligne que la conception « masculine, sauf indication contraire » de tous les aspects de la vie et le mythe de « l'universalité masculine » ne sont pas malveillants ni même délibérés, mais le fruit d'une réflexion qui prévaut depuis des millénaires.

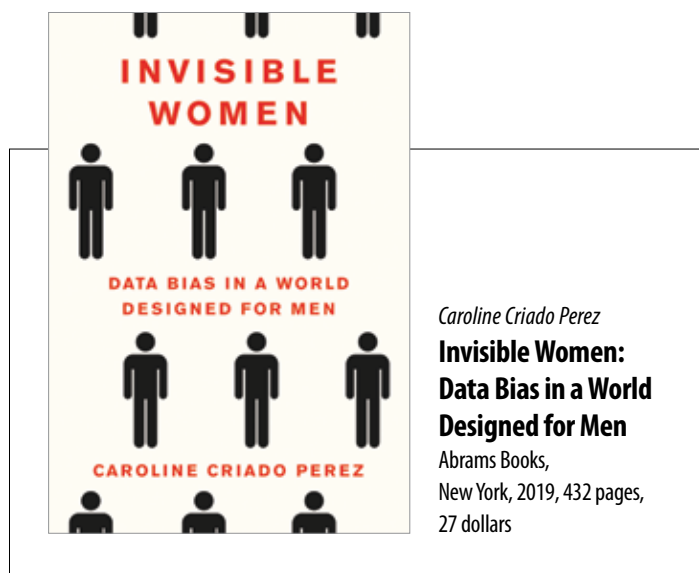
Elle donne de nombreux exemples (certains bien connus et d'autres moins) de préjugés contre les femmes, notamment l'hommage rendu en 2013 au joueur de tennis Andy Murray pour avoir été le premier Britannique à remporter Wimbledon, alors que, en fait, Virginia Wade avait remporté le tournoi plus de trois décennies plus tôt, en 1977.

Les passages les plus remarquables du livre traitent des conséquences de l'absence de données ventilées par sexe. Caroline Criado Perez évoque le calendrier de déneigement de la ville de Karlskoga, en Suède, où les principales

Caroline Criado Perez reconnaît que réduire le déficit de données sur les sexes ne résoudra pas tous les problèmes comme par magie.

artères de circulation sont déneigées en premier et les voies piétonnes et les pistes cyclables en dernier. En quoi est-ce sexiste ? Les hommes se rendent généralement au travail en voiture ou en bus, tandis que les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'accompagner un enfant à l'école à pied et parfois de conduire d'autres enfants en poussette. Un calendrier de déneigement apparemment inoffensif et le fait que la garde d'enfants incombe de manière disproportionnée aux femmes placent ces dernières dans une double impasse. D'autres exemples sont encore plus insidieux : les risques pour la santé des femmes dus à l'absence de toilettes publiques ou les conséquences, pouvant être fatales, du manque de données ventilées par sexe dans la recherche médicale sur les différents symptômes de crises cardiaques.

Caroline Criado Perez donne des exemples révélateurs des préjugés qui caractérisent la conception de produits



communs, a priori sans distinction de sexe, utilisés dans la vie quotidienne et des ramifications de l'approche de la « taille unique pour tous les hommes ». Prenons, par exemple, les équipements de sécurité dans les automobiles (appuis-tête, ceintures de sécurité et airbags). Les mannequins utilisés pour les essais de choc sont conçus à partir des mensurations d'un homme du 50^e percentile : 1,77 m et 76 kg. Ne pas tenir compte du fait que les femmes sont, en moyenne, plus petites et plus légères contribue à une réalité qu'illustre une statistique choquante : lorsqu'une femme est victime d'un accident de voiture, les risques qu'elle soit gravement blessée ou qu'elle meurt sont respectivement 47 et 17 % plus élevés que pour un homme ! Et tout cela parce que les différences entre hommes et femmes n'ont pas été prises en considération dans la conception des équipements de sécurité de nos voitures.

Caroline Criado Perez aborde également des sujets plus familiers pour les économistes, notamment l'incapacité à mesurer correctement les tâches domestiques et des activités de soins non rémunérées, l'incidence de la fiscalité sur le choix des femmes d'entrer sur le marché du travail et la représentation disproportionnée des femmes parmi les populations pauvres du monde entier.

Elle reconnaît que réduire le déficit de données sur les sexes ne résoudra pas comme par magie tous les problèmes auxquels se heurtent les femmes. Elle conclut cependant que cette réduction n'interviendra qu'une fois que le fossé de la représentation des femmes dans les instances dirigeantes et gouvernementales aura été comblé.

Cet excellent livre doit impérativement être lu par tout chercheur ou dirigeant soucieux de remédier aux difficultés auxquelles fait face la moitié de la population mondiale. **FD**

KALPANA KOCHHAR, directrice du département des ressources humaines du FMI

Des bulles, encore et encore

DES BULLES du Mississippi et des mers du Sud du début des années 1700 aux « subprimes » et aux excès chinois de la première décennie 2000, *Boom and Bust: A Global History of Financial Bubbles* retrace de manière fascinante l'histoire des crises financières spéculatives. S'appuyant sur les analyses novatrices de Charles P. Kindleberger (*Manias, Panics, and Crashes*) et de John Kenneth Galbraith (*A Short History of Financial Euphoria*), les auteurs William Quinn et John Turner présentent un schéma inédit, qu'ils appellent le « triangle des bulles », pour évaluer et comprendre les épisodes d'expansion et de récession.

Les auteurs considèrent une bulle financière comme un incendie, composé d'oxygène, de combustible et de chaleur.

Le premier élément du triangle des bulles est la négociabilité des actifs, c'est-à-dire la facilité avec laquelle les actifs peuvent être achetés et vendus (l'oxygène). La monnaie et le crédit, à savoir le niveau des taux d'intérêt et l'utilisation d'un levier financier, en constituent le deuxième élément (le combustible). Le troisième élément est le comportement spéculatif, autrement dit le fait que

Quelles en sont les conséquences pour les investisseurs et les dirigeants ? En ce qui concerne la prévision des folies financières, les trois côtés du triangle doivent se concrétiser pour qu'une bulle se forme et que l'incendie persiste. Ce schéma permet également d'évaluer la gravité de la crise : par exemple, l'effet de levier a toujours été un indicateur constant au cours de l'histoire. En outre, il peut être utilisé pour interpréter la fréquence accrue des bulles. La mondialisation des marchés de capitaux, la déréglementation et l'évolution technologique ont favorisé une augmentation de la dette. Cela se traduira-t-il par des épisodes d'expansion et de contraction plus fréquents et plus graves à l'avenir ?

J'aurais aimé que les auteurs se penchent davantage sur le débat stratégique et présentent des mesures spécifiques que peuvent prendre les dirigeants pour faire

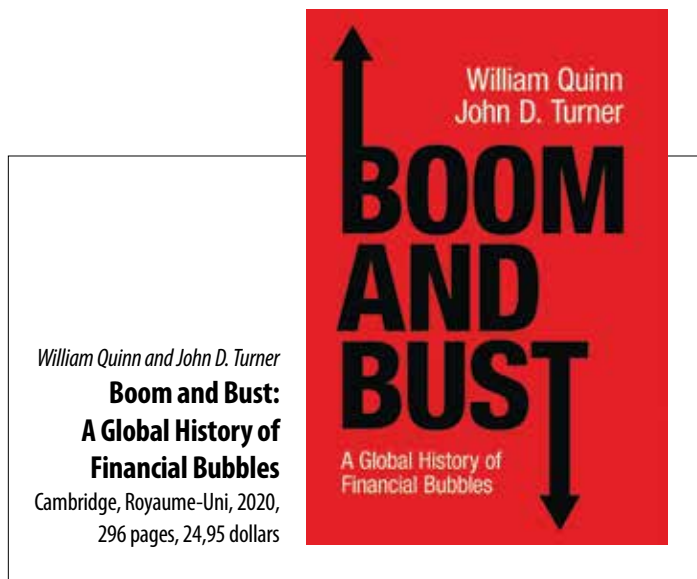
Les bulles sont difficiles à repérer avec certitude en temps réel ; les faire éclater peut être plus néfaste que bénéfique.

face aux bulles pernicieuses. Par exemple, quel côté du triangle doit être abordé en premier ? Les auteurs reconnaissent que les dirigeants pourraient restreindre la masse monétaire et le crédit, ce qui permettrait de réduire une partie du combustible. Toutefois, ils semblent considérer que des mesures telles que le resserrement de la politique monétaire ou une action à contre-courant posent des problèmes insurmontables. Les bulles sont difficiles à repérer avec certitude en temps réel, et les faire éclater peut être plus néfaste que bénéfique.

Cela dit, les politiques macroprudentielles peuvent utilement compléter la politique monétaire, de sorte que les dirigeants puissent atteindre à la fois les objectifs traditionnels sur le plan de l'inflation et ceux de stabilité financière, même si le cadre macroprudentiel continue d'évoluer, notamment pour les institutions financières non bancaires, et même si la panoplie d'outils disponibles reste, il est vrai, limitée.

En fin de compte, les auteurs semblent souscrire à l'idée selon laquelle les dirigeants peuvent au mieux panser les plaies, tandis que les investisseurs doivent faire office d'« inspecteurs de la sécurité incendie » et tirer les leçons de l'histoire pour bien comprendre les dangers inhérents au triangle des bulles. **FD**

FABIO NATALUCCI, directeur adjoint du département des marchés monétaires et de capitaux du FMI



l'achat d'un actif soit principalement motivé par l'anticipation d'une hausse continue de son prix (la chaleur).

Quinn et Turner mettent en évidence deux facteurs déclencheurs qui ont mis le feu aux poudres au cours des 300 dernières années : l'innovation technologique et les politiques des pouvoirs publics.

Poursuite de la stabilité

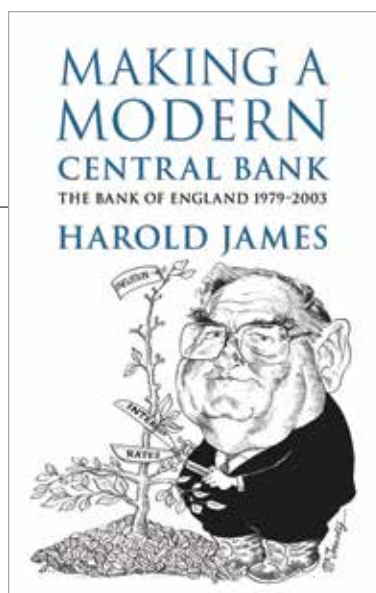
LORSQU'EN 1997, la Banque d'Angleterre a recouvré son indépendance, le long cycle de son histoire au XX^e siècle s'est achevé : de grande puissance avant les années 30, elle a été reléguée au rang de branche opérationnelle du Trésor pendant des décennies avant de regagner son autorité à la fin des années 70 et dans les années 80, puis de parvenir à s'éloigner du devant de la scène politique. Son destin n'était pas écrit d'avance, et ce livre, qui traite du quart de siècle entre 1979 et 2003, a pour objet de raconter comment un groupe remarquable de personnes a bâti une organisation capable de gagner son indépendance lorsque la classe politique et les mandarins se sont retrouvés à court d'argent. Le titre est le bon (ou presque), et la couverture choisie est pertinente, car Eddie George, peut-être le meilleur dirigeant de banque centrale de la génération qui a suivi celle de Paul Volcker, a incarné la transition des anciens aux modernes.

Le livre riche d'enseignements et clairvoyant de Harold James parcourt trois domaines : l'histoire de l'économie et de la politique, celle de l'institution et celle de l'organisation. Il suit en grande partie un schéma habituel en occupant l'espace entre les événements survenus et l'organisation, mais a pour fil rouge la façon dont les changements et les débats internes ont ouvert la voie à une réforme institutionnelle.

Il s'agit d'une lecture essentielle pour quiconque s'intéresse aux méandres agonisants de la politique macro-économique britannique menée par le Trésor dans les années 80 et à sa rédemption progressive au cours des années 90. Il en va de même pour tous ceux qui se demandent comment un système de surveillance bancaire fondé sur le jugement qui avait réussi à maintenir la stabilité systémique a cédé la place, après une série de défaillances retentissantes qui ne tiennent qu'à lui (JMB, BCCI, Barings), à un régime réglementaire extérieur à la banque centrale, prélude à un effondrement systémique.

Les initiatives, les revers et les réformes des pouvoirs publics sont bien mis en évidence. Cependant, nous en apprenons moins sur les rivalités personnelles et les perspectives qui ont fait évoluer l'institution.

Gordon Richardson a rétabli l'autorité du gouverneur, Robin Leigh-Pemberton a constitué et formé une équipe de renommée mondiale (dont Andrew Crockett, qui dirigera plus tard la Banque des règlements internationaux), George Blunden a éliminé certains obstacles, et les outils de travail ont été livrés par Eddie George et Mervyn King, dont on ne saurait trop souligner le rôle dans la transformation stratégique des capacités de la Banque. Nous en apprenons toutefois peu sur l'envers du décor.



Harold James

Making a Modern Central Bank: The Bank of England 1979-2003

Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 2020, 350 pages, 110 dollars

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Whitehall a farouchement résisté à l'idée qu'Eddie devienne gouverneur adjoint, ne cédant qu'à la stricte condition que ce poste ne lui permette pas d'accéder à la marche supérieure (un message délivré par mon intermédiaire lorsque j'étais secrétaire privé du gouverneur). Les lecteurs ne se rendront pas compte non plus de la lutte interne qui a duré dix ans et demi, frôlant la guerre civile, au sujet du rôle de la banque centrale en matière de stabilité financière et qui n'a pris fin (pour le moment) qu'après la crise de 2008.

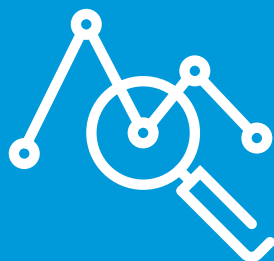
Ainsi, Harold James présente un excellent compte rendu de la politique économique britannique de la fin du XX^e siècle axé sur la Banque d'Angleterre, mais il jette également les bases d'une étude politico-sociologique absolument nécessaire sur les aspects les plus profonds de ce renouveau institutionnel.

Oh, à propos du titre. Peu après que la banque centrale eût recouvré son indépendance, l'équipe économique du New Labour, gorgée de pouvoir et de gloire, est venue déjeuner avec nous. Elle nous avait alors dit que, dans le cadre de la « modernisation », nous devrions nous débarrasser de la livrée de nos intendants, qui datait du XVIII^e siècle. Ce à quoi nous avons répondu que la Banque pouvait être mondialement reconnue sans pour autant renoncer à toutes ses traditions. Tout bien réfléchi, « Modern » n'est donc pas tout à fait le bon mot ; les deux générations qui ont remodelé la Banque d'Angleterre ne suivaient pas la mode, mais poursuivaient la stabilité. Sur ce point, nous étions tous d'accord, et c'était là l'essentiel. **FD**

PAUL TUCKER, auteur de *Unelected Power*, a travaillé à la Banque d'Angleterre de 1980 à 2013.



ÉCONOMIE MONDIALE



**INÉGALITÉS
ET CROISSANCE**



ASIE



**BANQUE, FINANCE
ET FISCALITÉ**



**DISPARITÉS
FEMMES-HOMMES**



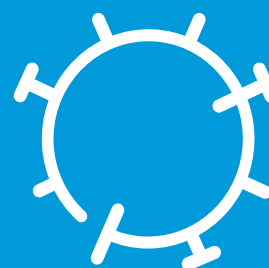
**BANDES DESSINÉES
DU FMI**



DETTE



HISTOIRE DU FMI



COVID-19



**ÉNERGIE ET
RESSOURCES
NATURELLES**

Listes des publications les plus importantes
du FMI dans les domaines de grand intérêt.

[eLibrary.IMF.org/TopicGuide](https://elibrary.imf.org/TopicGuide)

FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL

Finances & Développement, décembre 2020



MFIFA2020004